

« Le Monde des livres » : Mystérieux Voltaire

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14950 - 7 F

VENDREDI 19 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

Frappant l'énergie, les hauts revenus et les sociétés

Le programme d'austérité de M. Clinton repose sur une forte augmentation des impôts

Courageux

M. BILL CLINTON fait preuve de courage. Poussé certes par la nécessité, le jeune président démocrate a annoncé, mercredi 17 février, un programme sans précédent de réduction du déficit budgétaire. Au risque de mettre en péril sa popularité, il s'attaque aux racines du « mal américain » au moyen d'une politique à double détente : hausse drastique des impôts, et, dans une moindre mesure, empiétement des dépenses de l'Etat.

Il est vrai que les chiffres ne lui donnaient guère le choix : sauf à donner un coup de bistouri profond, le déficit qui a déjà largement dépassé les 320 milliards de dollars, aurait doublé à la fin du siècle. L'enjeu ne se limite pas à une question d'orthodoxie budgétaire, et importante soit-elle. C'est plus largement de la croissance de l'économie américaine et de sa place dans le monde qu'il s'agit. Le déficit est un monstre à plusieurs têtes : il mine la confiance des investisseurs, détourne l'épargne, affaiblit le dollar, obère enfin l'avenir par l'accroissement de la charge de la dette physique.

EN s'attaquant à ce déficit, M. Clinton ne tourne pas seulement le dos à douze années d'irresponsabilité fiscale qu'il a imputées aux républicains - en gros à ses deux prédécesseurs, - mais aussi aux démocrates du Congrès. M. Clinton se fixe aussi pour objectif une détente des taux d'intérêt à long terme, destinée à favoriser l'investissement, dans l'emploi et la croissance.

L'accueil devrait être très nettement favorable chez les principaux partenaires des Etats-Unis. Accompagnant la détente observée sur les taux d'intérêt, le programme de M. Clinton devrait leur donner satisfaction et favoriser un début d'harmonisation des politiques de croissance au sein du groupe des sept pays les plus industrialisés, le G-7, dont les ministres des finances doivent se réunir le 27 février à Londres.

EN revanche, les mêmes partenaires des Etats-Unis auront sans doute remarqué avec inquiétude que M. Clinton n'a consacré qu'une dizaine de lignes au commerce extérieur, sur un texte d'une heure, et qu'elles reflètent une certaine dureté de ton par rapport au discours de ce chantage du libre-échange que voulait être M. George Bush. S'il réaffirme son attachement à la conclusion de l'Uruguay round, M. Clinton annonce également son intention de préserver et de protéger les industries de pointe américaines.

Le président n'a fait que la moitié du chemin. Il lui faut l'appui d'un Congrès sceptique et déjà pris d'assaut par tous les groupes de pression et d'intérêt que le programme du président va léser. Wall Street avait à l'avance manifesté sa mauvaise humeur. Au contraire, les commentaires de presse, jeudi, étaient élogieux. Les réactions de l'opinion seront déterminantes. A en croire des indications encore fragiles données par les premiers sondages, l'accueil serait favorable chez une majorité d'Américains. Mais se résigneront-ils facilement à l'exigence d'une cure d'austérité.

M0147 - 0219 0 - 7.00 F



Rigueur et austérité sont les maîtres mots du premier discours sur l'état de l'Union prononcé par le nouveau président des Etats-Unis devant le Congrès, mercredi 17 février. Avec comme objectif la réduction de l'énorme déficit budgétaire, M. Bill Clinton a annoncé une compression des dépenses de l'Etat et de massives hausses des taxes et impôts. Avec 253 milliards de recettes nouvelles sur cinq ans, ce programme budgétaire est l'un des plus lourds jamais présenté par un président américain.

WASHINGTON

de notre correspondant

Si l'exercice du pouvoir est d'abord un face-à-face siocère avec la réalité, alors le nouveau président américain, le démocrate Bill Clinton, ne s'y dérobera pas. Elu sur une plate-forme populiste, flattant l'Amérique profonde, candidat qui avait promis une réduction de ses impôts à la « classe moyenne », le voilà qui prêche aujourd'hui la rigueur et l'austérité.

Pugose, sûr de lui et de ses « nouvelles » convictions, il a, mercredi soir 17 février, devant le Congrès, l'essentiel du traditionnel discours sur l'état de l'Union à une leçon de réalisme : les Etats-Unis souffrent de leur déficit budgétaire et d'un déficit en investissements productifs, a-t-il dit, double déficit qui menace l'avenir et doit être combattu simultanément. Au risque de décevoir ses électeurs, et notamment une

classe moyenne qui ne sera pas épargnée par la rigueur, ou risque encore de heurter sa propre majorité au Congrès, M. Clinton propose d'entamer le déficit par de massives hausses des impôts et des réductions dans les dépenses de l'Etat. D'ici à la fin 1997, quelque 245 milliards de dollars devront être collectés en titre de la première potion - qui comporte la création d'une taxe générale sur le consommateur d'énergie - et 245 autres milliards épargnés en titre des coupes dans les dépenses publiques.

L'objectif est de ramener le déficit à moins de 200 milliards de dollars d'ici à la même date. Mais il ne s'agit pas de réduire le déficit pour la beauté du geste, a dit M. Clinton.

ALAIN FRACHON

Lire la suite

et l'article de SERGE MARTY pages 16 et 17

Invitant les militants à livrer une « bataille de la Marne du socialisme »

M. Michel Rocard appelle à la naissance d'un « vaste mouvement ouvert et moderne »

M. Michel Rocard a appelé les socialistes, mercredi 17 février, à reconstruire le PS en constituant au lendemain des élections législatives, avec des écologistes, des centristes, des communistes rénovateurs et des militants des droits de l'homme, « un vaste mouvement ouvert et moderne ». L'ancien premier ministre, qui s'était entretenu mardi après-midi avec M. Mitterrand, pour l'informer de son initiative,

s'est prononcé pour une « rupture » avec le parti né à Epinay en 1971. Il a évoqué les « erreurs graves » commises par la gauche depuis 1981 et plaidé pour une « renaissance ». M. Fabius a répondu de façon négative à l'appel de M. Rocard. En revanche, M. Bérégovoy s'est déclaré « d'accord avec l'analyse » du maire de Conflans-Sainte-Honorine.

par Patrick Jarreau

La stratégie de M. Michel Rocard consistait, jusqu'à présent, à limiter au strict minimum ses interventions dans la campagne des élections législatives, car il estimait que ce scrutin n'était pas son affaire. Les socialistes allaient y payer une facture qui n'était pas la sienne, mais celle de M. François Mitterrand. La vie, pour lui, commencerait après. Il serait le chef de l'opposition - à la droite, bien sûr, mais aussi aux manœuvres tactiques et aux raffolements tactiques empoisonnés de la cohabitation entre une majorité divisée et un président de la République retranché dans son donjon constitutionnel. Après plusieurs semaines de réflexion personnelle et de débat dans son état-major, l'ancien premier ministre abandonne cette voie et se emprunte une autre.

Lire la suite

et nos informations page 8



Irréductible Casamance

L'élection présidentielle au Sénégal aura lieu le 21 février sous la haute protection d'une armée qui a du mal à contenir la rébellion indépendantiste

ZIGUINCHOR

de notre envoyée spéciale

Dans les « clandos » de Ziguinchor - bars improvisés chez les particuliers, - si on en parle, c'est en baissant la voix. Les habitants sont méfiants : tout un chacun est susceptible de rapporter leurs propos à qui de droit. Mieux vaut donc ne pas emmener la situation.

Les autorités manient, quant à elles, la langue de bois avec dextérité. La Casamance malade est

un sujet tabou. Dix ans que cela dure ! Une partie des rebelles ont déposé les armes. Mais des irréductibles campent toujours dans le forêt, et le cycle infernal - attaques, représailles, villages abandonnés, populations déplacées - continue.

Le conflit s'est même amplifié au cours des six derniers mois, à l'approche de l'élection présidentielle du 21 février, boudée par les séparatistes.

Comme promis par un pouvoir déterminé à ne pas s'en laisser

conter, la scrutin aura lieu, dimanche, en Casamance. Mais, très à leur aise dans cette région, les rebelles vont-ils jouer les trouble-fêtes ? L'aéroport et l'émetteur de radio de Ziguinchor ont été récemment attaqués. Beaucoup plus que la ville, la brousse vit sous la coupe des indépendantistes.

C'est une guérilla insaisissable que l'armée tente de réduire.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Lire la suite page 6

Suspension de l'aide humanitaire à la Bosnie

Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Sadako Ogata, a annoncé, mercredi 17 février, la suspension de l'essentiel de l'aide humanitaire internationale à la Bosnie-Herzégovine en raison des entraves mises par les belligérants à l'acheminement et à la distribution de cette aide.

M. Ogata, qui estime que les efforts déployés par le HCR « sont devenus la risée des responsables politiques » bosniennes, a annoncé sa décision sans avoir référé aux instances onusiennes, ce qui a provoqué une levée de boucliers au siège de l'ONU, à New-York, et notamment au Conseil de sécurité. Ce dernier a immédiatement adopté une déclaration « condamnant les actions visant à bloquer les convois humanitaires ». Le Conseil « exige » en outre que « les parties et tous les autres intéressés assurent immédiatement le libre passage des secours humanitaires ».

Par ailleurs, les forces serbes de Bosnie ont découvert un charnier dans une enclave musulmane de l'est de la République qu'elles viennent de conquérir, et accusent les Musulmans d'être responsables de massacres.

Lire page 3 les articles de AFSANE BASSIR POUR FLORENCE HARTMANN et ISABELLE VICHNIAC

Affrontements au sein de la hiérarchie chiite en Iran

L'ayatollah Montazeri serait placé sous haute surveillance.

page 4

Les libéralités du « système Decaux »

Patnèque après l'effacement gratuit du dernier livre de M. Juppé.

page 10

DOSSIER

Comment calculer vos impôts sur les revenus

page 15

LE MONDE DES LIVRES

■ Mystérieux Voltaire ■ Les escapades de Dominique Rolin ■ Le passage de terrain : une série de livres de survivants des camps de concentration ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Quarante ans de Spencer » ■ D'autres mondes par Nicole Zand : « Mourir à Disneyworld »

pages 23 à 30

Du rififi culturel chez Bernard Pivot



Retenez bien votre soirée du vendredi 19 février.

Le Journal du Dimanche

Editions du Seuil

DÉBATS

Ingérence

Faut-il repenser l'action humanitaire ?

par Cornélio Sommaruga

Le débat qui s'est ouvert sur l'opportunité d'instaurer un nouveau droit d'ingérence humanitaire répond-il à la nécessité de repenser selon d'autres principes l'action humanitaire ? La neutralité essentielle à l'action humanitaire doit-elle s'effacer et l'assistance s'imposer par la force lorsque la survie de populations entières est en jeu ? L'application des conventions de Genève est-elle excessivement tributaire du consentement des belligérants ?

Qu'est-ce que le droit d'ingérence ? Pour ses promoteurs, il s'agit d'instaurer un droit d'intervention humanitaire qui permette, au besoin par le recours à la force, de déroger au respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain qui se rendrait coupable de violations massives des droits de l'homme. Si l'intention est ainsi clairement affirmée, force est de constater cependant que le contenu de cette proposition, les critères et les modalités de sa mise en œuvre n'ont jamais été définis. Le concept est donc resté flou, subissant par ailleurs de nombreuses mutations de langage, du fait des oppositions rencontrées dans certains milieux gouvernementaux. L'on se mit alors à parler tantôt d'un droit, tantôt d'un devoir d'ingérence humanitaire, glissant de l'ordre juridique au plan de l'éthique pour enfin aujourd'hui, souvent, ne plus porter ni de droit ni de devoir d'ingérence, mais d'un droit ou devoir d'assistance humanitaire qui ferait obligation aux Etats d'agir.

Une telle proposition viendrait-elle renouveler le droit humanitaire existant, tel que défini dans les conventions de Genève ? S'agit-il de combler une lacune essentielle ? Pour qui connaît ces conventions, le problème n'est pas là. Les conventions et leurs deux protocoles additionnels adoptés en 1977 contiennent en effet un ensemble de dispositions qui, sans atteindre à la perfection, fondent très largement et sans équivoque un droit à l'assistance et à la protection pour les victimes des conflits. Cela m'amène à dissiper une première confusion : si le droit d'ingérence n'apporte pas d'élargissement aux dispositions déjà en vigueur du droit humanitaire, il surgit, par contre, de la constatation de son non-respect. Que faire en effet quand un gouvernement, en violation flagrante des obligations auxquelles il a souscrit en ratifiant les conventions de Genève, commet à l'encontre de populations sans défense les pires exactions, refusant par ailleurs d'accorder au Comité international de la Croix-Rouge ou à d'autres organisations humanitaires impartiales tout accès aux victimes, privant ainsi celles-ci de toute protection et assistance ? C'est à cette question que le droit d'ingérence prétend donner une réponse. Mais cette proposition est-elle réellement nova-

trice et peut-elle véritablement s'imposer sans réserves ni soulever d'autres questions ?

Convenons qu'elle demeure dans la réalité soumise à de nombreuses contingences. Tout d'abord, le recours à la force doit obtenir l'accord du Conseil de sécurité. Or nous savons qu'une telle décision, lorsqu'un veto ne vient pas la rendre simplement impossible, est toujours le résultat d'une pesée d'intérêts, souvent contradictoires, entre diverses considérations d'ordre politique, économique et stratégique. Pourra-t-on éviter les compromis et les lenteurs dans ces négociations ? Il a fallu que cinquante mille meurent en Somalie avant que s'engage une intervention militaire efficace sous mandat onusien. D'autre part, si une action d'ingérence est certes relativement aisée et peu coûteuse en vies à l'encontre d'un Etat militairement faible, avec quelles conséquences peut-on l'envisager face à un Etat puissant ? Au mépris de l'impartialité, l'ingérence humanitaire doit-elle s'octroyer le pouvoir de choisir ses victimes en fonction des intérêts politiques et des rapports de forces, qui entourent les conflits ? Qu'en est-il aujourd'hui du Libéria, du Sud soudanais, de l'Angola, de l'Afghanistan, des conflits du Caucase et de l'Asie centrale, de la Bosnie ? Qu'en sera-t-il demain ? Ou placer les priorités ? La simultanéité de tant de conflits meurtriers n'impose-t-elle pas des mesures limitées au recours au droit d'ingérence ? Enfin, comment accepter une démarche humanitaire qui, s'appuyant sur la force, ne peut qu'instaurer un climat de peur, d'autres morts encore, sans parler des risques d'escalade ? Ce ne sont là que quelques-unes des interrogations parmi les très nombreuses questions que l'on ne peut ignorer.

Les débats qui opposent aujourd'hui partisans et adversaires d'une intervention en Bosnie - alors que tous s'accordent pour dénoncer l'horreur des exactions commises - illustrent ces dilemmes et démontrent les difficultés de concilier les exigences de l'humanitaire et celles du politique dans un contexte où toute action visant à imposer par la force le respect des populations innocentes implique de fait une intervention militaire de très grande envergure à laquelle les Etats n'ont pas pu, jusqu'à maintenant, se résoudre. Serait-il concevable d'organiser une action d'ingérence en limitant l'objectif aux seuls besoins humanitaires ? L'évidence, cela ne saurait être que l'un des aspects d'une intervention plus vaste visant à restaurer la paix et la sécurité internationales, tant il est vrai qu'il est illusoire, dans une situation aussi grave, de concevoir l'ingérence dans un sens restreint. Les limites, si elles existent, de l'action de la FORPRONU en Bosnie en sont l'illustration.

Revenons maintenant au droit

international humanitaire. N'offre-t-il vraiment aucune solution lorsque tous les moyens de la diplomatie humanitaire se sont révélés sans effet ? Les conventions de Genève excluent-elles le recours à la force comme ultime démarche ? Le droit humanitaire apporte à cette question capitale une double réponse que l'on peut trouver, d'une part dans l'article premier des conventions, qui fait obligation aux Etats de « respecter et faire respecter le droit humanitaire en toutes circonstances », d'autre part, dans les dispositions de l'article 89 du premier protocole additionnel, qui prévoient que « dans les cas de violations graves des conventions et du présent protocole, les hautes parties contractantes s'engagent à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation des Nations unies et conformément à sa charte ». A la lumière de ces dispositions, face à des conflits où les problèmes humanitaires deviennent la dimension majeure de crises qui menacent la paix et la sécurité internationales, il n'appartient donc qu'aux Etats d'envisager des mesures qui transfèrent leur action du cadre du droit humanitaire dans celui du chapitre VII de la charte des Nations unies autorisant le recours à la force pour faire cesser des violations très graves aux conventions de Genève. Reste-t-il dès lors un vide juridique que le droit d'ingérence puisse venir utilement combler ?

Répondre à l'urgence

Dans le contexte du conflit somalien, la résolution 794 adoptée par le Conseil de sécurité le 3 décembre 1992 est un exemple significatif de mise en œuvre d'une telle démarche issue du droit humanitaire. Dans ses considérants, cette résolution met en évidence le constat des « violations massives du droit international humanitaire » et des obstacles « qui empêchent l'acheminement des secours », elle « condamne énergiquement toutes les violations du droit international humanitaire », elle « affirme que ceux qui commettent ou ordonnent de commettre de tels actes en sont tenus individuellement responsables », elle « exige que toutes les parties, tous les mouvements et toutes les factions en Somalie mettent immédiatement fin à toutes les violations du droit international humanitaire » et estime enfin que « l'ampleur de la tragédie humanitaire causée par le conflit en Somalie constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales », autorisant par là le secrétaire général et les autres membres qui coopèrent à employer tous les moyens nécessaires pour restaurer aussitôt que possible des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaires en Somalie ». Il faut toutefois relever que le succès de cette opération

actuellement en cours est dû très largement au fait qu'elle a pu calmer une situation anarchique sans se voir opposer de véritable résistance locale. C'est là qu'il nous faut établir et préserver une distinction fondamentale entre le rôle des Etats et celui des organisations humanitaires imparciales. Il s'agit en effet de deux fonctions distinctes : celle qui, fondée sur un devoir dicté par une exigence de justice, veut faire respecter le droit et, quand il est violé, en appelle à la répression des Etats coupables, et celle dont l'unique mission est de secourir les victimes au nom des principes d'humanité. En d'autres termes, il y a donc, d'une part, le rôle de la police et du juge, qui sont chargés du respect de la loi et de la répression de ceux qui la violent et, de l'autre, celui du Bon Samaritain, qui porte secours. Cette distinction est pour moi essentielle car elle permet, en les définissant et les délimitant, de dissocier le rôle des organisations humanitaires imparciales de celui des Etats, responsables, à un autre niveau et par d'autres moyens, de « respecter et faire respecter le droit humanitaire ».

Vouloir, comme le proposent certains partisans du droit d'ingérence, faire fusionner ces deux fonctions distinctes en une seule et unique démarche dont les Etats, en se substituant aux organisations humanitaires, assureraient la mise en œuvre par les moyens de la contrainte ne peut qu'entraîner l'effacement de la mission de police et de juge. Nous en faisons tous aujourd'hui l'amère constatation dans le conflit qui déchire la Bosnie : l'action humanitaire ne peut être ni organisée ni conduite par des personnalités politiques sans qu'elle devienne captive des enjeux qui opposent les parties en conflit, aux-ils des l'Etat, s'écarter, dans l'assistance que l'on s'efforce de leur apporter, les victimes ne voient qu'un alibi et l'aveu même de l'impuissance ou du refus des gouvernements d'assumer pleinement leurs responsabilités sur un plan politique ? C'est aussi l'impartialité de l'action humanitaire qui se trouve mise en cause et en péril.

L'efficacité, la crédibilité de l'action humanitaire et, dans une très large mesure, son acceptabilité par les belligérants sont très directement conditionnées par la clarté de ses intentions. Aussi s'efforce-t-il urgent aujourd'hui qu'aux divers niveaux de leurs responsabilités les gouvernements et les organisations humanitaires se concertent et s'attachent à organiser leurs actions selon des concepts qui, tout en se supposant, sachent s'articuler sans se confondre.

Ainsi, dans le contexte d'un nouveau système collectif de sécurité qui, sous le contrôle des Nations unies, tiendrait compte plus directement des causes des tragédies humanitaires, le recours à la contrainte est une démarche concevable comme une ultime démarche face à des situations extrêmes de détresse. Il ne peut s'agir toutefois que d'une mesure exceptionnelle qui reste soumise, nous l'avons vu, à de nombreuses contingences. Je crois que le seul moyen permettant d'humaniser durablement le comportement des belligérants et de protéger plus efficacement les victimes réside aujourd'hui dans l'absolue nécessité de restituer au plus vite et pleinement au droit international humanitaire l'autorité et les valeurs qui sont les siennes. Cela ne peut se faire que par la volonté et l'engagement des Etats, ces Etats qui ensemble doivent s'attacher à porter alors leur action à la fois en amont et en aval de celle des organisations humanitaires. En amont afin d'endiguer les conséquences des conflits, en exigeant, par une action diplomatique préventive, de tous les gouvernements qu'ils respectent les engagements auxquels ils ont souscrit en ratifiant les conventions de Genève ; en aval, en organisant la sanction des violations dans le cadre d'une nouvelle juridiction pénale internationale chargée de réprimer les exactions commises.

Le projet actuellement lancé par le gouvernement suisse, dépositaire des conventions de Genève, de réunir en août prochain, à Genève, une conférence extraordinaire des Etats tout entière consacrée à une réflexion sur la protection des victimes de la guerre devrait nous permettre de porter plus loin cette réflexion et de répondre à l'urgence que nous ressentons tous d'opposer à la violence un sens renouvelé du respect du droit humanitaire.

Cornélio Sommaruga est président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Femmes

De la fraternité à la parité

par Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber

DEPUIS presque un demi-siècle qu'elles exercent leurs droits politiques, les Françaises, si elles votent pour la loi. Les chiffres sont connus : le patrie des droits de l'homme, ces bien nommés, fait figure de l'enfer rouge de l'Europe avec la Grèce, puisque 5 % seulement des parlementaires y sont des femmes. On a longtemps pensé que le faible nombre d'élues correspondait à une situation provisoire, qui s'arrangerait d'elle-même, la société politique évoluant naturellement vers une représentation plus équilibrée des citoyennes et des citoyens. Or, il n'en est rien. Et aux élections législatives de mars prochains, les partis « établis » promettent d'envoyer encore moins de femmes à l'Assemblée nationale qu'à l'issue du scrutin de 1988.

Le mouvement suffragiste estimait il y a un siècle, au plus fort des batailles qu'il menait pour le droit de vote des Françaises, que le jour où celles-ci l'exerceraient, la représentation des citoyens dans les Assemblées politiques se répartirait équitablement entre les sexes. C'était méconnaître la capacité collective des hommes de conserver entre leurs mains le pouvoir politique, les femmes n'étant admises à approcher celui-ci que sur ses marges, et au compte-gouttes.

Aujourd'hui même, des règles non écrites, des mécanismes non évolutifs, verrouillent son accès, faisant qu'un Parlement composé d'hommes à 95 % légifère pour l'ensemble de la population dans des conditions scandaleuses d'iniquité. Un seul exemple : peut-on imaginer qu'avec autant de femmes que d'hommes parmi les élus on aurait rétabli dans le code pénal, comme cela fut fait, sans débat public, des peines de prison pour les femmes les plus démunies, les plus désespérées, celles qui, faute d'autres moyens, auraient recours à l'avortement pratiqué sur elles-mêmes ? Dans un sens qui fut long à venir les députés annuleront cet amendement voté par le Sénat, mais cet exemple fait voler en éclats la fiction selon laquelle l'homme, porteur d'universalité, est nécessairement le garant des intérêts des femmes aussi. Il ne saurait signifier pour autant que la présence des femmes dans les Assem-

blées est utile pour défendre les seuls droits des femmes : celles-ci ont vocation, avec les hommes, à cogérer les affaires de la cité et de l'Etat.

Cinquante ans de droits politiques pour atteindre 5 % d'élues au Parlement, le rapprochement de ces deux chiffres autorise l'interrogation de fond : n'est-ce pas le contenu même de ces droits qu'il faut réviser, leurs insuffisances et leurs limites qu'il faut dépasser ?

Poser le droit à la parité pour les deux sexes, affirmer qu'il constitue un élément fondamental de la démocratie au même titre que la séparation des pouvoirs ou la légitimité des institutions telles que nous les connaissons. C'est encore mettre en pièces, pour les reconstruire, deux siècles de philosophie et de pratique politiques. C'est énoncer une évidence : par principe, la démocratie représentative transcende les intérêts particuliers. Elle fonde sa légitimité sur sa capacité à symboliser la collectivité. Or, cette collectivité n'est pas composée d'êtres humains identiques. Il n'y aurait pas d'humanité s'il n'y avait pas deux formes distinctes d'individus sexués. Les femmes et les hommes concourent ensemble à la définition et à la perpétuation de l'espèce. Ils doivent concourir ensemble, et à parité, à l'organisation de la vie commune. Non pas au titre de la « différence » d'un sexe par rapport à l'autre, mais de leur participation conjointe à l'espèce humaine.

Dans la vie publique, l'exclusion collective des citoyennes résulte de procédés déloyaux que le droit doit neutraliser. Et ce n'est pas, ici ou là, la présence précaire de quelques femmes isolées qui infirmait la règle générale. Une démocratie véritable se fonde sur l'égalité politique effective et non fictive de tous ses membres. Voilà ce que traduirait une devise républicaine revue et corrigée qui consacrerait l'entrée des femmes dans une citoyenneté authentique : Liberté, égalité, parité.

Françoise Gaspard est maître de conférences à l'HESS et Claude Servan-Schreiber, journaliste, Elise sont coauteurs, avec Anne Le Gall, de *Un pouvoir citoyen*, Liberté, égalité,

Une chambre sans dames

par Christine Clerc

EDITH CRESSON aurait-elle été inculpée d'abus de biens sociaux ? Non, c'est bien plus grave : l'ancien premier ministre a eu le tort considérable de lâcher un jour que la Bourse n'est pas une affaire de femmes. Elle n'est pas une affaire de femmes, mais elle n'est pas non plus une affaire de hommes.

A moins que la faute impardonnable, le péché originaire que nous ne pourrions jamais effacer, ait été commis par Georgina Duflois, ministre des affaires sociales, plus ni moins responsable du drame de la transfusion sanguine que le ministre de la santé Edmond Hervé et le premier ministre Laurent Fabius. Mais elle prononça cette phrase dramatiquement maladroite : « Responsable, mais pas coupable ! » Et puis, Georgina Duflois est seule. Comme Edith Cresson. Autour d'elles, pour les défendre, ou claa de partisans, ni bande de copains, ni « meute », selon l'expression d'un ancien dirigeant RPR (« Il faut chasser la meute ») qui en dit long sur les mœurs politiques viriles.

Au contraire de Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy et quelques autres, ni Edith Cresson ni Georgina Duflois ne manquent de revenir un jour au pouvoir pour se venger. On peut donc les accabler sans crainte. Comme on peut, sans érainte, évoquer une fidèle socialiste édue depuis quinze ans dans le Nord, Denise Cacheux - à qui le PS vient de signifier son congé. Comme on peut, au mépris de la parole donnée, poignarder dans le dos Louise Marano, ancienne résistante et loyale élue d'opposition dans les Alpes-Maritimes depuis vingt ans : en soutenant contre elle

le maire de Canos Michel Mouillot... qui a pour lui, il est vrai, d'être un homme de marketing et d'appartenir à une bande : la « bande à Léo ».

J'exagère ? Mais alors comment expliquer ceci : sur 577 circonscriptions l'Union de l'opposition - à égalité sur ce point avec l'alliance PS-MRG - présentera en mars moins de 40 femmes ! Encore faut-il déduire du nombre de ces 40 privilégiées, qui ont reçu de ces messieurs des états-majors l'investiture, celui des non-éligibles, d'avance condamnées.

La fameuse « chambre introuvable » de mars sera donc... une chambre pratiquement sans femmes !

La France, depuis dix ans déjà la lanterne rouge de l'Europe avec 5,8 % seulement de femmes à l'Assemblée nationale (alors que l'Allemagne en compte 21 % parmi ses députés), va se retrouver loin, très loin derrière le Danemark, l'Irlande et même l'Espagne : ce pays de « machos », cette démocratie débutante à presque triplé, en dix ans, le nombre de ses élues (passé de 5,4 à 14,6 %) pendant que nous régressons. Comment accepter l'idée que des réformes décevantes concernant notre emploi, notre santé, notre retraite et l'éducation de nos enfants soient discutées et votées sans que les femmes puissent seulement exprimer leur opinion ? Comment s'écarter que des femmes aussi populaires que Simone Veil fient aujourd'hui l'arène politique ? Et comment ne pas comprendre que tant de jeunes - et moins jeunes - électrices se tonnent, avec espoir et sympathie, du côté des écologistes ?

Christine Clerc est journaliste.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourme
Directeur général : Michel Crevin
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsaidi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75003 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDIPUS 634 128 F
Tél. : 46-62-76-77 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Météo et Régis Sargat SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimeur :
du « Monde »
12, r. M.-Gambourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs en francs et centimes CEE selon
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 950 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS) published daily for \$3.00 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry
« WDC » Intergroup Corp., France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and at additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to LMS of NY Box 1318, Champlain, N.Y. 12919-1318.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach, VA 23461 - 28U USA
Changements d'adresse détaillés et provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Parts RP

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الامم المتحدة

ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 19 février 1993 3

La suspension de l'aide internationale à la Bosnie

Une décision prise par le haut-commissaire pour les réfugiés

Devant les entraves mises, par les belligérants à l'acheminement des secours, le HCR a décidé, mercredi 17 février, de suspendre l'essentiel de l'aide internationale à la Bosnie-Herzégovine et de retirer la majorité de son personnel de Sarajevo.

GENÈVE

de notre correspondante

La plus vive émotion règne dans les milieux humanitaires de Genève, où l'on constate que la barbarie n'a, décidément, pas de limite en Bosnie-Herzégovine, dont les chefs de guerre plastronnent dans les salles de conférence tandis que la population agonise.

Au siège du HCR, on en est venu à baisser les bras. Et le haut-commissaire, M^{me} Sadako Ogata, a annoncé, mercredi 17 juillet, qu'elle avait pris, à contre-cœur, une série de mesures revenant à priver la Bosnie-Herzégovine de l'essentiel de l'aide humanitaire internationale. Ces mesures sont les suivantes :

- rappel à leurs bases des convois humanitaires du HCR bloqués dans l'est de la Bosnie et suspension immédiate de tous les secours dans les régions sous contrôle serbe ;

- interruption de toutes les activités du HCR à Sarajevo et retrait de la majorité de son personnel, avec maintien d'une présence minimale dans cette ville assiégée de 380 000 habitants ;

- interruption des convois humanitaires et du pont aérien vers Sarajevo ;

- maintien à un niveau réduit des opérations du HCR dans les régions de Bosnie où il peut encore opérer.

Un message à Sarajevo

Avant de prendre cette décision, M^{me} Ogata avait vainement tenté d'agir sur les responsables des belligérants pour les amener à lever les obstacles mis à la distribution de l'aide. Ainsi s'est-elle adressée, le 12 février, à M. Radovan Karadzic, chef des Serbes de Bosnie. « Je condamne le déplacement de populations par la pression militaire et l'interdiction d'acheminer de l'assistance humanitaire. Vous devez cesser d'empêcher d'innocents civils d'obtenir l'aide nécessaire à leur survie », lui a-t-elle écrit.

Le haut-commissaire a également adressé un message aux autorités de Sarajevo (qui boycottent l'aide internationale tant que les convois humanitaires ne parviendront pas aux Musulmans de l'est de la République), leur expliquant : « Nous comprenons vos inquiétudes car nous sommes nous-mêmes très préoccupés par la détérioration de la situation. C'est pour cette raison que nous comprenons difficilement que vous décidiez de priver votre propre population de nourriture, alors que les membres du personnel du HCR risquent tous les jours leur vie pour acheminer cette aide. »

« Alors que tous nos efforts ont été concentrés pour soulager les victimes, les parties ont confondu aide humanitaire et intérêts politiques », a déclaré M^{me} Ogata, ajoutant : « Nos efforts humanitaires sont devenus le risqué des responsables politiques et je regrette profondément que leur conduite m'ait forcée à prendre une telle décision. »

ISABELLE VICHNIAC

Levée de boucliers au siège de l'ONU

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Tout en manifestant leur compréhension devant la frustration de M^{me} Sadako Ogata, les milieux diplomatiques de l'ONU sont choqués par la décision de la diplomate japonaise d'annoncer la mesure qu'elle venait de prendre sans consulter les membres du Conseil de sécurité qui l'ont investie de sa tâche. « C'est scandaleux, totalement scandaleux », s'est exclamé un ambassadeur occidental, membre du Conseil. Selon des sources proches du secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali - qui se trouve actuellement au Japon - n'a été informé de cette décision qu'après la publication du communiqué de presse du HCR. Les coprésidents de la Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie ainsi que les membres du Conseil qui se réunissent, mercredi soir 17 février, ont appris cette nouvelle par les journalistes.

Vivement irrité, l'un des deux coprésidents de la Conférence internationale, M. David Owen, a déclaré que les opérations humanitaires « doivent reprendre sans délai ». Selon lui, M^{me} Ogata a été « obligée », de par l'intransigence des parties, de prendre une telle décision. « Ils utilisent l'aide humanitaire comme un instrument de guerre », dit-il. Selon la diplomate britannique, « Il est inacceptable d'exploiter la famine comme ils le font tous », faisant allusion aux parties en conflit. Cachant à peine sa surprise, l'ambassadeur de Russie, M. Yuli Vorontsov, s'est exclamé : « La décision de M^{me} Ogata est complètement inattendue. J'espère que le Conseil de sécurité pourra la corriger. » Le Conseil, pour sa part, a adopté par consensus, et en séance publique, une déclaration « condamnant les actions visant à bloquer les convois humanitaires ». Il « exige » que « les parties et tous les autres intéressés assurent immédiatement le libre passage des secours humanitaires » et que les parties donnent au HCR « l'assurance qu'ils tiendront les engagements qu'ils ont pris de se conformer aux décisions du Conseil à cet égard ».

Selon un diplomate proche des négociations, l'utilisation de l'aide humanitaire soit utilisée comme instrument de combat par les Serbes et par les Musulmans « dramatise le fait que l'aide humanitaire, à elle seule, ne suffit plus dans ce conflit ». Sur le point de savoir si M^{me} Ogata avait l'autorisation d'annoncer, sans consulter le secrétaire général, la suspension de cette aide, ce diplomate, qui a requis l'anonymat, explique que les agences de l'ONU « sont devenues, au fil des années, des barons indépendants du secrétariat, et il faut un changement fondamental du système ». Le même diplomate rappelle que, sur le cas précis de l'aide humanitaire à Sarajevo et aux autres villes bosniaques, « le HCR avait un mandat précis du Conseil de sécurité et qu'en fait la décision de M^{me} Ogata revient à désobéir au Conseil ».

De son côté, le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, estime que la décision du HCR revient à « un chantage des riches bien nourris contre des pauvres affamés ». Faisant allusion à la décision de son propre gouvernement de boycotter l'aide humanitaire à Sarajevo, M. Izetbegovic a dit : « C'est la vengeance de l'ONU contre la solidarité des Bosniaques. » M. Izetbegovic devait se rendre à Washington, jeudi 18 février, à l'invitation du vice-président américain, M. Al Gore.

Par ailleurs, selon des sources diplomatiques, la France devait déposer jeudi un projet de résolution visant à créer un tribunal international ad hoc pour juger les « personnes responsables de violations graves du droit humanitaire international » depuis le mois de juin 1991 sur le territoire de l'ex-Yugoslavie. Le secrétaire général est chargé de faire un rapport sur la mise en place de ce tribunal. Un autre projet de résolution proposerait le mandat de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU) pour une période intermédiaire « ne pouvant aller au-delà du 31 mars 1993 » a également fait l'objet de consultations au sein du Conseil. La France souhaite que ce projet de résolution soit adopté en vertu du chapitre 7 de la Charte.

AFSANE BASSIR POUR

« Nous sommes décidés à reprendre ces territoires »

Dans l'est de la Bosnie, les Serbes brûlent des villages et accusent les Musulmans de massacres

KAMENICA (est de la Bosnie)

de notre envoyé spécial

« Interdiction de filmer », a lancé l'officier serbe aux journalistes qu'il était chargé de convoquer à Kamenica. Tout le long de la petite route de Kamenica, qui débouche sur le village de l'est de la Bosnie, passé sous contrôle serbe il y a tout juste deux jours, une seule image s'offrait, mercredi 17 février, au regard. Celle de maisons dévorées, une à une, par les flammes.

Les bâtisses tiennent encore debout. Elles n'ont pas été ébranlées par l'artillerie ni criblées de balles, mais simplement incendiées.

sont rares, si ce n'est le mur blanc de l'école grisé d'impacts de balles. Trop affairés à piller les dernières maisons et à charger dans les camions de l'armée, fentes, électroménager, tapis, couvertures... les nombreux soldats qui circulent dans Kamenica ne parlent pas.

Personne ne semble vouloir dévoiler les mystères de cette « victoire ». Ils reconnaissent seulement qu'elle s'inscrit dans une opération de grande envergure lancée il y a quelques semaines pour venir à bout des dernières enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie, une région limitrophe de la Serbie à majorité musulmane et que les Serbes de Bosnie veulent s'approprier.

25 000 Musulmans, villageois et réfugiés provenant des régions tenues par les Serbes, s'entassent dans cette localité où aucune aide n'est encore parvenue depuis le début de la guerre. Comme pour Kamenica, les Serbes ont ouvert un « corridor de purification ethnique », selon la nouvelle formule du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, afin de permettre aux populations civiles de quitter l'enclave de Cerka avant l'offensive finale. 6 000 personnes ont déjà pris la fuite.

La découverte de charniers

Autour de Kamenica, les Serbes fortifient leurs nouvelles lignes de front pour faire face à une éventuelle contre-offensive. En novembre dernier, les forces musulmanes étaient, en effet, parvenues à reprendre le village qu'elles avaient précédemment perdu. Une centaine de Serbes de la région avaient alors disparu. Grâce aux aveux de combattants musulmans capturés ces jours-ci, plusieurs fosses communes ont été découvertes, mardi 16 février, dans la forêt de Kamenica.

Devant la presse, autorisée exceptionnellement à pénétrer en Bosnie pour l'occasion, 24 cadavres ont été exhumés. D'après un médecin légiste, le docteur Zoran Stanakovic, « à première vue, il s'agit de cadavres enterrés depuis plusieurs mois et le date de décès pourrait correspondre à celle de la disparition des Serbes ». Pour ajouter que « rien ne nous dit que ce sont des Serbes ; il faudra procéder à l'identification et à un examen complet des corps ».

Pour le commandant serbe local, le major Vinko Pandurovic, pas de doute : « Il s'agit de villageois serbes qui ont fui dans la forêt pour se protéger. » Ses allégations sont toutefois démenties par le pape de la région, Lazar Sindjir, selon qui les Serbes ont été « surpris par derrière sur leurs positions par les forces musulmanes début novembre ». Les 19 cadavres de la première fosse et les 5 autres extraits d'une mare gelée - où pourraient se trouver 11 corps supplémentaires - étaient tous, selon ce qu'on en voit les journalistes étrangers, des hommes en vareuse militaire kaki. « Personne ne peut affirmer qu'il n'y a pas, parmi ces cadavres, des gens qui ont été tués pendant les combats, mais nous voyons des traces de sévices, et les Musulmans capturés nous ont dit que des prisonniers serbes avaient été torturés », a indiqué l'un des officiers serbes présents.

FLORENCE HARTMANN



A certains endroits, les dernières poutres se consumaient lentement dans le grand froid de l'hiver bosniaque, laissant encore se dégager une légère fumée. Aux abords de Kamenica, un amas de gravats vient rompre cet alignement de maisons vides.

Pillage des maisons

Le bâtiment a été vraisemblablement dynamité pour effacer à jamais sa présence. Mais le socle d'un minaret et trois stèles funéraires trahissent le secret de ces décombres. Le linge qui sèche sur les balcons pourrait témoigner de la présence de quelques habitants, mais il ne fait que rappeler la trop récente fuite des derniers civils. Comme ce fer à repasser et ces vêtements abandonnés à la hâte sur la table d'une cuisine.

Précédemment tenu par les Musulmans, ce village isolé dans les montagnes de l'est de la Bosnie, à 15 kilomètres au sud de Zvornik (sur la frontière serbo-bosniaque), a été déserté. Les traces de combats

Points

DES SUCCÈS
PLEIN
LES POCHES

Jean-Marc Roberts
Monsieur Pinocchio

- Henri Gougaud
- L'expédition
- Points Roman
- Jean-René Huguenin
- Journal
- Points Roman
- Pedro Almodovar
- Patty Diphusa
- Points Roman
- Bohumil Hrabal
- Les noces
- dans la maison
- Points Roman
- Philippe Meyer
- Dans le huis clos
- des salles de bains
- Points Actuels
- Christophe Bouchet
- L'aventure Tapie
- Points Actuels
- Albert Jacquard
- avec la contribution d'Hélène Amblard
- Un monde sans prison ?
- Point-Virgule

Points

EUROPE

ITALIE

L'enquête « Mains propres », un an après

ROME

de notre correspondante

L'enquête « Mains propres » un an après ? Une belle lessive de linge sale ! Qui se serait douté, en effet, que le 17 février 1992, en s'intéressant à Mario Chiesa, le gérant d'un hoepice pour vieillards accusé de malversations pour sept millions de lire, les juges milanais venaient de mettre la main sur la plus belle affaire de l'histoire italienne ?

Ce scandale - celui de la collusion entre hommes politiques et milieux d'affaires « reekettés » au nom de l'intérêt supérieur des parties - se chiffre, en un an, en dizaines de milliards de lire. Attisé par le vent croissant de la contestation, il a au total fait gagner l'ensemble du pays et de discréditer toute la classe politique. Pour fêter dignement le premier anniversaire de l'ouverture de l'enquête, Milan, dont le maire, Piero Borghini, privé de son dernier adjoint (arrêté justement dans le cadre de l'enquête), vanne de démissionner le matin même (le Monde du 18 février) - et qui était paré par la grève contre le chômage qui a touché mercredi 17 février toute la Lombardie - avait préféré miser sur la désinvolture.

« Bal des volants », « Rap des pots-de-vin » : dans les programmes offerts ce soir-là, les night-clubs s'étaient surpassés ; les enquêteurs aussi, qui, la veille, au feu d'artifice préliminaire, avaient obtenu un florilège de

révélation dont celles, paraît-il, de Florio Fiorini, l'ancien directeur financier de l'ENI (les hydrocarbures italiens), qui reconnaissait avoir financé, entre 1970 et 1981, les partis politiques, selon un barème fixe : 40 % à la Démocratie chrétienne ; 40 % au Parti socialiste ; 10 % au social-démocrate et 10 % aux républicains.

« Very important prisoner »

Dans la soirée du 17, autre intergénération prometteuse : celle de Licio Gelli, ex-grand maître de la Loge P2, mais surtout grand manipulateur et détenteur d'informations explosives, notamment sur la famille de la Banque Ambrosiano qui a vu, la semaine dernière, au ministère de la justice, Claudio Martelli, dont le nom était cité, de démissionner pour pouvoir se défendre.

Même ironie à Rome, où la revue Epoca se vante d'avoir envoyé à chaque parlementaire un fascicule retraçant « le procès de Socrate » et intitulé « Mains propres », tandis qu'un député de la Ligue lombarde, gagné par le verger historique de cet anniversaire, proposait, si la Ligue prend un jour le pouvoir, de faire chaque année du 17 février « une journée de réflexion nationale ».

Les grands journaux n'étaient pas en reste. Ainsi, la Stampa dressait un panorama statistique des résultats de l'enquête. On peut y lire qu'il y a eu en tout 828 arrestations, soit 2,2 en moyenne par jour ; plus de

1 000 enquêtes et 75 000 demandes de levée d'immunité parlementaire, ce qui veut dire que 8 % des élus italiens ont affaire à la justice. Au hi-parade des régions touchées, Milan et les Abruzzes ; Rome n'est qu'en troisième position.

Quant au record des « *avviso di garanzia* » (avis d'ouverture d'enquête) l'ex-dirigeant socialiste, M. Bettino Craxi, vient de recevoir son septième avis de ce genre, comme Severino Ciriati, ont allégrement franchi le cap de la dizaine. De son côté, Repubblica, qui, depuis des mois, s'est trouvée une nouvelle et copieuse rubrique intitulée « Crise du régime », consacre une large place aux mots nouveaux entrés, grâce à l'opération « Mains propres », dans le vocabulaire italien.

Exemple : VIP ne veut plus dire « *very important person* » mais « *very important prisoner* ». Enfin, plus réaliste sans doute, le *Corriere della Sera* consacre sa page anniversaire à une aérée d'entrées sur les mille et une façons d'essayer de mettre prisonnier un terme à cette enquête dévastatrice : annulation, nouvelle loi, solution politique ? Rien ne semble très évident. La mot de la fin, pour une fois, va à Bettino qui, le 17, a tapissé les murs de Milan d'une nouvelle affiche incongrue mais drôle : on y voit une main blanche et une main noire, les fameuses « *United colors* », mais unies cette fois... par une paire de menottes.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

DROITS DE L'HOMME

Dans son rapport annuel

Le CICR dénonce « une cruauté d'un autre âge » dans l'ex-Yougoslavie

GENÈVE

de notre correspondante

M. Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a dénoncé, mercredi 17 février, lors de la présentation de son rapport pour 1992, « l'aveuglement meurtrier [qui] aurait pu être évité si les règles humanitaires avaient été respectées ».

Dans l'ex-Yougoslavie sévit « une cruauté qu'on croyait d'un autre âge », a souligné M. Sommaruga. Le CICR, qui a été parmi les premiers à condamner la « purification ethnique », déploré dans cette région, une intense activité. Ainsi, depuis juillet dernier, pas moins de 5 334 prisonniers détenus en Bosnie ont été libérés sous ses auspices. Ses délégués visitent régulièrement 2 750 prisonniers dans 18 lieux d'interrogatoire.

La barbarie qui sévit en Bosnie est telle que le CICR s'est départi de sa traditionnelle discrétion et a dénoncé avec force les exécutions sommaires, la torture, les viols, les persécutions, les internements massifs de civils, les prises d'otages et autres atrocités. Il continue des opérations de secours, malgré les entraves mises à la circulation de ses convois. Dans le cadre de son assistance médicale à 70 hôpitaux et établissements sanitaires, il a distribué, entre autres, 300 tonnes de matériel chirurgical.

N. P.

M. Sommaruga a également

ISABELLE VICHNIAC

Le Monde EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-28-51-09

PROCHE-ORIENT

IRAN : l'ayatollah Montazeri serait placé sous haute surveillance

Les hostilités sont ouvertes au sein de la hiérarchie chiite

La lutte d'influence entre les successeurs de l'imam Khomeiny continue de plus belle en Iran. L'ex-dauphin de l'imam, l'ayatollah Hussein Montazeri, serait, selon l'opposition en exil, une nouvelle fois placé sous haute surveillance.

Le conflit aurait culminé samedi 13 février lorsque « un groupe armé a attaqué la maison de l'ayatollah Montazeri à Qom », indique le bureau de M. Aboul Hassan Bani Sadr, l'ex-président iranien, qui vit en exil en France. L'attaque ferait suite à des accusations portées par l'ayatollah Montazeri contre l'actuel « Guide » de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et contre l'ayatollah Ali Meshkini, président de l'Assemblée des experts - chargée notamment de la désignation du « Guide ». Dans un cours qu'il donne dans la ville sainte de Qom, l'ayatollah Montazeri aurait qualifié ce dernier d'« agent de la CIA ».

Mardi 16 février, le quotidien *République islamique* a menacé l'ayatollah Montazeri de « conséquences graves » s'il continuait « son activité hostile à l'Élat et à la religion ». Alors que le bureau de M. Bani Sadr faisait état de trois morts dans l'attaque de samedi et de l'arrestation de l'ayatollah Montazeri, l'information a été démentie par un porte-parole de ce dernier. D'autres membres de l'opposition font état en revanche d'accrochages à Qom entre partisans de l'un et l'autre clan qui auraient fait des victimes dont on ignore le nombre.

Ce n'est pas la première fois que les hostilités sont ouvertes entre M. Montazeri et le pouvoir actuel : M. Montazeri, qui a été nommé à la présidence de la République, a été assigné à résidence à Qom. Mais au fil des ans le contentieux entre lui, l'ayatollah Khamenei et le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani s'est accru. Il porte aujourd'hui non seulement sur ce que M. Montazeri, considéré comme une usurpation de la succession de l'imam Khomeiny, mais aussi sur le remplacement de l'ayatollah Aboul Qassem Al Khoi, le

plus haute autorité religieuse de tout le monde chiite, décédé en août dernier en Irak (1), ainsi que sur la conception de l'enseignement dans les écoles coraniques et la tentative de l'ayatollah Khamenei d'en prendre le contrôle total.

L'ayatollah Montazeri n'a toujours pas admis son éviction en 1989 et la perte de ses attributions d'« *imam* » de l'imam Khomeiny. Celui-ci lui avait reproché par écrit d'avoir maintenu de bonnes relations avec des « *libéraux* » tels que l'ex-premier ministre Mahdi Bazargan et d'avoir prêté une oreille attentive aux Moudjahidines du peuple. Pour M. Montazeri, sa déposition a été le résultat d'un « complot » ourdi par l'actuel « Guide de la révolution », le président Rafsandjani, et M. Ahmad Khomeiny, le fils de l'imam.

Le président Rafsandjani en « médiateur »

Le conflit pour la succession de l'imam Al Khoi n'a fait qu'exacerber les tensions. Sans parler de la volonté de Bagdad d'imposer son choix - le siège de la plus haute autorité religieuse chiite est traditionnellement dans la ville irakienne de Najaf - les chefs religieux eux-mêmes ne sont pas d'accord sur le choix du successeur. Deux candidats peuvent réellement prétendre à la succession, étant donné leur expérience et leur science religieuse. Ce sont les ayatollahs Sabzevari, octogénaire, et Galbakyani, nonagénaire, ou l'actuel « Guide » de la République islamique et apporté son appui, dans l'espoir, disent ses adversaires, de lui succéder rapidement. Or, pour nombre de religieux chiites, l'ayatollah Khamenei n'a pas la stature nécessaire, alors que l'ayatollah Montazeri devrait être au nombre des candidats.

Enfin, depuis quelques semaines, l'ayatollah Khamenei, qui contrôlait déjà toutes les écoles coraniques de Mouché, a cherché à étendre cette autorité sur celles de Qom ; il a désigné à cette fin un comité de quatre religieux que l'ayatollah Montazeri s'est

empressé de qualifier de « *moultasids* » qui ne peuvent en aucun cas dicter aux ayatollahs ce que devrait être leur enseignement. La survenance de la rigueur islamiste serait l'une des armes utilisées par M. Khamenei pour asseoir sa légitimité aux yeux des chefs religieux. Pour gagner leur sympathie, il a récemment fait libérer quelque trois cents d'entre eux, condamnés par un tribunal spécial du clergé. Mais le premier geste de ces derniers aurait été d'aller faire acte d'allégeance à l'ayatollah Montazeri.

Selon le mensuel *Issar*, publié à Paris et généralement bien informé, le premier à attiser la flamme du conflit entre M. Khamenei et M. Montazeri est le président Rafsandjani lui-même, qui a fait diffuser discrètement les diatribes de M. Montazeri contre l'ayatollah Khamenei : « *Maître dans l'art de tirer profit des situations*, M. Rafsandjani tente d'apparaître comme le médiateur providentiel » dans la lutte entre les poids lourds du clergé. Non pas pour réhabiliter M. Montazeri, indique *Issar*, mais pour affaiblir le « Guide » actuel, qui a imposé sa ligne.

MOUINA NAIM

(1) L'autorité religieuse suprême chiite est occupée par les chefs religieux et les écoles coraniques des villes saintes fréquentées par des étudiants de toutes nationalités. Il peut être indifférentement irakien ou iranien.

□ Paris et Bonn pris à partie dans la presse iranienne pour leur soutien à Salman Rushdie. - Deux quotidiens iraniens proches du courant islamiste radical ont menacé, mercredi 17 février, l'Allemagne et la France de représailles pour leur soutien à l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*. « Les objectifs allemands ne sont pas mieux protégés que ceux des États-Unis », a écrit *Salam*. « Il n'y a pas de raison que les relations avec la France s'améliorent si Paris ne donne pas des preuves solides de sa bonne volonté », a commenté pour sa part *Jomhuri-Islemi*. - (AFP.)

Avant la tournée de M. Christopher

Washington a lancé un avertissement à Jérusalem et aux Arabes

Quelques heures avant le départ, mercredi 17 février, pour le Proche-Orient du secrétaire d'État, M. Christopher, un haut responsable du département d'État a averti que les États-Unis pourraient réviser leur attitude à l'égard du processus de paix, si les parties concernées ne faisaient preuve de bonne volonté.

Parlant sous couvert de l'anonymat, ce responsable a prévenu que M. Christopher « reviendra avec sa propre analyse quant à l'engagement des parties à faire des progrès sérieux et à réduire les divergences dans les négociations ». Le président Bill Clinton prendra alors une décision quant à « la nature de l'engagement des États-Unis dans les négociations en cours ».

Reconnaissant que l'affaire des Palestiniens expulsés par Israël avait « compliqué les choses », il a réaffirmé que le compromis mis au point avec Israël, pour le retour d'une partie des bannis et la limitation à un an de la durée du bannissement pour les autres, était un élément positif (le Monde du 3 février).

A Beyrouth, une source diplomatique occidentale a affirmé qu'un

projet pour résoudre cette affaire devrait être finalisé lors de la visite à Damas samedi de M. Christopher. Il prévoirait un calendrier en vertu duquel Israël augmenterait le nombre de ceux qu'il autorise à regagner immédiatement leurs foyers - actuellement ce nombre est de 101 - et porterait de un an à six mois la durée du bannissement. Les bannis, en tout état de cause, ne resteraient pas au sud du Liban. - (AFP.)

□ Deux Palestiniens expulsés de Cisjordanie vers la Jordanie. - Deux mois après l'expulsion de quelque 400 Palestiniens vers le Liban sud, deux activistes palestiniens de Cisjordanie, MM. Ryad Saadiah et Imad Zaqqut, ont été expulsés vers la Jordanie au cours des huit derniers jours par les autorités militaires israéliennes, ont indiqué mercredi 17 février des sources palestiniennes. Selon le quotidien *Haaretz*, ils auraient signé un document en vertu duquel ils « acceptent » d'être expulsés pour une « période limitée » de trois ans. - (AFP.)

LIBAN

Violents accrochages dans le Sud entre Israéliens et Hezbollah

BEYROUTH

de notre correspondant

Selon un scénario classique avant chacune des tournées d'un secrétaire d'État américain au Proche-Orient, le Liban sud a connu, mercredi 17 février, une flambée de violence d'autant plus intense qu'elle coïncidait avec le premier anniversaire de la mort du chef du Hezbollah, Abbas Moussawi, tué par les Israéliens.

En bordure de la « zone de sécurité » créée par Israël en territoire libanais, plusieurs secteurs ont été bombardés au canon et mitraillés par hélicoptères, tandis que le Hezbollah lançait plusieurs attaques contre des positions de l'armée israélienne et de ses supplétifs libanais de l'Armée du Liban sud (ALS).

Le bilan de cette journée est lourd : six morts, quarante-cinq blessés - dont un soldat israélien, 17 habitations détruites et 30 villages touchés par les bombardements. Le Hezbollah a affirmé avoir occupé trois positions tenues conjointement par l'armée israélienne et l'ALS et avoir ramené plusieurs prisonniers (dont un officier de l'ALS). Du côté israélien, on a reconnu qu'une position avait été abandonnée durant une heure avant d'être reprise. Jeudi à l'aube, les Israéliens de l'armée israélienne et de ses alliés avaient repris, mais à un rythme nettement moins soutenu que la veille.

Le Liban a déposé une plainte au Conseil de sécurité, mais n'a pas demandé la convocation, pour éviter un veto américain. Le premier ministre, M. Rafic Hariri, a affirmé à une revue égyptienne qu'il « ne désarmerait pas la résistance (...) tant que le Sud sera occupé par Israël ».

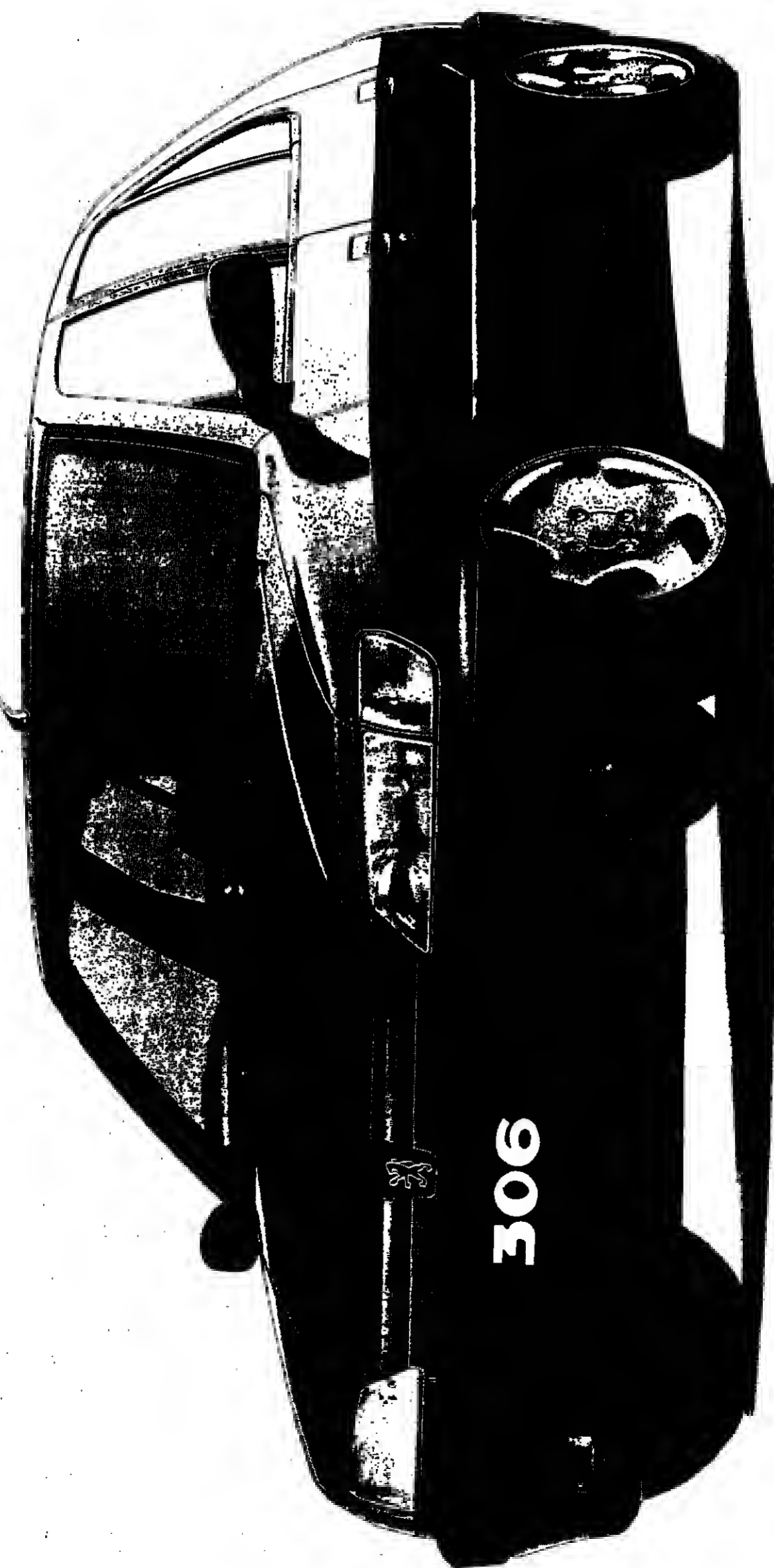
LUCIEN GEORGE

مكتبة الناصر

هكدامن الاكمل

• Le Monde • Vendredi 19 février 1993 5

IL Y A MILLE RAISONS DE VOUS AIMER
VOICI CELLE QUI FERA L'UNANIMITÉ



PEUGEOT 306. LA RIVALE.

Modèle présenté : Peugeot 306 XT - A.M. 93. Jantes alliage et phares anti-brouillard en option.

ORIENT

8 sont ouvertes
hierarchie chiite

AFRIQUE

NIGER : les élections législatives

L'alliance de l'opposition a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale

Une fois n'est pas coutume, des opposants en Afrique n'ont pas cédé aux démons de la division. En décidant de se rassembler dans une Alliance des forces du changement (AFC), les neuf principaux partis de l'opposition nigérienne ont réussi à obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale, élue dimanche 14 février, selon les résultats, encore partiels, publiés mercredi soir. L'AFC a remporté 50 des 83 sièges du futur Parlement - contre seulement 29 sièges à l'opposition unique, le Mouvement national pour la société de développement (MNSD).

Ce dernier, s'il reste le premier parti politique du Niger, voit sa marge de manœuvre singulièrement réduite. Le secrétaire général du MNSD, M. Amadou Hama, a beau parler, dans une déclaration à l'AFP, de « confusion de vue », dans les velléités de « règlements de comptes » risquant d'avoir des « conséquences fâcheuses pour le pays », ses argu-

ments sont limités. Les députés du MNSD, minoritaires, devront se faire une raison. Ils le feront, sans doute, d'autant plus aisément que tous les élus électoraux n'ont pas été jetés. L'élection présidentielle à deux tours (27 février et 20 mars) peut, en effet, réserver des surprises.

« La selle de l'âne »

Contrairement au Cameroun et au Kenya, où l'élection présidentielle, menée tambour battant et limitée à un seul tour, ne laissait guère de chances aux partis de l'opposition, l'avenir politique du Niger demeure ouvert. Si l'élection unitaire de l'opposition se maintient, l'hypothèse d'une victoire d'un « président AFC » n'est pas à exclure. Gouvernement et Parlement seraient alors, théoriquement, au diapason. Un représentant de l'AFC a confirmé, mercredi, que cinq des candidats à la présidence, officiellement

désignés par des partis membres de l'Alliance, maintiendraient leur candidature. Mais, n-t-il ajouté, ils se sont mis d'accord pour que le mieux placé d'entre eux, à l'issue du premier tour, reprenne l'appui de tous les autres, au second.

D'ici le mois de mars, des faibles peuvent néanmoins surgir, qui pourraient donner l'avantage au MNSD. Si celui-ci l'emporte, le Niger devra alors faire l'expérience d'une cohabitation qui s'annonce difficile. « Changer la selle de l'âne ne signifie pas changer l'âne lui-même », a prévenu M. Hama. L'arrivée de nouveaux dirigeants, issus de l'opposition, ne modifiera, c'est vrai, ni l'existence ni la nature des problèmes (crise économique, rébellion touarègue, etc) auxquels est confronté le Niger. Permettra-t-elle de les résoudre plus vite ? C'est désormais - et c'est nouveau - aux électeurs d'en décider.

CATHERINE SIMON

Irréductible Casamance

Suite de la première page

Les jeunes rebelles connaissent bien les zones de forêt dense et de marécages qui leur servent de sanctuaires de part et d'autre d'une frontière (avec la Guinée-Bissau) qui n'existe que sur les cartes. Leur chef, l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, soixante-quatre ans, a quitté Ziguinchor au mois d'août 1992. On le dit en Guinée-Bissau. Joseph, un journaliste local, le connaît depuis son enfance : enfant le chœur, il lui servait la messe !

L'abbé Senghor, désavoué par l'Eglise sénégalaise, fait partie du clan des irréductibles. « Il nous faut immédiatement et totalement le plus tôt sera le mieux », disait-il de l'indépendance, au mois de mars dernier, dans un entretien à l'hebdomadaire *Sud-Hebdo*. Il avait été arrêté, une première fois, le 2 décembre 1982, pour avoir collecté des cotisations au profit du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC).

Trois jours plus tard, des séparatistes investissent la « gouvernance » de Ziguinchor sur laquelle ils hissent leur drapeau blanc immaculé, après avoir descendu les couleurs sénégalaises. Le 26 décem-

SÉNÉGAL

bre 1982 a marqué ainsi le début de la rébellion.

Les « sudistes » voyaient, à l'époque, affluer les populations du Nord, chassées par la sécheresse et attirées par les nouveaux débouchés qu'offrait la pêche et le tourisme. Les deux richesses de la Casamance. Certains furent spoliés de leurs terres et la plupart virent des emplois qu'ils convoitaient leur échapper. Dure épreuve pour des populations locales qui n'avaient jamais accepté la moindre domination.

« Parler de tout »

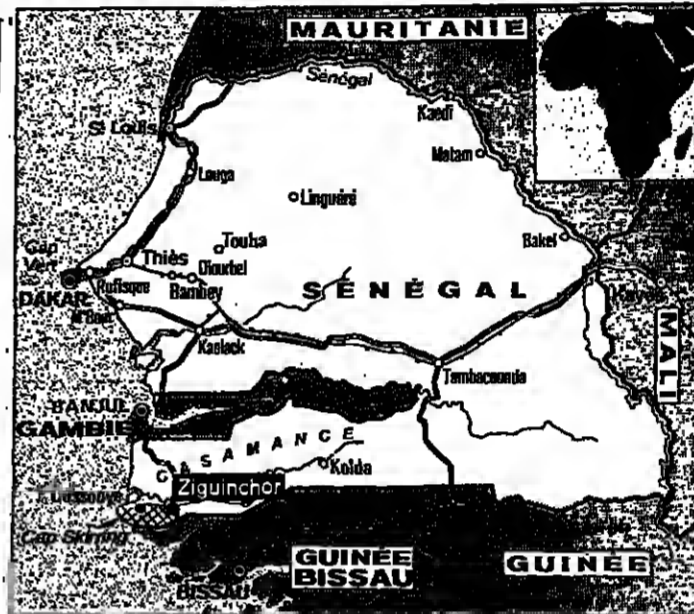
Ancienne colonie portugaise devenue française, en 1888, au terme d'un « troc », la Casamance fut rattachée administrativement à la colonie du Sénégal. Un statut particulier lui fut ensuite accordé, dont les séparatistes se prévalent pour affirmer que leur région n'est pas « dans » mais « avec » le Sénégal. « Quand ils vont au Nord, les sudistes disent : « on va au Sénégal », affirme le représentant d'un parti politique. Il est vrai que la situation géographique de la Cas-

opposants, pourquoi n'a-t-il pas joué la carte du dialogue au début, lorsqu'il en était encore temps ?

Au départ, les indépendantistes furent lourdement réprimés. Plus tard, les « gestes » de Dakar sont restés vains. L'amnistie générale (1991), les accords de Bissau (mai 1992), ceux de Cacheu (avril 1992) n'ont réussi qu'à diviser le MFDC entre partisans du dialogue et « just qu'autobouistes ».

« La population ? Elle les soutient ; mais comment savoir si c'est sous la contrainte ou par conviction ? » L'avis est unanime : on ne sait plus qui pense quoi de la rébellion. Mais il est clair que les paysans sont à la fois prisonniers de la guérilla et de l'armée. Les militaires ont rasé plusieurs villages dans lesquels s'étaient réfugiés des rebelles. A la mi-janvier, à Effou, une trentaine de personnes ont ainsi été tuées.

« Les militaires, venus du Nord, ont peur, donc ils s'en prennent sans discernement aux populations », note un observateur. En réalité, il semble qu'il faille multiplier les bilans officiels par deux ou trois. C'est dire qu'environ deux cent cinquante personnes auraient été tuées au cours des six derniers mois. Selon la Croix-Rouge locale, entre dix-mille et



En haachuré, la principale zone des combats.

l'immense est particulièrement « coincée » entre la Gambie et la Guinée-Bissau, elle n'est soudée au reste du Sénégal qu'à son extrémité orientale.

Les candidats de l'opposition ont beau jeu de dénoncer la manière dont le président sortant a traité le dossier casamançais. M. Abdou Diouf a ouvert sa campagne, le 31 janvier, en tendant la main aux indépendantistes, lors d'un meeting à Oussouye, près de Ziguinchor. « Il est possible, autour d'une table, de parler de tout, à-t-il dit, sauf à remettre en cause l'indépendance, l'intégrité et l'unité nationale. » Trop tard, disent en substance ses

quize mille paysans ont abandonné leurs villages pour se réfugier en Guinée-Bissau, en Gambie ou en Casamance même, loin des zones de guerre.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Les « toubabs » boudent Cap Skirring

CAP SKIRRING

de notre envoyée spéciale

« La Casamance est la plus belle région du Sénégal », avait noté sa dernière cliente, dans le carnet d'adresses qui sert à Dioné, la propriétaire de La Palloite, pour lequel la peur suscitée en Europe par les événements de Cap-Skirting a relâché de la psychologie.

Il est vrai que les rebelles n'en sont jamais pris à un touriste ni à quelque eutre Blanc. Lors de l'attaque du village, atténué à quelques centaines de mètres à vol d'oiseau de La Palloite, les clients n'ont rien vu, rien entendu. Resta qu'à l'ambiance dans la région n'est pas très détendue. Sur les 70 kilomètres de route qui rallient Ziguinchor au Cap-Skirting, les véhicules à leurs passagers sont contrôlés une dizaine de fois par les militaires - ce qui n'empêche pas les voyageurs casamançais de se faire régulièrement détraquer.

« Les rebelles n'ont jamais rançonné un toubad (Blanc) », assure l'adjoint au maire de Ziguinchor. « Le boulangier vient chaque matin livrer son pain, renchérit M. Jacquot. Un bruit de moteur couvre celui des vagues. Vous antendez la tondeuse ? La golf du club est entravée... Au Cap, tout va bien ! »

M.-P. S.

ALGÉRIE : quatre militaires tués dans une embuscade. - Trois gendarmes et un soldat ont été tués, mercredi 17 février, dans la région de Médja, par un groupe d'islamistes armés qui ont réussi à prendre la fuite. Les gendarmes, qui circulaient à bord de deux véhicules de service, et le soldat, qui conduisait une ambulance, sont tombés dans une embuscade. Un étudiant avait été tué, la veille, dans la région d'Alger, au sud-ouest d'Alger, alors qu'il tentait de défendre son père contre des « terroristes » qui cherchaient à s'emparer de son fusil de chasse. - (AFP)

Interdiction du livre *FIS de la haine*. - De source judiciaire, on a

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SANS VISA

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 45 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

SAMEDI 20 FÉVRIER
S. 9 - 11 h et 15 h. UNE BIBLIOTHÈQUE BACHIQUE. - M^{me} LOUDMER.
S. 10 - Tab., bib., mob. - ARCOLE. M^{me} OGER, DUMONT.

LUNDI 22 FÉVRIER
S. 1 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles. - M^{me} ADER, TAJAN, M. J.-P. DILLÉ, expert.
Expo. le 20-02 de 11 h à 18 h.
S. 3 - Bijoux. - M^{me} ROGEON.
S. 4 - Livres. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MARDI 23 FÉVRIER
S. 10 - Tapis d'Orient. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MERCREDI 24 FÉVRIER
S. 1 - Art nouveau, Art déco. - M^{me} ADER, TAJAN.
Cabinet Camard, expert. Expo. le 23-02 11 h/18 h.
S. 4 - Estampes des XIX^e et XX^e S. - M^{me} PICARD.
M. Bonafous-Mural, expert.
S. 14 - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 15 - Bib. Meub. Ling. Dentelles. - M^{me} BONDUI.

JEUDI 25 FÉVRIER
S. 10 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN.
Expo. le 24-02 11 h/18 h.

VENDREDI 26 FÉVRIER
S. 1 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN.
Expo. le 25-02 11 h/18 h.
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-97.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-31-36.
BONDUI, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEINS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-30-40.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PICARD, 3, rue Drouot (75009), 47-70-77-23.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

AQUABOULEVARD DE PARIS (Porte de Sévres)

SAMEDI 20 FÉVRIER à 16 heures
70 AUTOMOBILES DE COLLECTION
M^{me} BOISGIRARD, commissaire-priseur.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 45.88.12.68 - FAX : 45.83.89.01
MINITEL 3615 Code A37, puis OSP

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 4 MARS à 14 heures 30
APPARTEMENT - 87, AVENUE DE WAGRAM
à PARIS (17^e) - de 2 pièces - 45 m²
M. A PX : 220 000 F
S'adr. M^{me} LEOPOLD-COUTURIER
12, rue Théodule-Ribot - Tél. : 47-66-39-89 S'ilteux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 4 MARS à 14 heures 30
APPARTEMENT - 35, RUE GUERSANT
à PARIS (17^e) - de 2 pièces - 45 m²
M. A PX : 180 000 F
S'adr. M^{me} LEOPOLD-COUTURIER
12, rue Théodule-Ribot - Tél. : 47-66-39-89 S'ilteux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le MARDI 9 MARS à 13 h 30
TERRAIN A BATIR A GAGNY (93)
244 à 248, allée de MONTEMEILLÉ, et 8, allée de la Dhuy, où existent
LOCAL COMMERCIAL av. Dépend. PAY. ET GAR. destinés à être démolis.
M. A PX : 500 000 F
S'adr. M^{me} C. JOHANNET, avocat ancien
2, rue Circulaire, VILLEMOMBLE (93250). R. M. C. JOHANNET, avocat ancien
avocat (SCP NEVEU, SUDAKA ET ASSOCIÉS), 43, av. Hodié, PARIS 8^e
Tél. : 47-66-03-40 (M^{me} P. BONNO P. 416), Vls s/pl 3 MARS 1993 10 h/12 h.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 11 MARS 1993, à 14 h 30, en un lot
GRAND APPARTEMENT
à usage COMMERCIAL
à PARIS 3^e - 178, rue du Temple
Comp. : 3 pièces formant magasin - Six pièces à usage divers - 2 W.C.
Mise à Prix : 1 000 000 F
S'adr. à M^{me} DEVOS-CAMPY, avocat à la Cour, 57, av. de Suffren à Paris 7^e
Tél. : 47-67-96-84 (unq. de 10 h à 12 h).
Sur les lieux pour visiter avec permis délivré par l'avocat poursuivant.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 11 MARS 1993, à 14 h 30
UN APPARTEMENT
au 2^e étage à droite, compr. :
3 ch., S. de bns. W.C. et cuis. - CHAMBRE DE DOMESTIQUE n° 11
au 2^e ét., sous les combles - CAVES n° 13 et sous-sol
6, rue DONIZETTI - PARIS (16^e)
89, rue La Fontaine - En façade sur la place d'Autueil
MISE A PRIX : 2 000 000 F
S'adr. à la SCP. M. BRUN et E. ROCHER, avocats à PARIS (8^e)
40, rue de Litge - Tél. : 42-93-50-40.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 11 MARS 1993, à 14 h 30
1) - APPARTEMENT
au rez-de-ch. porte droite, compr.
entrée, salon, 2 ch. cuis. s. de bns
avec W.C., cab. de toil., dégagement (Lot 1 de la copropriété)
2) - APPARTEMENT
au 4^e ét., porte droite, compr.
cuis., salon, s. de bns, office, W.C., dégagement, W.C. communs
au demi-étage inférieur dans escalier de service avec lot 10
(Lot 11 de la copropriété)
6, rue VINEUSE - PARIS (16^e)
MISE A PRIX : 1 000 000 F - chaque lot
S'adr. à la SCP. M. BRUN et E. ROCHER, avocats à PARIS (8^e)
40, rue de Litge - Tél. : 42-93-50-40.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 MARS 1993 à 14 h 30
EN DEUX LOTS
Premier lot :
PROPRIÉTÉ à PARIS (15^e)
cadastree pour 1 à 55 m² - MISE A PRIX : 800 000 F
Deuxième lot :
IMMEUBLE à PARIS (15^e)
cadastree pour 2 à 05 m² - MISE A PRIX : 400 000 F
Pour tous renseignements s'adresser à la SCP d'avocats GRANRUT,
CHRISTEL, BRILLATZ, RIBADEAU IMAS, TELLIER & JURY
(M^{me} Serge BRILLATZ), 62, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.
Tél. : 49-24-99-33 - Et à tous avocats postulant près le Tribunal de Grande
Instance de PARIS - Sur les lieux pour visiter, le JEUDI
25 FÉVRIER 1993, le lot 1 de 11 h à 12 h 30, 2^e lot : de 9 h à 10 h 30.

مركز النخيل

ASIE

CAMBODGE : le rapatriement des réfugiés

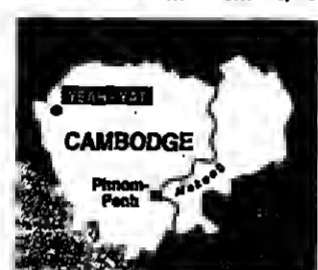
A Yeah-Yat, avec les candidats à la réinstallation en zone khmère rouge

YEAH-YAT
de notre envoyé spécial

Jimmy, représentant encore jeune mais chevronné du HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, semble évoluer comme un poisson dans l'eau dans ce village de quelques deux mille cinq cents rapatriés cambodgiens de Thaïlande. Les premières semaines, il a dormi dans un hamac suspendu à une branche d'arbre. Il vient de se faire construire une palloche sur pilotis très sommaire, à l'image de celles qui se montent, peu à peu, à travers Yeah-Yat. « Livré en kit par un entrepreneur du coin », précise-t-il. Ces palloches valent « entre 1 200 bahts et 1 500 bahts » (soit de 280 francs à 320 francs). Yeah-Yat n'est qu'à trente kilomètres de Pôpet, le principal poste frontalier thaïlandais, et les calculs s'y font en bahts, la monnaie thaïlandaise.

Les rapatriements de Thaïlande ont franchi, lundi 15 février, le cap des 300 000, ce qui veut dire que, pour l'essentiel, l'opération « retour » du HCR a été menée à bien. Il ne reste qu'environ 50 000 Cambodgiens dans les derniers camps du royaume voisin. Jimmy pourrait même que l'un des employés du HCR chargés de la réinstallation des rapatriés cambodgiens. Son

cas est pourtant bien à part : cet Américain gère l'unique programme de l'ONU en zone khmère rouge. Car, situé à une douzaine de kilomètres au sud de le RN 5 qui relie Pôpet à Sisophon, Yeah-Yat est administré par les hommes de M. Pol Pot. Mais, le CG de M. Ieng Sary, l'un des chefs du mouvement, se



trouve à 20 kilomètres à l'ouest de Pôpet, « capitale » des Khmers rouges, à une cinquantaine de kilomètres au sud.

Pour démarrer ce projet, il a fallu vaincre bien des réticences des deux côtés. Plus de 3 000 réfugiés, soit 1 %, avaient demandé à regagner des villages situés en zone khmère rouge. Ceux qui devaient être réinstallés un peu plus au sud, non loin de Bavel, attendent encore. En décembre, les combats ont repris dans ce secteur. Mais, à

Yeah-Yat, de longues négociations ont permis la définition d'un no man's land d'environ trois kilomètres entre Khmers rouges et CPAF. Les forces armées de Phnom-Penh.

Les « rouges » se sont également engagés à ce que leurs militaires ne circulent pas à Yeah-Yat. Seules leur administration et leur police civile sont présentes. Moyennant quoi, une piste dotée d'un pont et de plusieurs pontons a été construite pour relier Yeah-Yat à la RN 5 et, le 14 janvier, un premier convoi de rapatriés est arrivé de Pôpet en traversant donc la zone contrôlée par les CPAF.

Fragile expérience

« Ce jour-là, raconte Sergio Viani de Mello, patron du HCR au Cambodge, on a assisté à une poignée de main historique entre Long Norin et Ith Loar. » Chargé de la « sécurité » du prince Sihanouk lorsque ce dernier avait regagné le Cambodge après la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges en 1975, M. Long Norin, qui parle couramment français et anglais, est l'administrateur khmer rouge de Yeah-Yat. Ith Loar, un francophone, est le vice-gouverneur nommé par Phnom-Penh à Sisophon.

Depuis, les rapatriés s'installent avec l'aide du HCR et les Khmers rouges commencent à répartir les terres, riches et abondantes dans le secteur. Chaque foyer reçoit un « rat » de terre, plus un autre « rat » par tête. L'offre a paru assez séduisante pour que les rapatriés, qui n'ont trouvé ni terre ni parents à Battambang ou même à Kompong-Cham, viennent s'installer à Yeah-Yat à la cadence moyenne de six familles par jour, explique Jimmy. Des gens d'un village voisin, situés dans la zone contrôlée par Phnom-Penh, ont même demandé à en faire autant. Les Khmers rouges leur ont répondu qu'ils s'occuperaient d'abord des rapatriés.

Yeah-Yat se construit donc dans le calme. Des démineurs français sont venus s'assurer que les rizières en friche n'étaient pas minées. Vient de Site-8, un ancien camp de réfugiés sous contrôle khmer rouge en Thaïlande, vingt-deux instituteurs encadrés par cinq formateurs cambodgiens (ceux-ci sont les futurs enseignants). Le HCR fournit aux rapatriés de quoi construire les palloches, les outils ainsi que quatre cents jours de rations alimentaires.

Les civils circulent librement entre les deux zones. La « CivPol », police civile de l'APRONUC, Autorité provisoire de l'ONU, a

même été autorisée par les Khmers rouges à installer un poste à Yeah-Yat. De jour, policiers khmers rouges, désarmés, et « CivPol » font des rondes ensemble. Ils vivent, d'ailleurs, à une cinquantaine de mètres les uns des autres. De nuit, les Khmers rouges repréparent leurs armes. On ne sait jamais, les « rouges » pensant que Yeah-Yat pourrait accueillir dix mille paysans.

Mais cette expérience, unique, est menacée. Chez les Khmers rouges, certains se plaindraient de cette « collaboration » avec le régime de Phnom-Penh, accusé par ailleurs de tous les maux. Dans le camp adverse, tout le monde ne se félicite pas de voir les Khmers rouges installer une vitrine à la limite de la zone qu'ils contrôlent.

Dans la nuit du 28 au 29 janvier, deux pétroliers de CPAF sont même allés faire un petit tour non loin de Yeah-Yat. Les militaires khmers rouges ont réagi, tirant une douzaine d'obus en direction du CG du régiment adverse, qui se trouve à proximité de celui d'un bataillon de « bérets bleus » néerlandais, qui a été, du coup, cru visé. « Il a fallu crier pas mal de monde », rapporte un observateur. « Est-ce que l'expérience peut se poursuivre ? Ce qui n'est pas possible ailleurs l'est

peut-être ici. Tant qu'ils dialoguent, c'est possible », dit, de son côté, M. de Mello.

Le 12 février cependant, M. Long Norin et un colonel khmer rouge se sont rendus à une rencontre avec les Néerlandais et les CPAF. Les CPAF ne se sont pas montrés, ce qui ne peut être interprété comme un bon signe. Le régime de Phnom-Penh ne se sent aucune raison de faire des cadeaux aux Khmers rouges, qui ont été les premiers à refuser d'appliquer les Accords de paix. En outre, les troupes de Phnom-Penh sont sans doute les plus fortes dans le secteur.

L'expérience est donc très fragile. A Bavel, à 20 kilomètres seulement au sud-est, plus de dix mille civils ont fui, en décembre, des échanges d'artillerie entre les deux camps. Il n'en faudrait pas plus pour disperser les habitants de Yeah-Yat. Entretemps, Jimmy continue de gérer le seul programme de l'ONU chez les Khmers rouges, un programme qui témoigne encore de ce qui aurait pu se faire si les « rouges » avaient appliqué les accords de Paris. Mais pour combien de temps ?

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE : héros du « printemps de Pékin »

Le dirigeant étudiant Wang Dan a été libéré

Héros du « printemps de Pékin », le dirigeant étudiant Wang Dan a été libéré, mercredi 17 février, après trois ans et demi de détention (le Monde du 18 février). « Mes idées politiques n'ont pas changé. (...) Je ne regrette rien », a-t-il déclaré à sa sortie de prison, ajoutant qu'il continuerait de travailler pour la démocratie « dans les limites tolérées par les autorités chinoises ». Washington s'est félicité de cette mesure, tout en appelant à la libération de tous les prisonniers d'opinion chinois.

PÉKIN

de notre correspondant

La libération anticipée de M. Wang Dan, l'une des figures emblématiques du « printemps de Pékin » de 1989, et d'un autre étudiant, M. Guo Haifeng, également condamné pour activités « contre-

révolutionnaires » à l'époque, aurait indiqué plus nettement une évolution démocratique si elle avait été annoncée dans la presse destinée au public chinois avec la même célérité que par les médias plus spécialement destinés à la consommation extérieure. Telle qu'elle a été rendue publique mercredi 17 février, il s'agit surtout d'un geste à caractère diplomatique permettant à Pékin de pouvoir dire au monde occidental que « tous les étudiants qui avaient violé le code durant les troubles antigouvernementaux de 1989 et avaient été condamnés à diverses peines de prison ont été libérés ».

C'est, au strict sens des mots, exact. Cela ne veut pourtant nullement dire que les nombreuses personnes n'appartenant pas au monde étudiant qui ont été arrêtées lors de la répression post-Tiananmen, et qui n'ont pas toujours été jugées avant d'être envoyées en prison ou en camp de travail, puissent s'en réjouir. Outre ces anonymes, deux célèbres dissi-

dents, MM. Wei Jingsheng et Ren Weidong, que l'on aurait pu s'attendre à voir élargis, demeurent également en détention. La libération du premier de ces récidivistes de la contestation, emprisonné en 1979 pour avoir traité M. Deng Xiaoping, de « désagréable », a suscité mieux que volonte conciliatoire à l'égard de l'opinion occidentale.

« Petits cadeaux »

De la même façon, la réduction de peine accordée à un prêtre catholique de Shanghai, le père Zhu Hongsheng, âgé de soixante-seize ans, qui purgait quinze ans de prison, n'indique en rien un assouplissement de la politique de contrôle des religions : il est précisé qu'il avait fait montre dès 1988 de « signes de repentir » et qu'il était, en tout état de cause, malade.

Venant après la mise en liberté de plusieurs autres dissidents et l'autorisation donnée à certaines

figures de la contestation de voyager à l'étranger, ces mesures de clémence sont autant de « petits cadeaux » à l'attention des Occidentaux, plus particulièrement des Etats-Unis, dans une triple perspective : désamorcer les sentiments hostiles au dernier grand régime communiste au moment où le président Bill Clinton définit sa politique chinoise ; favoriser la candidature de la Chine au GATT, qui sera une nouvelle fois discutée à un niveau technique avec une délégation américaine attendue sous peu à Pékin ; et présenter une image de candidat crédible à l'organisation des Jeux olympiques de l'an 2 000, dont le bénéficiaire doit être choisi fin 1993.

Cela n'empêche nullement le régime de montrer dans le même temps les dents en faisant publier des commentaires ultra-nationalistes accusant en particulier des personnalités occidentales non identifiées d'avoir « concocté la fable d'une menace chinoise » sur la sécurité de la zone Asie-Pacifique. « Il y a des gens à l'Ouest qui se sentent mal à l'aise devant l'émergence de la Chine sur la scène internationale, devant sa stabilité politique et son développement économique », écrit ainsi l'agence Chine nouvelle, interprétant dans ce contexte de guerre froide les ventes d'armes occidentales à Taiwan et la crise sino-britannique à propos de Hongkong.

FRANCIS DERON

Les prisonniers chinois travaillent pour l'exportation. — M. Ken Coates, qui préside la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen, a affirmé, le mercredi 17 février, à Bruxelles, que la CEE importait des produits fabriqués dans des camps de prisonniers chinois. La commission aurait identifié 900 sites où des détenus travaillaient pour l'exportation. Selon M. Coates, les mines prisons constituent une exploitation de la taille de l'industrie minière britannique.

Le gouvernement américain a confirmé qu'il poursuivait ses consultations avec Bruxelles et Paris afin de déterminer les mesures à prendre pour convaincre le président Mobutu. A Kinshasa, des négociations sont en cours entre M. Mobutu et Mgr Laurent Monsengwo, président du Haut Conseil de la République (HCR). Selon divers observateurs, le premier ministre de transition, M. Etienne Tshisekedi, aurait accepté de former un gouvernement d'« union nationale », comprenant quatre membres de la mouvance présidentielle, mais le chef de l'Etat — qui a récemment limogé M. Tshisekedi — aurait réaffirmé son intention de nommer un nouveau premier ministre. — (AFP, Reuters.)

BIRMANIE : dans une lettre ouverte à la junte

Plusieurs Prix Nobel de la paix demandent la libération de M^{me} Aung San Suu Kyi

Le dala-lama s'est joint à sept autres Prix Nobel de la paix, mercredi 17 février, à Bangkok, pour exiger de la junte birmane une libération inconditionnelle de M^{me} Aung San Suu Kyi, lauréate du prix en 1991 (le Monde du 18 février). Le groupe a également demandé qu'un embargo sur les armes soit imposé à Rangoun. « L'idée d'un embargo sur les armes, je pense que c'est juste, politiquement et moralement, et je crois vraiment que cela vaut la peine d'y penser », a déclaré le chef spirituel tibétain.

D'autre part, plusieurs Prix Nobel de la paix ont adressé une lettre ouverte aux dirigeants du Conseil national de la restauration de la loi et de l'ordre en Birmanie (SLORC, la junte au pouvoir), rendue publique mercredi, exprimant leur « inquiétude au sujet de la détention continue de notre sœur, la lauréate Aung San Suu Kyi », et « condamnant dans les termes les plus vigoureux le déni de

ses droits fondamentaux d'expression et d'association politique ». « Sa réduction de trois ans de demi, ou pendant la majeure partie du temps on lui a refusé tout contact, y compris avec les membres de sa famille immédiate, est un démenti flagrant de l'intention déclarée du SLORC d'assurer la transition vers un régime civil (...) ».

« Il est temps que le SLORC comprenne que la répression, soutenue par la violence, la cruauté et la torture, ne fait que prolonger l'ingérence qui régit sur le futur de la Birmanie (...). Nous en appelons au SLORC pour qu'il respecte son engagement relatif à la constitution d'une Assemblée nationale élue, pour qu'il libère Aung San Suu Kyi et tous les membres de l'Assemblée aujourd'hui incarcérés, et qu'il laisse le gouvernement civil démocratiquement élu assumer ses responsabilités à l'intérieur de sa juridiction, permettant ainsi la reprise du processus de retour à la démocratie », ont conclu les Nobel.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Les combats de Kaboul ont fait des milliers de morts en moins d'un mois

Alore que, pour la première fois depuis le 19 janvier, début de la « troisième bataille de Kaboul », les armes sont demeurées totalement silencieuses, mardi 16 février, dans la capitale afghane. Il apparaît que le nombre de victimes des combats est nettement plus élevé que ce qui avait été d'abord reconnu. Selon l'AFP, de 3 000 personnes à 5 000 personnes, pour la plupart des civils, auraient été tués.

Par ailleurs, selon le représentant sur place de la Croix-Rouge (CICR), les cinq hôpitaux civils de Kaboul ont reçu, en moins d'un mois, 6 500 blessés. Ce chiffre n'inclut pas les personnes tombées du côté du Hezb-i-Islami (parti fondamentaliste de M. Hakimzadeh, opposé au président Rabbani), qui ont été soignées dans des localités situées en aval de la rivière Kaboul, jusqu'à Jalalabad et au Pakistan.

En août, les affrontements avaient fait officiellement 2 400 morts et 9 000 blessés. D'autre part, M. Ali Mezari, chef militaire des chitres de Kaboul, vaincue dans l'ouest de la ville par les troupes du ministre de la défense, Ahmed Shih Massoud, a fait connaître mercredi qu'il souhaitait, à l'instar du Hezb, qu'un gouvernement intérimaire soit rapidement désigné

pour organiser des élections d'ici un an. M. Mazari a demandé que la prochaine phase soit supervisée par l'Iran, le Pakistan et l'Arabie saoudite.

ANGOLA

L'ONU espère une reprise des négociations

C'est en Angola, et non en Ethiopie, que pourraient reprendre les négociations entre le gouvernement de Luanda et les rebelles de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a indiqué, mercredi 17 février, la représentante spéciale des Nations unies en Angola, M^{me} Margaret Anstee. Aucune date n'a encore été fixée. Cependant, selon M^{me} Anstee, l'UNITA serait prête à prendre en considération les appels à une trêve à Huambo (centre), lieu de l'UNITA, où les combats font rage depuis déjà cinq semaines.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'ONU et l'Eglise catholique angolaise ont demandé l'ouverture de couloirs humanitaires pour acheminer l'aide aux milliers de civils, victimes des affrontements. Selon Luanda, la bataille de Huambo aurait fait environ 10 000 morts et près de 15 000 blessés. L'espoir d'une accalmie reste lointain : deux colonnes de renforts, fortes de 10 000 soldats réguliers équipés de blindés, font actuellement route vers Huambo, dont l'armée gouvernementale ne contrôlerait plus, désormais, qu'une petite partie. — (AFP, Reuters.)

ZAIRE

Le président Mobutu sommé par Washington de laisser le pouvoir au gouvernement de transition

Le département d'Etat a sommé, mercredi 17 février, le président Mobutu de « transférer le pouvoir au gouvernement de transition » et d'arrêter de s'ingérer dans les efforts de ce gouvernement pour mener à bien les réformes politiques et économiques. Ce « transfert » est d'autant plus urgent que « la situation économique est désastreuse et que le peuple zérois souffre », a insisté Washington.

Le gouvernement américain a confirmé qu'il poursuivait ses consultations avec Bruxelles et Paris afin de déterminer les mesures à prendre pour convaincre le président Mobutu. A Kinshasa, des négociations sont en cours entre M. Mobutu et Mgr Laurent Monsengwo, président du Haut Conseil de la République (HCR). Selon divers observateurs, le premier ministre de transition, M. Etienne Tshisekedi, aurait accepté de former un gouvernement d'« union nationale », comprenant quatre membres de la mouvance présidentielle, mais le chef de l'Etat — qui a récemment limogé M. Tshisekedi — aurait réaffirmé son intention de nommer un nouveau premier ministre. — (AFP, Reuters.)

COURRIER INTERNATIONAL

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE :

Nouveau ! La démocratie électronique

The Baltimore Sun, Newsweek, The Village Voice

Les nouvelles batailles du Pacifique Sud
Jane's Defence Weekly
The Nickel Weekly

Italie : l'Eglise perd des parts de marché
L'Espresso

Chaque jeudi, l'essentiel de la presse mondiale en français : 15 FF

Pour mieux vous servir
Korean Air change son numéro de téléphone
à partir du 20 février 1993.

Réervations : 42 97 30 00

KOREAN AIR

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Corse : la gauche radicale essoufflée

La droite, handicapée par ses querelles intestines, risque de ne pas pleinement profiter de l'érosion de la gauche insulaire, tandis que les nationalistes patientent en embuscade



PROPOS DE CAMPAGNE

M. BÉRÉGOVOY

«Salariés, méfiez-vous!»

M. Pierre Bérégovoy, lors d'un déplacement, mercredi 17 février, dans l'île de l'Isère, s'est notamment rendu sur le carreau de la mine de La Mure. Le gouvernement de M. Michel Rocard avait décidé que ce bassin serait fermé à la fin de cette année, mais l'actuel premier ministre a accordé un sursis de cinq ans aux trois cent quarante-sept mineurs encore en activité, ce qui peut conforter la position du député fabiusien de la circonscription, M. Didier Migaud. Dans la soirée, M. Bérégovoy était à Vienne pour tenir un meeting avec le maire de la ville, M. Louis Merz. Il a notamment déclaré : «Quand j'entends le patronat dire, après avoir licencié comme il a licencié, que le programme de l'opposition c'est le sien, alors je dis aux salariés : méfiez-vous, cela cache quelque chose!» — (Corresp.)

M. CHIRAC

M. Bérégovoy

«plus mauvais

que M. Delors

Au cours d'un dîner de presse, mercredi 17 février à Nice, M. Jacques Chirac a estimé que M. Bérégovoy, «sous des airs benoîts, a été probablement, au total, plus mauvais gestionnaire, encore, que M. Delors. Il nous laisse une dette d'un montant sans précédent et des déficits qui ont des allures de gouffres». L'ancien premier ministre a ajouté : «Cela nous le savions et n'est pas de nature à modifier les données de notre projet d'alternance». Il a donc estimé qu'il ne serait pas nécessaire, pour autant, de relever les impôts : «Si tel devait être le cas, on ferait une erreur économique».

Après, au cours d'un meeting, le président du RPR avait annoncé son intention de reprendre le dossier des rapatriés : «Je veillerai à ce que les diverses lois que mon gouvernement a promulguées en 1986-1988 soient enfin rapidement appliquées. L'accélération de l'indemnisation par le rattachement de ses délais, une solution urgente et définitive à l'endettement des rapatriés réinsérés passant par un moratoire, la simplification de la loi sur les rapatriés, constitueront, avec l'insertion de la communauté harkis et de leurs enfants, la priorité de notre programme d'action à l'égard des rapatriés.» — (Corresp.)

M. GISCARD D'ESTAING

Avancer

l'échéance présidentielle

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui était l'invité de «La marche du siècle», mercredi 17 février sur France 3, a souhaité une élection présidentielle anticipée. Tout en se défendant de vouloir «chasser» M. Mitterrand, l'ancien président de la République a souligné que, de 1993 à 1995, la cohabitation ne serait pas «la difficulté principale». «La vraie difficulté, a-t-il dit, c'est le fait d'être en période électorale continue [...]». Quelle est, du point de vue de l'intérêt national, l'utilité de cette période, et est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux avancer l'échéance présidentielle? C'est une question que je pose au président de la République. — (Corresp.)

MM. SÉGUIN

ET PASQUA (RPR)

La restauration de l'Etat

MM. Philippe Seguin et Charles Pasqua (RPR) ont continué à se démarquer de la plate-forme d'opposition UDF-RPR, au présentement, mercredi 17 février, les propositions de leur mouvement Demain la France pour l'aménagement du territoire. Celles-ci posent en préalable la «restauration de l'Etat» qui doit «trouver les moyens d'agir efficacement» sous l'autorité du préfet de région et du département. «On voudrait nous appliquer le principe de subsidiarité, mais il n'est pas question pour nous que l'Etat conserve seulement ce que les collectivités locales ne pourraient pas faire», affirment les deux dirigeants RPR.

BASTIA

de notre envoyé spécial

La place Saint-Nicolas, c'est l'agora de Bastia. Le dimanche matin, à l'heure du marché, l'esplanade bruit de rumeurs colportées, de confidences soufflées et, bien sûr, de conseils experts. C'est là que se penchent les stratégies électorales de la Haute-Corse. A la voix près, on annonce les scores des uns et des autres car, ici, le corps électoral, quadrillé par le réseau des maires «porteurs de voix», est réputé d'une transparence cristalline. Chacun sait bien, pourtant, qu'il faut rester sur ses gardes car le bluff de la «macagna», cette boutade que l'on se lance sur un ton mi-taquin mi-énigmatique, peut induire en erreur les plus avisés.

Centre de gravité de la palabre, le Café Napoléon ouvre ses portes écumeuses aux candidats du RPR, de l'UDF, du MRG, du PS, du PC et des nationalistes, à qui il arrive de croquer le croissant autour de la même table. Les enjeux de la campagne y sont décryptés avec une ferveur qui n'appartient qu'aux Corses, ces amoureux nés de la politique pour qui un scrutin législatif ne peut que cacher une élection municipale, laquelle ne peut que dissimuler une élection cantonale dont dépendra la prochaine élection sénatoriale, à laquelle on songe déjà.

En attendant, on s'interroge. Ces élections législatives confirmeront-elles l'érosion de la gauche insulaire? C'est-à-dire essentiellement du MRG qui vient de perdre la candellette du conseil général de la Haute-Corse? D'après par la poussée prévisible de la droite nationale, la «famille libérale» surmontera-t-elle néanmoins le handicap, en Corse-du-Sud, de ses récents déclinements foudroyants autour du sénateur Joxe et, en Haute-Corse, du choc des ambitions de personnes? Quant à la mouvance nationaliste, réitérera-t-elle sa performance des élections territoriales de mars 1992 où elle avait séduit le quart de l'électorat?

C'est dans la circonscription de Bastia, la première de la Haute-Corse, que se jouera l'avenir du camp qui s'affiche ici à «gauche», même si certains de ses ressorts empruntent davantage à l'allégeance «cléricale» qu'à l'adhésion idéologique. Orphelin du conseil général, le MRG conserve le contrôle de la municipalité du chef-lieu, où il bénéficie depuis 1988 du soutien loyal du Parti communiste par la grâce d'une union de la gauche de gauche, inédite dans l'exercice de ses fonctions de chef de l'exécutif. Cette assurance nouvelle

et député sortant, dont les initiatives en rupture avec les habitudes clientélistes de la vieille garde du MRG commencent à séduire, sait qu'il n'a pas le droit à l'erreur s'il veut arracher son mouvement à la spirale du déclin.

Le scrutin de 1988 avait déjà été extrêmement serré puisque M. Zuccarelli l'avait emporté de justesse (51,94 %) face M. Jean Baggio (UDF-PR), candidat de l'opposition. Les deux hommes, qui se connaissent bien pour avoir fréquenté le même lycée à Bastia, vont à nouveau croiser le fer mais, cette fois, le duel s'annonce plus épiqué car chacun a conquis entre-temps de nouveaux gains : M. Zuccarelli a été promu ministre des postes et des télécommunications dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy tandis que M. Baggio est élu président de l'exécutif territorial issu du statut Joxe. Bastia est donc un choc de deux poids lourds.

A priori, «Mélou» Zuccarelli est crédule d'un double avantage. Dans une ville qui n'a jamais vraiment accepté les intrus, ceux que l'on appelle avec un brin de dédain les «paysans», son origine authentiquement bastiaise est un atout. Même s'il est le maire d'une commune limitrophe, Ville-di-Pietrabugno, M. Baggio n'a pas cette fortune-là. Ce n'est pas le fruit du hasard si, en 1988, M. Zuccarelli n'a dû se victorier in extremis qu'à la forte mobilisation des électeurs de Bastia-Ville entre les deux tours. Mais surtout, «Mélou» devrait mordre sur la frange éclairée de la vieille bourgeoisie bastiaise dont il est un des fils les plus brillants. L'«arrivage à gauche» qu'il revendique haut et fort, en dépit de son hostilité passée au statut Joxe, s'efface pas grand-chose à droite tant son profil de polytechnicien bien en cour à Paris flatte l'esprit du sénat.

M. Baggio, investi par l'UPF, le suit fort bien, mais il affecte une moue d'indifférence. Il ne faut pas le presser beaucoup pour lui arracher quelques mots aigres-doux sur le «parlarnisme» de «Mélou» qui l'oppose à ses pratiques de «terrains». Il est vrai qu'il a su valablement l'année passée, un kilomètre record. «Ce galop, l'a amené partout à travers la Corse, d'Ajaccio où est sa tête à Bastia où est son cœur, en passant par les monts et les plaines...», salue le magazine Kym qui l'a intronisé «homme de l'année 1992».

L'avis est quasi unanime. Nul ne conteste que M. Baggio est, en matière de la gauche de gauche, dans l'exercice de ses fonctions de chef de l'exécutif. Cette assurance nouvelle

ne lui sera pas de trop pour neutraliser les manœuvres de ceux qui, au sein de la «famille libérale», prennent ombrage de son ascension et ont suscité l'entrée en lice d'un candidat divers droite, Antoine Gandolfi. Elle lui sera également d'un précieux secours pour contenir la poussée de la mouvance nationaliste dont les couleurs seront concurrentiellement défendues par M. Max Siméoni, par la coalition Corsica Nazione, et par Mario-Jo Belzagamba, pour le Mouvement pour l'autodétermination (MPA).

Télescope

d'ambitions

Ces adeptes de la comédie n'auront certainement pas terminés plus favorablement la deuxième circonscription de la Haute-Corse, celle de Corte-Calvi. C'est là, en effet, que Corsica Nazione présente la candidature de M. Edmond Siméoni, principal artisan des progrès de la sensibilité nationaliste pour avoir opéré la jonction entre la jeunesse qui a grandi à l'ombre du FLNC et la génération autonomiste qui avait nagé en mer de la violence clandestine. Il affirme «ne pas la cautionner», appelle les clandestins à «accorder la priorité de leur élection à l'indignité de l'opinion», mais ajoute aussi : «que le véritable antidote à la violence, c'est la justice, c'est la reconnaissance de l'identité corse».

Assuré de figurer au deuxième tour, M. Siméoni n'a guère à priori de chances d'être élu. «Il n'en croit du tout pas les chiffres», mais il pourra de rares coups aux partis traditionnels. Représenté par M. Antoine-Louis Luisi, dit «Coco» Luisi, le MRG est déjà sérieusement affaibli par une déroute des listes électorales — le nombre de voix est passé de 25 % par rapport à 1988 — qui attise de plein fouet son réseau d'influences municipales. La droite, elle, pètit d'un trop plein de candidatures. En face du député sortant, M. Pierre Pasquini, investi par l'UPF, se bousculent deux autres aspirants, MM. Paul Patriarca, membre de l'exécutif régional soutenu par M. Paul Natali, président du

conseil général de Haute-Corse, et Jean-Charles Colonna, maire de la ville universitaire de Corte. Un tel télescope d'ambitions alarme au plus haut point M. Pasquini qui vient d'ajouter la droite à «se ressaisir» devant le «danger de la situation».

Face à une Haute-Corse en proie à la fébrilité, la Corse-du-Sud apparaît bien paisible. Le suspense y est quasi inexistant puisque les deux députés sortants, MM. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR) et José Rossi (UDF-PR), sont assurés de reconquérir leur siège. Le seul épisode qui a jeté une pincée de sel dans la campagne a été, à ce jour, les grandes manœuvres autour de la délivrance des investitures UPF, qui ont montré à quel point les plaies ouvertes de 1990 à 1992 par le débat sur le statut Joxe sont loin d'être cicatrisées. Le RPR s'est en effet opposé avec la dernière énergie à ce que M. Rossi, qui fut le rapporteur au Palais-Bourbon du projet de statut, puisse se réclamer du label de l'union de l'opposition dans la première circonscription (Ajaccio).

Pacte de non-agression

entre UDF et RPR

L'UDF a dû s'incliner. Mais, à titre de représailles, elle a son tour refusé d'entériner une investiture UPF en profitant de M. de Rocca Serra dans la deuxième circonscription (Sartène). Chacun manœuvra donc campagne sous ses propres couleurs tout en concluant un pacte tacite de non-agression. L'affaire en est restée là.

En fait, la situation est un peu plus brouillée à Ajaccio qu'à Sartène, où la seule incertitude est de savoir si M. de Rocca Serra, qui entame sa deuxième campagne pour un scrutin législatif, améliorera le score de 60,38 % des suffrages qu'il avait recueilli en 1988 lors du premier tour. Dans la cité impériale, la tâche de M. Rossi sera quelque peu compliquée par la présence de M. Nicolas Alloussi, ancien mitterrandiste en rupture de majorité présidentielle depuis qu'il a bataillé contre la politique de M. Joxe dont la conséquence, à ses yeux, est d'avoir «fait voter en écart les concepts institutionnels de droite et de gauche en Corse», au profit du nouveau clivage entre «nationalistes» et «républicains». Son itinéraire, à lui seul, illustre le naufrage de la gauche insulaire. Mais le duel entre MM. Rossi et Alloussi n'a rien de très original puisque c'est précisément

le cas de figure qui s'était présenté en 1988.

L'élément insolite réside plutôt dans le choix du suppléant de M. Alloussi : M. Edouard Cuttoli, président de la chambre de commerce de la Corse-du-Sud et estampille RPR. S'agit-il d'un coup tordu cherchant à affaiblir M. José Rossi, «JR» comme l'appelle ses adversaires? Faut-il alors voir une violation du cessez-le-feu conclu entre UDF et RPR? Difficilement, il n'en est rien. M. Edouard Cuttoli, insiste-t-on, se présente sans étiquette et n'a aucunement été investi par le RPR. Soit. Mais il ne fait guère de doute que le RPR de Corse-du-Sud n'est pas chagriné le moins du monde par l'entrée en scène de ce duo de francs-tireurs. L'objectif serait non seulement d'enquiquiner «JR» — c'est en soi un plaisir pour certains — mais aussi de transcrire en termes électoraux l'état de l'opinion vis-à-vis du nouveau statut en présentant un «ticket» de candidats qui s'étaient illustrés dans le combat contre M. Joxe. Ce «message» envoyé sera, à n'en pas douter, très précieux pour un nouveau gouvernement désireux de retoucher — et «non pas bouleverser» — dit-on au RPR corse — l'actuel dispositif institutionnel.

Le laboratoire ajaccien est également très prisé des nationalistes qui, souhaitant profiter du vide créé à gauche, présentent trois listes d'affiche : MM. Alain Orsoni au nom du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), Jean Bianucci pour Corsica Nazione, et M. Pierre Foggioni pour l'Accolta Nazionale Corsa (ANC). Si Corsica Nazione fait ses meilleurs scores en Haute-Corse, le Mouvement pour l'autodétermination, lui, s'est constitué une place-forte dans le secteur d'Ajaccio, d'où la sérénité de M. Orsoni, qui estime légitime de prétendre au statut de «challenger» du député sortant, M. Rossi. A Ajaccio plus qu'ailleurs les reports de voix du second tour permettront de tester l'état de santé d'une mouvance nationaliste qui est loin d'avoir pleinement tiré parti de ses récentes performances électorales.

FREDERIC BOBIN

» Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limousin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre et en Champagne-Ardenne (le Monde des 3, 4, 5, 10, 13, 16 et 19 février).

Ajaccio, citadelle du bonapartisme

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Trônant derrière ses grilles protectrices, la République peut bien voter le cours Napoléon, voilà belle lurette que le cœur des Ajacciens s'abandonne à d'autres transports. Que veut l'éclat de Marianne face au panache de l'Empereur? Acquis au bonapartisme presque sans discontinuer depuis 1950, Ajaccio fait partie de ces îlots de loyauté indéfectible qui bravent les axiomes de la sociologie électorale. «Le Parti bonapartiste, lui, est un parti populaire, pour ne pas dire populiste, composé notamment de dockers, de marins et d'artisans», explique M. Marc Mercangeli, premier adjoint ou maire bonapartiste d'Ajaccio. Si le parti n'existait pas, ces gens voteraient plutôt à gauche...»

«C'est que le parti, lui, s'affiche résolument à droite, et les notables qui y adhèrent le petit peuple valent au grain. De ce côté-ci de l'échiquier, on s'est longtemps habitué à honorer très fort la République, ce corps étranger, ce «parti de la préfecture». Sous la troisième du nom, chacun narguait l'autre de son troquet transformé en quartier général : le Roi Jérôme abritait les fidèles de l'Empereur tandis que les «rouges» consommaient au Solferino. Il y en avait trente ans, les premiers arboraient par défi des cravates ou des écharpes de couleur mauve — le signe de ralliement — ce qui provoquait chez les seconds des accès de rage. Il faudra attendre 1982 pour

que la municipalité, mise en demeure par un préfet «républicain», daigne enfin célébrer nonchalamment le 14 juillet, comme on s'acquiesce de mauvaise grâce d'une inévitable gabegie. Mais la ferveur est réservée à la date 15 août, l'anniversaire de la naissance de Napoléon. Tous les Ajacciens sourient quand ils comparent la façade de cette cérémonie — feu d'artifice, joutes nautiques sur le port — à la commémoration tristoune de la prise de la Bastille.

«Perpétuer le culte de l'Empereur»

Meis ces querelles de préséance ne sont plus que brouilleries car le fondement même napoléonien appartient à un passé révolu. La grande fracture date de 1910, quand le maire d' alors, Dominique Pugliesi-Corti, découvrit que l'on pouvait être «bonapartiste et républicain à la fois». La révision doctrinale fut déclinatoire, mais elle projeta Ajaccio dans le siècle. Dès lors, les grognards se mirent en colporteurs et en agents électoraux. Jurant de «perpétuer le souvenir et le culte de l'Empereur et de défendre les intérêts d'Ajaccio, ville impériale», le comité central bonapartiste (CCB), fondé en 1908, régit sur la cité sans une rideur idéologique excessive puisque les accointances avec les radicaux-socialistes étaient autorisées. Cet apprentissage de la «combinaison électorale» eut aussi ses douleurs, car il fallut subir les infortunes des scissions et des réunifications tout en réglant le

chassé-croisé des dissidents et d'orthodoxes.

Mais voilà que l'on s'affirme désormais plus soudés de cohérence. «Nous voulons être les synthétiseurs des forces libérales», écrivit M. Mercangeli. Fort de ses trois mille militants ajacciens — sur un électorat de vingt-cinq mille personnes —, le comité central bonapartiste ne craint plus, depuis une vingtaine d'années, qu'avec le RPR, l'UDF, le CDS et le CNL. Initialement en position de faiblesse, ces partenaires de la coalition municipale ont erraché, en 1983, le droit de désigner leurs propres candidats, le CCB étant jusque-là seul habilité à délivrer les investitures. L'émancipation intra-île s'en est suivie. Finira-t-elle par lézarder le bonapartisme municipal?

Gageons que les héritiers de l'Empereur sauront prévenir les ruses. Il n'est que de voir leur empressement à soutenir la candidature de M. José Rossi (UDF-PR) dans la circonscription d'Ajaccio et celle de M. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR) dans la circonscription de Sartène pour comprendre que ces derniers leur rendront la politesse lors des prochaines municipales, selon un scénario convenu. Aux sceptiques intrigués par l'anomalie électorale, M. Charles Ornano, sénateur, maire bonapartiste de la cité impériale, a coutume de lancer : «Nous avons renoncé à renverser la République.» Rassurés, l'UDF et le RPR ont, eux aussi, renoncé à renverser la citadelle bonapartiste.

F. B.

(Publié)

Texte adopté à la majorité des représentants du personnel au comité central d'entreprise de l'AFFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), le 9 février 1993.

Le directeur général de l'AFFPA, déclare dans

Entreprise Formation, n° 65, de janvier 1993, que

«gérer les compétences, c'est aussi gérer les

incompétences, ce qui signifie réhabiliter le licenciement

pour l'incompétence».

C'est le même directeur général qui, mandaté par le

ministère de tutelle, le ministre du travail, a engagé à

marque forcée une nouvelle réforme de l'AFFPA.

Celle-ci prévoit notamment :

Abandon de la notion de «formation qualifiante»

validée par un diplôme national au profit de celle

d'«insertion dans l'emploi par la formation» ;

Priorité à la prise en compte de l'environnement

local au détriment de l'environnement sectoriel

national ;

Gestion prévisionnelle des emplois et des

compétences qui induit une précarité interne de

l'emploi remettant à terme en cause le statut national

de l'AFFPA et de son personnel ;

Organisation d'un système d'information qui se

substitue aux procédures antérieures alors même que

les outils ne sont pas prêts et que le personnel n'est pas

formé à leur utilisation.

Ces orientations remettent gravement en cause le

caractère national des missions confiées à l'AFFPA et le

statut national de ses 11 000 agents.

En moins de six semaines, par deux mouvements de

grève, le personnel de l'AFFPA a exigé le retrait des

projets en cours et l'ouverture de réelles négociations

garantissant le développement du service public

national de l'AFFPA.

Pour contact :

Secrétariat administratif du comité central d'entreprise de l'AFFPA

13, place du Général-de-Gaulle

93108 Montreuil-sous-Bois

SOCIÉTÉ

Salarié de l'homme d'affaires lyonnais de février à juillet 1990

Le maire de Cannes doit être entendu sur ses activités dans trois sociétés du groupe Botton

CANNES

de notre correspondant régional

Le maire (UDF-PR) de Cannes, M. Michel Mouillot, a publié, mercredi 17 février, un communiqué faisant suite à des informations parues dans l'Événement du jeudi et concernant ses activités passées au sein du groupe Botton. « Je ne me suis jamais caché », déclare-t-il, « d'avoir été salarié pendant quelques mois, en 1990, de sociétés privées appartenant à Pierre Botton (...). J'ai déclaré ces salaires à l'administration fiscale dans ma feuille de revenus et j'ai acquitté, ensuite, le montant de mes impôts, comme tout citoyen ».

M. Mouillot précise, cependant, qu'il devait être entendu par « un inspecteur de la police judiciaire de Lyon », le 18 février, « afin, dit-il, que l'apport mon simple témoignage sur ce sujet ». Ayant été admis d'urgence, le 9 février, pour une broncho-pneumonie, au centre hospitalier de Cannes, et ses médecins s'étant, depuis, opposés à sa sortie, il précise qu'il a proposé à cet inspecteur de se déplacer à son chevet. « Joint le 17 février, l'inspecteur a souhaité lui-même diffuser cette conversation, celle-ci ne présentant aucune urgence particulière. Les rumeurs diffusées par mes adversaires aux prochaines élections législatives, conclut-il, sont donc aussi infirmes qu'ineptes (1) ».

Selon un rapport d'expertise remis, il y a quelques semaines, au juge d'instruction lyonnais Philippe Courroye, M. Mouillot a travaillé pour trois sociétés du groupe Botton, entre février et juillet 1990, après l'élection municipale partielle au cours de laquelle sa liste avait été éliminée, au deuxième tour de scrutin, le 28 janvier (le Monde du 3 décembre 1992). M. Pierre Botton avait, personnellement, pris part à sa campagne.

M. Mouillot a perçu, en trois mois, du 1^{er} février au 31 mars, 110 405 francs de la société d'installation de pharmacie Vivien SA. En tant que chargé de mission, il a reçu 394 148 francs de la société de communication et de relations publiques ENFIN (créée par Yves Mourou et revendue à Pierre Botton). La société 3B Holding, dans laquelle il a occupé, pendant la même période, les fonctions de conseiller auprès du PDG, Pierre Botton, lui a également versé, de

son côté, 168 491 francs. Les rémunérations totales de M. Mouillot ont donc atteint une somme de 673 044 francs.

Procès-verbal d'infraction

Le maire de Cannes, ancien directeur de la communication d'Air France, de Pernod-Ricard et ancien PDG d'Espace 3, le régime de publicité de FR 3, nous a indiqué qu'il avait réalisé des études de marketing portant sur le concept d'aménagement, l'image et la stratégie de développement des pharmacies ainsi que sur l'organisation d'événements et le placement de produits. M. Mouillot précise, par ailleurs, qu'en dépit de ses relations d'amitié avec M. Botton, ses services avaient dressé, en avril dernier, un procès-verbal d'infraction au code de l'urbanisme à l'encontre de l'homme d'affaires lyonnais. Celui-ci avait construit, sans autorisation, une plate-forme en béton de 200 mètres carrés supportant une piscine, dans la propriété qu'il venait d'acheter sur les hauteurs de Cannes.

GUY PORTE

(1) M. Mouillot est candidat dans la 8^e circonscription des Alpes-Maritimes (Cannes) contre le député sortant, également UDF, M^{me} Louise Moreau, maire de Mandelieu, qui a été investie par l'UFF.

« L'Observatoire des libertés manifeste son « soutien » au juge Jean-Pierre... Dans un communiqué diffusé mercredi 17 février, l'Observatoire des libertés, qui regroupe des magistrats, des avocats et des parlementaires proches de l'opposition, affirme découvrir avec « stupéfaction » les instructions du garde des sceaux au procureur de la République du Mans « interdisant au juge Jean-Pierre de poursuivre son enquête dans l'affaire du prêt Palat-Bérégovoy ». « La loi permet au ministre de la justice de faire engager des poursuites mais pas de s'y opposer, note l'Observatoire en manifestant son « soutien » au juge Jean-Pierre. Une telle décision, manifestement illégale, prive place Vendôme ne peut qu'aggraver le climat de suspicion des citoyens à l'égard de leur gouvernement en donnant l'impression que l'on cherche à cacher la vérité ».

Au tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand

Renvoi du procès intenté par M. Charasse à plusieurs journalistes

LYON

de notre bureau régional

Le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand, qui devait examiner, mercredi 17 février, une procédure de « diffamation envers un ministre » engagée par le garde des sceaux, à la demande de M. Michel Charasse, contre plusieurs journalistes, a suspendu ses débats après quatre heures de « prologue » juridique.

L'ancien ministre du budget souhaitait voir « lever son honneur », après que plusieurs articles de presse ont laissé entendre ou affirmé qu'il était à l'origine de la transmission du rapport fiscal sur la société Vivien SA au parquet de Lyon, dans le cadre de l'affaire Botton. M. Pierre Botton, qui avait, notamment, été cité comme témoin, n'avait pas souhaité bénéficier de l'ordonnance d'extraction de sa cellule dérivée par le procureur de Clermont-Ferrand.

Exception d'incompétence

C'est sur un problème d'incompétence de territorialité, soulevé par un avocat de la défense, que les débats ont échoué. Rejetée pour trois publications (le Nouvel Observateur, le Quotidien de Paris et le Monde) sur quatre (l'Incompétence étant retenue pour Profession politique, diffusé uniquement sur abonnement), cette exception d'incompétence a été contestée et fera donc l'objet d'une décision de la cour d'appel de Riom.

Après avoir contaminé son compagnon

Une jeune femme séropositive est inculpée pour empoisonnement

NANCY

de notre correspondant

Un juge d'instruction de Metz, M. Philippe Mollard, vient d'inculper d'empoisonnement une jeune femme qui avait entretenu des relations sexuelles avec son partenaire alors qu'elle se savait séropositive. Le couple avait vécu ensemble pendant trois années et la jeune femme avait caché à son compagnon, âgé de vingt-cinq ans, son état de santé.

Aujourd'hui, le jeune homme est séropositif. En octobre dernier, celui-ci avait déposé une plainte avec constitution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction de Metz, M. Jean-François Blanchet, en demandant que l'on poursuive son ancienne amie, dont il est séparé, pour empoisonnement. M. Blanchet a longuement examiné la recevabilité de cette plainte peu ordinaire, puis a ren-

voqué le dossier au parquet, lequel a saisi la chancellerie. Le parquet avait préféré retenir la thèse de la non-assistance à personne en danger qui relève du délit. Or c'est une tout autre orientation que vient de prendre le magistrat, qui ouvre une instruction pour une qualification d'empoisonnement.

« Cette qualification nous satisfait », a déclaré M^{me} Marie-Laurence Fohler, avocate du jeune homme contaminé. Ce que nous voulons, c'est avant tout éviter que d'autres drames du même genre se reproduisent ».

Depuis l'affaire du sang contaminé, la notion d'empoisonnement a souvent été évoquée. Mais c'est la première fois, en France, qu'un débat s'engage en matière de sida sur ce terrain judiciaire. L'option prise par le juge Mollard va sans doute provoquer des réactions dans le milieu des juristes car, aux termes de l'ar-

ticle 301 du code pénal, « est qualifié d'empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées et quelles qu'en aient été les suites ». Il y a donc dans cette incrimination la présomption d'une intention criminelle. L'accusation devra donc démontrer qu'en se taisant la jeune femme avait l'intention de donner la mort.

MONIQUE RAUX

(1) Lors du débat sur la réforme du code pénal, les sénateurs avaient souhaité introduire une incrimination visant la « dissimulation d'une maladie transmissible et épidémique » par des personnes « conscientes et averties ». Cet amendement avait été supprimé par les députés et les sénateurs ne l'avaient pas rétabli en seconde lecture (le Monde du 9 juillet 1992).

lo délation et vers la discrimination... « Sur ce sujet, précise le ministre, comme en général en matière de santé, l'éducation et la responsabilité individuelle doit trouver d'autres chemins que la voie judiciaire ». Enfin, le ministre considère qu'« informer systématiquement le conjoint d'une personne séropositive » constituerait un manquement grave au respect du secret professionnel ».

Protestation de M. Kouchner... Ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner a protesté après cette inculpation. Dans un entretien au Parisien, publié le 18 février, le ministre estime qu'« une inculpation ou un procès ne peut certainement pas constituer un bon moyen de sensibiliser la population sur un problème aussi intime et personnel. Cela ouvre, au contraire, une brèche vers

la délation et vers la discrimination... « Sur ce sujet, précise le ministre, comme en général en matière de santé, l'éducation et la responsabilité individuelle doit trouver d'autres chemins que la voie judiciaire ».

Le Monde ÉDITIONS
1981, pays : URSS... capitale : Moscou
1991, pays : CEI... capitales : 15...
Pour suivre un monde dialogue
— CONSULTEZ —
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
Index et cartes

L'affichage du livre de M. Juppé sur les Champs-Élysées

Les libéralités du « système Decaux »

La publicité pour le livre d'Alain Juppé *La Tentation de Venise* sur des panneaux de la Ville de Paris soulève une polémique (le Monde du 18 février). À côté de cette libéralité, il existe un contrat entre la Ville et l'entreprise Decaux, qui fournit, entretient et utilise du matériel urbain. Mais l'auteur est candidat aux législatives dans la ville où e lieu l'affichage...

La Tentation de Venise. C'est un livre, écrit par Alain Juppé. Le visage penché et rêveur orne huit « panneaux Decaux » aux Champs-Élysées, et trois autres, boulevard Saint-Germain, à l'Hôtel de Ville et au Grand Brandy. Ces panneaux plantés sur un pied, les Parisiens les appellent des « eucettes » à cause de leur forme, et leur inventeur, Jean-Claude Decaux, les surnomme « MUI ».

Il est rare qu'un éditeur -

Grasse, en l'occurrence - offre un tel affichage à ses auteurs. Habituellement, il borne ses efforts promotionnels à des placards publicitaires dans la grande presse et à des séances de signature dans quelques librairies. Pourquoi cette exception ? Pour répondre, il faut d'abord noter que M. Alain Juppé est un homme politique de premier plan : député de Paris, il est à sa fonction de secrétaire général du RPR celle d'adjoint au maire de Paris chargé des affaires budgétaires et financières. A ce titre, il a connu des contacts de la Ville avec le groupe JCD-Deaux. Last but not the least, M. Juppé est candidat lors des prochaines législatives dans le 18^e arrondissement de Paris.

Il faut aussi avoir à l'esprit le fonctionnement du « système Decaux ». Système simple au fond, mis en place en 1964 à Lyon. Par contrat, Jean-Claude Decaux fournit à une municipalité du mobilier urbain et il l'entretient. Celui-ci est grevé, tout

comme la signalisation. Sur une des faces de chaque « MUI » la municipalité affiche ce qu'elle veut (programme de manifestations, plan de la ville, etc.). L'autre est vendue à un annonceur pour la publicité d'un produit. En France, une « eucette » coûte au publicitaire et à son client 610 francs (hors taxes, mais y compris la commission d'agence) à Paris, quel que soit le quartier, 273 francs en province, quelle que soit la ville, pour une semaine d'affichage. La société loue ainsi à des annonceurs 1 600 « eucettes » à Paris, 35 000 dans toute la France et 180 000 en Europe (1). Ajoutons-y pour la France, 47 000 Abrisbus à deux « faces » (470 francs l'une), sans information municipale mais sur lesquelles la ville touche une redevance (2), et en Europe plus de 4 000 Sanisettes, ces commodités automatiques qui cherchent à éliminer les mauvaises odeurs et pour lesquelles les municipalités paient une location. Au total, Jean-Claude Decaux forme un groupe présent dans 500 villes de France, et dans 250 à l'étranger. Il pèse un peu plus de 3 milliards de francs, et fait de 8 % à 6,5 % de bénéfices net.

Retour aux Champs-Élysées, où se dressent 24 MUI, répartis en 3 réseaux de 8 « faces ». « Les Champs-Élysées, je ne les vends pas », dit Jean-Claude Decaux, « parce que ce n'est pas de prix. Sauf à un client qui fait une campagne nationale, qui lui coûte de 8 000 à 10 000 francs pour une semaine, et qui ne comprendrait pas d'être partout en France, sauf aux Champs. Il paie le tarif normal. Si je lui demande 50 fois le prix de l'avenue George V, il trouverait que je l'arnaque. Et puis, il y a les clients qui veulent être aux Champs, et seulement là. Souvent des banques étrangères, à l'occasion de la venue à Paris du chef d'État de leur pays. Ils paient 25 000 francs, sans recharger (15 % de cas). Le reste, c'est gratuit. Pour de grandes causes nationales, des manifestations culturelles, la promotion de livres d'hommes politiques connus, en accord avec les éditeurs ». Nous voilà au cas d'Alain Juppé.

« Mais, poursuit Jean-Claude Decaux, je ne fais pas seulement pour des hommes de droite. On a vu aussi sur les Champs les têtes de Georges Frêche (député PS de l'Hérault et maire de Montpellier) et d'André Labarrière (député PS des Pyrénées-Atlantiques et maire de Pau). Ou les Photofolles (3) de Jack Lang. Parfois, on a aussi fait des échanges de pages publicitaires avec des journaux, le Monde ou Libé (4). Je payais une des panneaux aux Champs ».

Publicité électorale ?

Les sympathies de Jean-Claude Decaux pour le RPR sont bien connues. « On le dit parce que le maire de Paris est RPR », se défend pourtant l'homme d'affaires. « S'il était UDF, on parlerait de mes sympathies pour l'UDF ». Il s'efforce également, farouchement, ce qui n'est pas tout à fait la même chose (5), tout en avouant : « On fait tous de la politique, directement ou indirectement ». Quant à préciser jusqu'où va cette sympathie... Mais lorsqu'à Lille il fut accusé d'avoir versé de l'argent en échange de marchés pour ses matériels de peinture et condamné à un an de prison avec sursis, il admit implicitement avoir financé une campagne électorale (le Monde du 9-10 juin 1991)...

Pour ce qui concerne M. Alain Juppé, le problème est d'une autre nature. La contre-épreuve JCD-Deaux remonte au 7 novembre 1972, donc à une époque où Paris n'avait pas de maire à sa tête. Ce contrat, le groupe eût dû, d'ailleurs, le partager pour moitié avec Métrobus, filiale commune de Publicis et d'Hervé. A cette date, M. Juppé sortait de l'ENA comme inspecteur des finances... A l'évidence, devenu grand argentier de la capitale, il a rencontré M. Decaux depuis lors.

Ce n'est pas un crime. Mais ce n'est pas, non plus, un hasard si son livre sort juste avant les législatives. Certes, aucune « eucette » ne s'orne de son effigie dans le 18^e arrondissement de la capitale où il est candidat. Mais les Parisiens d'un arrondis-

sement se déplacent partout dans Paris, ne serait-ce que pour aller travailler. Si bien qu'au RPR on s'est inquiété auprès de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (6) pour savoir si cet effigie littéraire pouvait être considérée comme un « don » susceptible d'être intégré dans les dépenses du candidat.

Le mouvement gaulliste dont M. Juppé est le numéro deux, aux côtés de Jacques Chirac, président, affirme avoir reçu le feu vert de la Commission. Pourtant, l'éditeur organise des signatures du livre dans les meetings politiques, et une signature dans une librairie de la place Clichy, aux limites de la circonscription où il est candidat, pendant la campagne électorale.

Or la loi stipule que toute publicité électorale est interdite dans les trois mois qui précèdent le premier jour du mois du scrutin, c'est-à-dire le 1^{er} mars. Donc interdite depuis le 1^{er} décembre 1992... S'il prenait fantaisie à M. Juppé de saisir le Commissaire, celle-ci pourrait éventuellement reconsidérer la question. Ce risque, il y a fort à parier que M. Juppé l'a couru, en toute connaissance de cause...

JOSEÉ DOYÈRE

(1) Le groupe est présent dans les deux pays de la Communauté européenne, en Italie, en Grèce et en Irlande. Il a aussi des activités en Finlande, en Suède et au Danemark.

(2) A Paris, la RATP touche également une redevance.

(3) Le premier festival « Photofolles » a donné lieu à 500 manifestations, dans 300 villes et villages de France, du 22 au 24 mai dernier (le Monde du 21 mai 1992).

(4) Une page de publicité pour Decaux parue dans le Monde du 13 septembre 1988, pour un montant de 190 827 francs hors taxes, a été payée en « échange marchand » par un affichage sur 721 panneaux dans six villes de province, du 20 au 26 janvier dernier.

(5) Jean-Claude Decaux veut lancer une fondation pour remettre en état le village de Colombelles-Deux-Églises (Haute-Marne) où est enterré le général de Gaulle, et y ouvrir un petit musée.

(6) Cette Commission a été créée par la loi du 15 janvier 1990, dite loi Ricard, relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des activités politiques.

SPORTS

FOOTBALL : La France

La leçon magistrale

L'équipe de France de football s'est facilement imposée face aux Israéliens (4-0), mercredi 17 février à Tel-Aviv, en match de qualification pour la Coupe du monde 1994. Ce succès permet aux Français de rejoindre les Bulgares et les Suédois en tête de leur groupe.

Difficile de succéder à Michel Platini comme responsable de l'équipe de France de football pour un ancien joueur qui n'a jamais opéré à un niveau supérieur à la division d'honneur régionale. Cette éventualité, plutôt rare au niveau des grandes sélections internationales, est pourtant celle que Gérard Houllier vit depuis sa nomination en juillet 1992. A la sortie d'un championnat d'Europe où l'équipe de France avait perdu ses illusions et Platini annoncé sa démission, ce Nordiste de quarante-cinq ans aux fines lunettes d'intellectuel, était le seul candidat déclaré à la succession.

Adjoint de Henri Michel puis de Michel Platini pendant quatre ans, l'héritier désigné avait prévenu : « On ne remplace pas Platini, on lui succède ». Là où l'ancien capitaine de l'équipe de France imposait le respect à ses successeurs par son prestige, sa longue pratique du football au plus haut niveau et ses intuitions de joueur de génie, le nouveau patron de la sélection entendait convaincre par sa passion, ses connaissances encyclopédiques du sport et son talent de pédagogue.

Avant d'attirer l'attention des clubs professionnels, Gérard Houllier a, un temps, dû partager sa vie entre son métier d'enseignant (professeur d'anglais à l'école normale d'Arras) et sa folle passion pour le football. Avec le même soin qu'il mettait à préparer ses cours, le jeune entraîneur savait, le soir, manier le verbe et le sourire pour faire partager par les footbal-

leurs amateurs du Touquet ou de Neuilly-Mine, son perfectionnisme, ses exigences de rigueur dans la préparation physique, son goût pour décorer les forces et les faiblesses des adversaires au magnéscope et sa réflexion de joueur d'échecs pour jongler avec les schémas tactiques.

Quatre ans dans l'ombre de Platini

Sous sa direction, Neuilly-Mine, une banlieue de Lens qui avait vu les premiers pas de footballer de Raymond Kopa, a disputé les barrages pour l'accession en première division en 1981. Cette réussite allait lui servir de tremplin pour s'occuper de Lens qu'il hissa en coupe de France en 1985, puis Paris-SG auquel il offrit son premier titre de champion de France en 1986 après une série ininterrompue de quatre-vingt-deux matches consécutifs sans défaite. Réussite trop rapide pour être bien assimilée ? Mauvais recrutement ou manque d'ambition des dirigeants parisiens ? Deux ans après leur triomphe, les joueurs de la capitale luttaient pour éviter la relégation en deuxième division. Gérard Houllier préférait endosser un costume qui semblait taillé sur mesure pour lui : celui de directeur technique national, doublé d'un poste d'adjoint du sélectionneur de l'équipe de France.

Malgré les quatre années passées dans l'ombre de Michel Platini, la gestion de l'héritage n'était pas évidente. L'échec de l'Euro 92 avait laissé des séquelles dans l'esprit des joueurs français. Jean-Pierre Papin, Eric Cantona et Laurent Blanc, les trois stars exilées de la sélection, étaient contestés dans leur club. Pour son baptême du feu, Gérard Houllier se voyait proposer deux redoutables adversaires : le Brésil à Paris et la Bulgarie à Sofia pour le premier match de qualification pour la Coupe du monde. Deux défaites sur le même score (2-0) confortèrent

du professeur Houllier

هكذا من الأسفل

SOCIÉTÉ

Neuf inculpés en correctionnelle dans l'affaire Pechiney

« Délit d'amitié » ?

Neuf personnes ont été inculpées de délit d'initiales ou de recel à la suite du rachat des actions de la société américaine Triangle par Pechiney (le Monde du 18 février). Dans quelles circonstances des personnalités proches du président de la République et du ministre des finances de l'époque, M. Bérégovoy, ont-elles bénéficié d'informations encore confidentielles ?

Ce devait être « une grande nouvelle économique pour la France », selon le mot de M. Michel Rocard, alors premier ministre. Ce devait être une « belle opération industrielle », selon M. Jean Gandois, président de Pechiney. L'achat du fabricant américain d'emballage American National Can par le groupe public Pechiney, en 1988, est en fait devenu l'un des principaux scandales politico-financiers de l'ère Mitterrand. Des personnalités proches du président de la République et du ministre des finances de l'époque, M. Pierre Bérégovoy, ont en fait profité de cette opération pour réaliser pour leur compte d'importantes plus-values. Pour avoir utilisé des informations encore confidentielles à des fins personnelles, neuf personnes ont ainsi été inculpées de délit d'initiales.

Révélatrice par les autorités boursières américaines (le Securities Exchange Commission, la SEC), l'affaire a fait l'objet d'enquêtes approfondies, en France d'abord par la Commission des opérations de Bourse (COB), ensuite par le juge M^{me} Edith Boizette, aidée notamment par la justice suisse. Son entourage direct, comme celui du président de la République ayant été mis en cause, M. Pierre Bérégovoy, alors ministre des finances, avait promis que « toute la vérité » serait faite. Quatre ans après, la vérité est pratiquement connue. Si quelques éléments sont encore mal élucidés, les investigations de la justice ont largement confirmé les informations révélées par la presse dès le départ. Que s'est-il passé ?

A l'origine, il y a un projet industriel. Dirigé par M. Jean Gar-

dois, le groupe nationalisé français Pechiney, producteur d'aluminium (65 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1992, 70 000 salariés), cherche à se diversifier. Industriel reconnu, M. Gandois lorgne sur American National Can, l'un des leaders mondiaux de l'emballage. A cette époque, Pechiney possède dans ce secteur la société Cebal (3,5 milliards de francs). Le 7 juillet 1988, deux hommes d'affaires américains, MM. Nelson Peltz et Peter May, prennent la majorité dans le capital de la société Triangle Industries, holding financier qui possède la totalité du capital d'American National Can. Les premières discussions sont engagées quelques jours plus tard, le 11 juillet, à l'initiative de M. Alain Boubill, alors directeur de cabinet de M. Bérégovoy. Conseiller industriel à l'élysée pendant plusieurs années, M. Boubill est en contact avec ces deux financiers de haut vol par l'intermédiaire de M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais qui les conseille.

Acheter à bas prix pour revendre à l'OPA

Après plusieurs mois de préparation, les deux parties parviennent, le 11 novembre 1988, à un accord de principe. M. Jean Gandois s'engage alors, à New-York et personnellement, dans la phase finale. Avec l'approbation de ses actionnaires, en l'occurrence l'Etat français, M. Gandois signe, le 20 novembre, un accord définitif. Pechiney va créer une filiale, Pechiney International, qui doit lancer une offre publique d'achat (OPA) pour acquérir, au prix de 56 dollars l'action - elle valait autour de 10 dollars quelques semaines auparavant à la Bourse de Wall Street - la totalité du capital de Triangle (un chiffre d'affaires de 28 milliards de francs à l'époque). Pour 1,2 milliard de dollars auxquels il faut ajouter les dettes de Triangle (2,6 milliards de dollars), Pechiney devait ainsi devenir le propriétaire unique d'American Can et le numéro un mondial de l'emballage.

En fait, informés du projet, plusieurs personnalités ont cherché à en tirer profit. Leur principe était

simple : acheter à bas prix des actions de Triangle et les revendre une fois l'annonce de l'OPA faite, soit sur le marché, soit en les apportant à l'offre d'achat. Ils ont ainsi réalisé des plus-values considérables - des dizaines de millions de francs. Les enquêtes ont révélé plusieurs groupes d'acheteurs.

Ce sont, à l'origine, d'importants achats de titres Triangle réalisés entre le 18 août et le 11 novembre 1988 qui mettent la puce à l'oreille de la puissance SEC. Très vite, les fins limiers new-yorkais découvrent le très forte corrélation entre les mouvements sur les actions Triangle - et notamment les achats et ventes de sociétés-écrans comme Socofin SA - et les négociations entre les deux financiers américains et la France. Un homme connaissait parfaitement le déroulement des discussions et la position des deux parties, M. Samir Traboulsi, conseiller de MM. Peltz et May, et ami personnel de M. Boubill. M. Traboulsi est inculpé.

Au-delà, des achats suspects importants ont été repérés dans la semaine du 14 au 18 novembre, c'est-à-dire juste avant l'annonce officielle de l'OPA, en France comme aux Etats-Unis, en Suisse, au Luxembourg. Si l'on avait, par exemple, quelques gros porteurs : essentiellement M. M^{me} Thérèse, cofondatrice de la FNAJ, et M. Roger-Patrice Pelat, industriel. Le premier, vieux militant socialiste, reconstruit très rapidement ses achats (32 300 actions acquises à Paris), comme ses gains (8,8 millions de francs) et chercha à porter, seul, la responsabilité de l'affaire (le Monde du 4 février 1989).

« Campagne de rumeurs et d'accusation »

Le second, un ami personnel de M. Mitterrand, l'un de ses compagnons de « promesses », n'est d'abord de tout achat, avouera ensuite avoir acquis 10 000 titres par l'intermédiaire de sa banque à Paris (la Banque Hottinguer) et refusera jusqu'à sa mort, le 7 mars 1989, de reconnaître les achats supplémentaires réalisés

depuis l'étranger par l'intermédiaire de sociétés-écrans comme Expert Treuhand (le Monde daté 22-23 janvier 1989 et du 27 janvier 1989). En octobre 1991, la justice suisse confirmera ces achats.

Quid a informé MM. Thérèse et Pelat ? Un déjeuner auquel participait M. Pelat est constamment évoqué : celui à l'occasion duquel M. Bérégovoy et sa femme étaient, dans un restaurant parisien, leur quarantième anniversaire de mariage. C'était le dimanche 13 novembre. Le ministre avait réuni ses amis et ses principaux collaborateurs. Il y avait là, entourant le ministre et autour d'une même table, MM. Pelat, Traboulsi et Boubill... Les uns et les autres affirmaient n'avoir pas évoqué ce jour-là l'opération. Il n'empêche : M. Pelat commence ses achats quelques jours après, le 18 novembre. Face à ce qu'il considère comme une « campagne de rumeurs et d'accusation », M. Boubill quitte la direction du cabinet de M. Bérégovoy, le 20 janvier 1989. A son tour, pour avoir sans doute trop parlé, il est inculpé de délit d'initiales quelques mois plus tard. « Je suis poursuivi pour délit d'initiales », a-t-il commenté, mercredi 17 février, à l'Agence France-Presse.

Aujourd'hui, quatre ans après les faits, neuf inculpés - deux autres sont décédés en cours d'enquête - vont être renvoyés en correctionnelle. L'affaire a démontré qu'une coopération efficace entre autorités boursières de différents pays était possible, une collaboration entre la justice de plusieurs nations aussi. Avec d'autres, ce scandale a soulevé la notion d'économie mixte chère au président de la République, le mariage entre secteur public et intérêts privés étant toujours source de tentations malsaines. Il reste malgré tout que, grâce à cette acquisition, Pechiney a pu compenser en 1992 ses déboires dans l'aluminium (chute des prix mondiaux, concurrence de l'Est...) par de belles performances dans l'emballage.

REPÈRES

ÉDUCATION

La SGEN-CFDT favorable à la rénovation des cursus universitaires

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) approuve « la simplification des cursus et la suppression » apportées par les textes réformant les premiers et deuxième cycles universitaires (le Monde du 18 février). Réclamant leur publication rapide au Journal officiel (1), le SGEN-CFDT répond aux attaques d'une partie de l'opposition en annonçant qu'il « s'opposera avec une grande détermination à tous ceux qui, par souci idéologique déformé, voudraient faire des étudiants, seraient tentés de tirer un trait sur cette réforme ».

(1) Les arrêtés relatifs au diplôme d'études universitaires générales, à la licence et à la maîtrise de sciences et techniques des activités physiques et sportives, de technologie industrielle et de sciences sont parus au Journal officiel du 17 février.

NUCLÉAIRE

La centrale tchèque de Temelin devrait être achevée

Le chef du gouvernement tchèque, M. Václav Klaus, et ses ministres économiques se sont prononcés, mardi 16 février, en faveur de l'achèvement de la centrale nucléaire de Temelin (sud de la Bohême). Le cabinet conserve le pouvoir à Prague doit examiner, le 10 mars prochain, un projet détaillé du ministre de l'Industrie. Cette centrale est située à 100 km au sud de Prague et à 80 km de l'Autriche, qu'elle oppose vivement à sa mise en fonction. Ses deux réacteurs da-

1 000 mégawatts de type VVER soviétique (au lieu de quatre prévus à l'origine) seront mis aux normes de sécurité occidentales avec l'aide de la société américaine Westinghouse, qui doit fournir aussi le combustible nucléaire. — (Corresp.)

ENVIRONNEMENT

Les producteurs de vin vont recycler leurs bouteilles

La profession des vins et spiritueux, qui commercialise environ la moitié des bouteilles de verre mises chaque année sur le marché (10 milliards d'unités), a décidé de mobiliser elle-même ses produc-

teurs, emballeurs et distributeurs, afin de se conformer au décret du 1^{er} avril 1992 sur le recyclage des emballages. Officiellement reconnu le 15 février, la société anonyme Adelphe a signé deux conventions : l'une avec les verriers, qui s'engagent à reprendre le verre usagé 350 francs le tonne (environ 12 centimes la bouteille) ; l'autre avec la société Eco-Emballages, qui collecte et recycle tous les matériaux de conditionnement. Grâce à une contribution de ses membres de 1 centime par bouteille, Adelphe va recueillir cette année 25 millions de francs, qui seront partagés à égalité entre les verriers et Eco-Emballages, et aideront les anciens conteneurs de rue par de nouveaux, moins bruyants et plus esthétiques.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

20^e arr^t
Métro A-DUMAS
APPT. Style loft

Beau volume, haut, s/plafond, parquet, habitation de maître
120000 F. box ou perf. pos.
MCD 47-00-02-32

92 Hauts-de-Seine

IMM. QUALITE
2 P. + 2 JARDINS
21500 F LE M²

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

appartements achats

Rech. 2 + 4 P. PARIS prêt. 5, 6, 7, 14, 15, 16, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

locations non meublées offres

Paris

A LOUER PARIS 10^e, CRANÉE appartement F 2, cuisine, salle de bain, wc, Loyer c.c. 4 800 F. Tél. : 49-27-42-22.

Région parisienne

MONTROUGE

94, rue Maurice-Arroux, 2 pièces COMPT. 5 étages, 2500 F + ch. 45-25-50-17.

locations meublées offres

Paris

10^e DIRECT PROPRIÉTAIRE 2 pièces 85 m² + terrasse 17 m². Etage élevé. Sol. 13500 F + charges + parking. 45-23-35-32.

MONTMARTRE triple 100 m², terrain, 7 m² ou plus, 15 000 F/mois. Tél. : 43-55-15-71

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-55-17-50

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE VAL-DE-MARNE

Ville 7 pièces sur 600 m² terrain. Rez-de-ch. : séjour, cuisine, salle de bain, 2 chambres, salle de bains, cuisine équipée, WC, buanderie, 1^{er} ét. : 2 chambres, s. de bain, dressing, garage 2 voitures, terrain 200 m². Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycées, équipements sportifs, golf, tennis, centre équestre.

Prix : 1 800 000 F

Après 18 h : 45-80-12-78

automobiles

boxes - parking

A VENDRE PARKINGS PARIS 11^e arr. PHILIPPE-AUGUSTE 150 000 F. 45-27-42-22.

bat Israël 4-0

du professeur Houiller

le sélectionneur national dans son intention de changer de politique. Alors que Michel Platini avait toujours maintenu sa confiance à un groupe avec une forte ossature de Marseillais (neuf sur les vingt et un sélectionnés pour l'Euro 92), Gérard Houiller a décidé d'ouvrir la sélection à des joueurs en forme - et donc en confiance - chargés d'apporter une nouvelle dynamique autour de quelques titulaires indiscutables par leur talent et leur expérience. A défaut d'y mettre la main, l'équipe de France avait remporté, contre l'Autriche (2-0) et la Finlande (2-1), avec le succès qui la faisait depuis plus d'un an.

Milieu de terrain renforcé

Après cette phase de restauration de la confiance, Gérard Houiller pouvait pousser l'expérience plus loin pour le déplacement en Israël. Sur les treize joueurs alignés à Tel-Aviv, six n'étaient même pas remplaçants en Suède et, pour la première fois, les Parisiens (quatre) étaient plus nombreux que les Marseillais (trois). Le sélectionneur français avait aussi tenu compte des caractéristiques de l'équipe israélienne qui opère avec un seul attaquant de pointe (Ronny Rosenthal de Liverpool) pour adopter un nouveau schéma tactique lui permettant de renforcer le milieu de terrain.

Longtemps privés de contacts internationaux avec les meilleurs équipes de football (1) et handicapés dans leur formation par le service militaire obligatoire pour tous les jeunes entre dix-huit et vingt et un ans, les Israéliens s'étaient déjà inclinés en fin de match contre les deux autres favoris du groupe : la Suède (1-3) et la Bulgarie (0-2). Encore convenait-il pour les Français de jouer vite et juste pour réussir aussi bien.

Appliquant à la lettre la leçon apprise au tableau noir, les Fran-

çais ont, d'emblée, fait le siège du but israélien. Avec un peu plus de réussite, ils auraient pu ouvrir le score par Jean-Pierre Papin (tir sur poteau puis « bicyclette » dans le premier quart d'heure). Lorsque Eric Cantona a inscrit le premier but (27^e minute), Bernard Lama, le nouveau gardien français, n'avait toujours pas eu à intervenir sur une attaque adverse. Comme prévu, les Israéliens, dépassés par le rythme, se sont effondrés en fin de match en concédant trois nouveaux buts inscrits par les deux autres centraux, Laurent Blanc (62^e et 84^e minutes) et Alain Roche (89^e minute). « Cette équipe me plaît », avoue Gérard Houiller. Il y a de la nouveauté, elle allie qualité et puissance, elle va de l'avant... Et depuis sa victoire à Tel-Aviv, elle peut à nouveau rêver à sa terre promise : les Etats-Unis pour la Coupe du monde 1994.

GÉRARD ALBOUY

(1) Sous la pression des nations arabes, Israël a été exclu de la Confédération asiatique de football en 1974 et « exilé » dans la zone Océanie pour les qualifications pour la Coupe du monde de 1986 et 1990. Pour les éliminatoires de 1994, Israël a été « invité » dans la zone Europe, mais ne l'a pas prise de l'UEFA.

LE MONDE diplomatique

FÉVRIER 1993

CE QUE LE SIDA APPREND AUX SOCIÉTÉS D'ABONDANCE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

CULTURE

CINÉMA

Amours, sévices et orgueil

LIOUBOV

de Valeri Todorovski
LES PARADIS PERDUS
de Pierre Rival

Il existe une tendance dominante du cinéma russe : la dérive-déprime d'une jeunesse sans avenir ni passé, sur fond de monde qui s'effondre. Il existe une tendance dominante du cinéma occidental : la description des premiers émois adolescents. De prime abord, le jeune réalisateur Todorovski semble tenter de jouer sur les deux tableaux. Mais la description des pueurs et des audaces de deux copains aux prises avec les demoiselles, et la manière dont chacun, par des voies opposées, se trouve une compagne dans Moscou livrée à la misère et au désespoir, opère à vue d'étonnantes déplacements d'optique. Le mérite revient d'abord aux très jeunes interprètes (Evgueni Mironov, Natalia Petrova, Dimitri Marianov, Tatiana Mironova), tous remarquables.

Mais c'est bien le réalisateur qui organise cela, maîtrisé avec élégance le lent décapage de *Loubov*. Inévitablement, il dérive son film vers un tout autre thème, et autrement grave, celui de l'antisémitisme latent ou



Evgueni Mironov dans « Loubov ».

explicite dans la société russe, qu'il parvient à traiter avec une force et une légèreté exemplaires. Démarré sur le ton de la comédie de mœurs, le film s'achève en un cauchemar muet, limpide et violent. *Les Paradis perdus*, c'est tout le contraire. Son réalisateur, Pierre Rival, Français qui vit à Moscou, jongle avec le docu-

mentaire et la poésie, pratique le collage de citations, d'effets visuels et de clins d'œil, pour tenter d'établir un parallèle entre l'effondrement de la Russie et la vaine gloire de Hollywood. Il n'aboutit qu'à un assemblage banal de clichés.

JEAN-MICHEL FRODON

Quatre-vingts ans de la vie d'un homme

Robert Downey Jr. et Geraldine Chaplin sont les deux atouts de cet hommage à « Charlot »

CHAPLIN

de Richard Attenborough

« La vie d'un homme ne peut être racontée en un seul conte, écrit Sir Richard Attenborough en prologue à son *Charlot*. Il est impossible de donner à chaque année le poids qu'elle mérite pour y incorporer chacun des événements, chacun des personnages qui contribuent à sculpter toute une vie. Ce qui peut être fait, c'est être fidèle dans l'esprit aux faits reconnus et tenter de se frayer un chemin jusqu'au cœur de l'homme. »

Les huit Oscars que lui rapportèrent ses trois heures et demie d'épopée intimiste ont incité Sir Richard à remettre sur le métier une « bio filmée » mais, onze ans après *Gandhi*, il oublie ses propres recommandations. Partant d'un Chaplin âgé répondant dans son chalet suisse aux questions d'un biographe potentiel, *Charlot* s'efforce, en deux heures et demie, de couvrir plus de quatre-vingts ans de la vie d'un homme qui contribua, à l'histoire du cinéma, enfance misérable à Londres, entre un père ivrogne et une mère qui sombre dans la folie; premiers pas au music-hall; initiation à l'art de la comédie; vie sentimentale tourmentée et centrée sur les jeunes filles à peine écloses (au cas où on ne comprendrait pas, c'est la même comédienne, Moira Kelly, qui incarne son premier amour et son dernier, Oona); éveil d'une conscience politique; harcèlement par le FBI; exil; et retour à Hollywood pour un Oscar d'honneur, à quatre-vingt-trois ans.

Avec bien trop de révérence pour envisager de faire le tri dans le détail biographique, Richard Attenborough tente de tout faire tenir dans son film, qui tourne ainsi à la revue. Aussi, dans cette parade accélérée, on a à peine le temps de saluer au passage les stars qui défilent : Stan Laurel, Mack Sennett (Dan Aykroyd), Mabel Normand, Douglas Fairbanks (Kevin Kline), Mary Pickford ou Paulette Goddard (Diane Lane). Dès lors, *Charlot* pêche aussi bien par ce qu'il simplifie (la haine de J. Edgar Hoover, patron du FBI, est-elle due au fait que Chaplin l'ait snobé au cours d'un dîner?) que par ce qu'il omet. Le génie de Chaplin est sans cesse invoqué, mais à aucun moment le metteur en scène ne nous donne à sentir en quoi il consiste. Sa rupture

avec Mack Sennett n'est jamais véritablement expliquée. Pas plus que sa longue résistance à l'égard du parti, ni l'échec de *Monsieur Verdoux* (trop sombre et trop cynique pour les Américains?), ni le pathos de *Limelight* ou d'un *Roi à New-York*. Attenborough est si confit en respect pour son sujet qu'il est pratiquement hors de question de suggérer que Chaplin ait pu être, par moments, cruel, froid ou calculateur mais aussi incompris.

Le metteur en scène a pourtant su utiliser deux remarquables interprètes. Incarnant sa propre grand-mère paternelle, Geraldine Chaplin traduit, avec une formidable intelligence et une énorme compassion, la lente descente de cette femme vers la folie; et, à cause d'elle, la scène où son fils, âgé de quatorze ans, la fait interner restera longtemps en mémoire. Quant à Robert Downey

Jr., qui supporte le rôle-titre, il est splendide de bout en bout. Rien dans ses films précédents - *De la neige à Beverly Hills*, *Chances Are* - ne laissait soupçonner son extraordinaire talent de mime. Pas une erreur dans la démarche, dans la tenue, dans la re-création des mœurs de la bravoure de Charlot. A la fois insolent, aérien, sensuel et énigmatique, il donne une densité inattendue au personnage. Downey a quelque chose d'intrigant et d'éperdu dans le regard et, lorsqu'il cours de son hommage à Hollywood les yeux de Chaplin s'embrassent de larmes devant un extrait du *Kid*, on sent chez lui la nostalgie de l'homme qu'il fut et, peut-être, chez Downey, le regret du film que *Charlot* aurait pu être.

HENRI BÉHAR

Film flamme

TA DONA
d'Adama Drabo

Le titre signifie « Au feu ! » en bambara. *To Dona* est un film lumineux et dangereux, imprévisible, qui consume dans un même incendie les clichés du film africain et les lois du scénario international. *To Dona*, coup d'essai du réalisateur malien Adama Drabo, est un film passionnant par l'audace de ce qu'il tente : rien de moins que la fusion des tendances divergentes du cinéma africain.

Il mêle ainsi la légende ancestrale, son cortège d'images somptueuses, de parole magique et de sagesse traditionnelle, à la comédie moderne, politique et sentimentale, lestée de fermes dénonciations de la corruption et de la tyrannie, et des séquences du colonialisme. Sans

doute, en Europe, le premier versant roche plus de séductions que le second, où la faiblesse des comédiens dans les situations de comédie classique et le schématisme, même justifié, du propos embarrassent.

Mais, coïncidant simultanément les tribulations d'un jeune homme en quête d'une magie perdue, la chronique d'un village, les méfaits de décisions bureaucratiques appliquées par des fonctionnaires honnêtes et prévaricateurs, une idylle d'une stupéfiante sensualité, attirant au passage un jeu d'enfants, une ancestrale liturgie, des portraits d'artistes au travail, Adama Drabo emballe son récit dans un élan qui passe outre aux faiblesses, recueille à son profit sa propre confusion, comme une transe intelligente.

J.-M. F.

Le risque de vivre

LA BRUNE
de Laurent Carole

La brune en question est une jeune femme peintre (Anne Marbeau). Apprenant qu'elle souffre

d'un cancer, elle se lance, en guise de dérivatif, dans un jeu de séduction avec un inconnu (Michel Voletti) dont elle innocemment qu'il est loin d'être un innocent quidam. Premier film réalisé dans des conditions précaires (le *Monde* du 26 janvier), *La Brune* tente le difficile pari d'un cinéma fantastique sans effets spéciaux, utilisant les seules ressources du scénario, de la prise de vue et du montage.

Mais c'est pour tomber dans une succession d'effets visuels affectés, au service d'un récit qui jamais ne trouve assez de chair pour atteindre le mélange d'angoisse et d'attirance auquel il vise. Du risque de vivre, plus essentiel que celui de mourir, de la folie qui dort sous le quotidien, des voies détournées par lesquelles on peut, sinon vaincre la camarade, du moins lui rire au nez et ainsi retrouver la dignité, il y avait matière à tirer un film fort et échevuré. Entre déquilles « culturels » (allusions picturales et citations littéraires) et maladroites de réalisation, la belle ambition s'est perdue.

J.-M. F.

THÉÂTRE

L'ange et la chair

Une savoureuse adaptation théâtrale d'une nouvelle de Carlo Emilio Gadda

SAINT GEORGES
CHEZ LES BROCCHI
au TNP de Villeurbanne

De notre bureau de Lyon

Le dragon à terrasser, dans cette aristocratique famille milanaise, c'est la sexualité d'un jeune couple de dix-neuf ans. Gipp, en proie au vague à l'âme entre ses leçons de latin, les préceptes végétariens de son oncle et la charité militante de sa mère. Saint Georges est censé le protéger des tentations, d'autant que la pieuse comtesse Brocchi, génitrice prête à tout pour le salut de son enfant, a sacrifié une nappe d'autel hrodée de sa main en échange des services archaïques. Mais que peut un saint chevalier, dans l'Italie de 1928, contre les rotodites alanguies de la Jole, servante de l'oncle prête à confondre l'éducation sentimentale des « jeunes messieurs » avec ses dévotions ancestrales?

Carlo Emilio Gadda (1893-1973) n'a pas écrit ce combat perdu d'avance dans une nouvelle du recueil *Des accouplements bien réglés*. En la

mettant en scène dans l'adaptation qu'il cosigne avec Guy Walter, Jean Lacombe à un double mérite : il fait à l'écrivain une juste place parmi les maîtres de la comédie italienne, et il offre aux spectateurs de théâtre une des langues les plus savoureuses - par ses châtiments baroques, son onirisme composé, populaire et savante à la fois, et ses raccourcis - de la littérature contemporaine.

L'auteur de *Saint Georges chez les Brocchi* se livre à une critique décapante de la bonne société italienne, en ces années marquées par l'ascension de Mussolini. Il fustige sa bigoterie, sa frilosité, ses vains efforts pour concilier son conservatisme intellectuel avec les audaces futuristes des artistes qu'elle protège à contrecoeur. Mais la charge satirique de Gadda, son talent à croquer le grotesque des attitudes, ne réduisent pas ses personnages à la caricature. Chacun d'eux est humanisé par un rêve secret, une passion, une stratégie de sublimation qui l'exalte et le hausse au-dessus des communs ridicules de sa classe.

C'est, par exemple, l'obsession

légumière de l'oncle Agamemnon, penché sur la rédaction d'une *Ethique* entre deux cures de choux-fleurs et brocolis qui le protègent de la chair fraîche. C'est la frénésie de dévotion de la comtesse qui oublie ses frustrations en déversant des platées de haricots dans les hospices. C'est le délire cicéronien du précepteur de Gipp, qui transcende sa peur de la peste et ses complaisances pour le pouvoir fasciste en s'identifiant au héros de la République romaine.

Ces personnages pittoresques sont servis avec le relief requis par Michel Peyronel, Claire Wauthion et Philippe Morier-Genoud. Ce dernier est éblouissant dans son triple rôle : latiniste fougueux dont les pommons se dilatent au souvenir des tribulations politico-conjugales de Cicéron; peintre futuriste au verbe déuré; visiteur toute emphatique qui se délecte de potins cocquins. Face à ces compositions pétaradantes, Philippe Delbart incarne joliment l'adolescent ravagé par l'éveil des sens. Il est même assez étonnant dans une scène onano-shakespienne (inspirée par la lecture de *Hamlet*) marquée par le mélange de lyrisme et de bouffonnerie où excelle Gadda. La danseuse, Véronique Ros de la *Orange*, aussi à l'aise dans cette comédie qu'elle le fut dans *l'Eglise* de Martelli, manifeste éblouamment le pouvoir subversif du corps féminin.

La scénographe, Chantal Gaidon, a évité le parti naturaliste en dessinant un décor de murs courbes mobiles qui favorise les retournements du monde des convenances aux zones troubles du désir. Collaboration habituelle de Jean Lacombe quand elle ne travaille pas pour Jacques Lassalle, elle avait participé avec lui à la « mise en théâtre » de deux textes non dramatiques d'Hermann Burger et Daniel Del Giudice dans le remarquable centre de découvertes qu'est la Villa Gillet, à Lyon, dirigé par Guy Walter, qui a cofinancé le spectacle du TNP.

BERNADETTE BOST

► Théâtre national populaire, les 19 à 20 h 30, le 18 à 19 h 30. Tél. : 78-03-30-30. Représentations ultérieures à la Comédie de Caen.

Réouverture prochaine du Théâtre du Vieux-Colombier

Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture, a mené, le mardi 16 février, la visite de « fin de chantier » du Théâtre du Vieux-Colombier, à Paris. A cette occasion, il a remis symboliquement les clés du théâtre à Jacques Lassalle, administrateur général de la Comédie-Française, dont la troupe disposera ainsi, dès le 7 avril prochain, d'une seconde salle, longtemps attendue.

Le Vieux-Colombier, racheté en 1986 par l'Etat et la Caisse des dépôts à un particulier pour la somme de 11 millions de francs, a été entièrement remis à neuf. Le coût total des travaux est de 36 millions de francs. La maîtrise d'œuvre d'une première tranche de travaux (clois et couvert) avait été confiée à l'architecte Jacques Marnast, puis la rénovation intérieure a été menée par l'architecte Bernard Kohn et les scénographes Yannis Kokkos et Claude Perret. Une subvention de

9 millions de francs a été allouée au Vieux-Colombier au budget de 1993 qui couvre les frais de fonctionnement et une partie des dépenses artistiques. La troupe de la Comédie-Française présentera, dès la réouverture de cette salle de 350 places, deux pièces de Nathalie Sarraute, *Le Silence* et *Elle est là*, dans une mise en scène de Jacques Lassalle.

Le ministre de la culture a indiqué, lors de cette visite, que l'Etat avait consacré, de 1982 à 1993, 389 millions de francs au budget d'équipement des théâtres nationaux, 456 millions de francs à celui des salles de théâtre et 507 millions de francs à celui des établissements d'action culturelle, soit au total 1 352 millions de francs à la conservation et à la rénovation du patrimoine des salles de spectacles françaises.

Leçons de réalité

Une morale au théâtre, avec Thierry Bédard et ses amis de l'Association Notoire

MINIMA MORALIA
à Grenoble

GRENOBLE

de notre correspondante
A la tête de l'Association Notoire, Thierry Bédard ne dirige pas une troupe de théâtre. Plutôt des équipes d'intervention entraînés à gérer les catastrophes. Avec l'ostentation requise pour désamorcer les paniques, infirmes pour traiter les crises de folie, spécialistes du déminage pour prévenir les explosions intempêtes. Avec, surtout, des instructeurs pour aider les individus à ne pas céder aux « vents de masse » mortifères, à se comporter en hommes plutôt qu'en machines, à reprendre en main, lucidement, leur destin.

L'objectif de ces équipes, c'est de rendre au public une morale, à défaut de lui restaurer le moral. Leur outil, c'est le langage, mais décapé, réoxygéné, débarrassé des formules creuses de la communication médiatico-politique, soumis à l'épreuve de la plus exigeante introspection. Leur tactique, enfin, c'est l'humour : un humour didactique passant par la parodie, le pastiche, l'écart accentué de ce qu'on a point de rupture, entre la posture et le sens; une façon de singer constamment le faux pour mieux faire entendre le vrai.

Comment en sont-ils arrivés là? En sortant de l'école de Patrice Chéreau, à Nanterre, ou de Théâtre en actes. Après des expériences diverses chez Claude Régy ou Jérôme Deschamps, voire à l'Atelier Sainte-Anne de Bruxelles. L'Association Notoire, structure d'ampleur variable (elle peut intégrer plusieurs dizaines de membres) est née en 1989, au Théâtre de la Bastille, à partir d'un groupe informel qui avait envie de dire des textes non destinés à la scène. Thierry Bédard, ex-dramaturge, passionné de linguistique et d'histoire de l'art, coordonnait les opérations avec Alain Nédard et Emmanuelle Rodrigue.

C'est fut la première des quatre

Pathologies verbales, suites de pseu-

do-conférences ou fausses leçons qui cassaient les conventions du jeu dramatique. Au programme : des auteurs sérieux comme Michel Leiris, aux côtés d'un fou du langage comme Jean-Pierre Brisset. De ces parités pris antithétiques, le groupe se justifiait en évoquant l'insurmontable enqui éprouvée dans les salles de théâtre, en ces temps de retour aux classiques, de « lectures » répétitives et d'épuisement des belles images.

Les *Pathologies verbales* ont valu à l'Association des admirateurs inconditionnels, comme Roger Caracacé, directeur du Cargo, qui lui a offert quelques mois de résidence à Grenoble pour y créer des « conférences ou sermons » nouveaux. Thierry Bédard, qui entretemps a fondé sa propre compagnie pour monter, notamment, *l'Afrique fantôme* d'après Michel Leiris, s'est associé pour l'aventure deux autres metteurs en scène, Sylvie Jobert (transfuge de la famille Deschamps) et la Bruxelloise Hélène Gailly. Tous les trois ont décidé de frapper fort en empruntant à Adorno le titre d'un livre de leçons de morale, *Minima moralia*, pour intervenir dans « la guerre que l'homme fait à l'homme en permanence ».

Une voie
salvatrice

Dans la première partie du spectacle, *l'Indulgence*, créé en octobre dernier, Thierry Bédard et Hélène Gailly empruntent à Charles-Ferdinand Ramuz et Italo Svevo des textes de guérilla intellectuelle sur la résistance de l'homme aux puissances déshumanisantes. Ce faisant, ils jouaient sur la contradiction entre les voix légitimes et les masques qui se fissurent, les corps qui se désarticulent, se désaccordent, symptômes des perturbations des consciences contemporaines.

Seuls, les textes - celui de Ramuz, surtout, méditation sur le nécessaire retour à la cité du veilleur - indiquent une voie salvatrice. Avec *la Cruauté*, dont le titre rappelle Artaud, pas d'autre

perspective que l'acceptation des tensions entre les forces du bien et du mal; pas de salut sans l'électrochoc d'une pensée rebranchée sur les émotions; pas de lucidité possible sans relater le génie de l'intelligence ou le génie des entrailles», selon une formule de Marcel Morcau.

Du livre de l'écrivain belge le *Charme* et l'épouvante est tirée la fin du spectacle, mise en scène par Sylvie Jobert. Thierry Bédard propose, auparavant, des extraits de *l'Extase maternelle*, de J.-M. G. Le Clézio. Ils utilisent l'un et l'autre le décor de Jack Dubus en place pour l'*Indulgence*, sorte de sas de sécurité ou d'antichambre entre le monde du fatier (théâtre ou cinéma) et la vie, perçue ici comme un terrain d'opérations ténébreuses. Ce décor, qui inquiète tout d'abord par des issues de secours ouvrant sur des mers, ne résiste pas longtemps au cataclysme de la *Cruauté*, pas plus que les corps ne résistent aux poisons meurtriers.

Comme dans le précédent spectacle, les spectateurs prennent un grand plaisir au jeu de subversion comique des dix comédiens, à leur travail subtil sur les contradictions du corps et de l'esprit, à l'expression symbolique des conflits. Particulièrement remarquable est la structure musicale des séquences, soulignée par le musicien Richard Duheiski et la chanteuse Valérie Philippin. C'est d'ailleurs en musique, dans une polyphonie d'opéra, qu'est servi le passage capital du texte de Le Clézio, qui désintègre les « grands mots » de la langue pour y substituer les mots de la réalité, et parler enfin de l'essentiel : les gestes quotidiens, les maladies, les besoins premiers des hommes.

B. B.

► La Carga, à Grenoble, jusqu'au 20 février. Tél. : (04) 76-25-05-45. Reprise de *l'Indulgence* et de la *Cruauté*, en alternance, du 2 mars au 3 avril, au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis.

EK ÉCOLE KINÉSILOGIQUE

IRCAM

Cycle Création

25 et 26 février 20h30
Centre Georges-Pompidou

Suzanne Giraud, Klas Torstensson
Steve Reich

Ircam
Ensemble InterContemporain
direction David Robertson

Charlotte Riedijk, Annick Massis, Sung-Eun Kim, sopranos
Ilexa Mentxaka, contralto • Paul Riveaux, basson

42 60 94 27

هكذا من الناحية

CULTURE

DANSE

Futures étoiles

Les élèves en danse contemporaine du Conservatoire de Paris présentent leurs travaux

Ils ont entre dix-huit et vingt ans, autant de filles que de garçons, les cheveux passés au henné pour certains, des anneaux aux oreilles. Agglutinés à l'entrée de la salle d'art lyrique du Conservatoire, avenue Jean-Jaures, buvaches ou timides, ils sont en fin de deuxième cycle ou en classe de perfectionnement et partagent le rêve de devenir « danseur de contemporain ». Au niveau de l'exécution, évidemment. Martine Clary, une ancienne du Groupe de recherches de l'Opéra de Paris, leur maître de ballet, dirige les répétitions, sous le regard de Quentin Rouiller, le directeur des études chorégraphiques.

Insurrection, création d'Odile Duboc pour le Bicentenaire de la Révolution française, débute le programme. Collisions : les danseurs qui doivent couper des trajectoires en reculant sont encore maladroits. La musique, répétitive, n'est pourtant pas difficile à compter. Au cours de cette soirée consacrée au répertoire français récent se succèdent : *les Tournants* de Dominique Petit, *Folia* de Christine Bastin, et *les Petites Pièces de Berlin* de Dominique Bagouet.

La plupart des apprentis-danseurs ont capté l'esprit Bagouet, son humour, ses poses faussement affectées. Ils évoluent dans les décors et les costumes – maillots de bain bleu marine – de la compagnie. En revanche, *les Tournants*, hommage très athlétique à Van Gogh, pour hommes, ne sont pas enlevés avec la désinvolture et le souffle qu'on attend de la jeunesse. Un garçon crie son dépit : il rate avec une belle constance ses entrées et ses sorties. Tous se font du souci pour leur avenir. Leur ambition est d'être engagés dans l'une des « jeunes » compagnies, chez Bouvier/Obadia, Angelin/Prefocaj, Philippe Deconfort, ou Peter Goss, un de leurs professeurs au conservatoire. Une danseuse en classe de perfectionnement espère un stage chez Maguy Marin, une autre travaille depuis décembre chez Prefocaj. Elle a été choisie pour faire partie de la distribution de *Parade* que le chorégraphe remonte dans des décors d'Aki Kaurada.

Ancien danseur chez Carolyn Carlson, Quentin Rouiller a dirigé une compagnie de danse, à Caen. Il a été nommé directeur des études chorégraphiques au Conservatoire national supérieur de musique (CNSM) après avoir été inspecteur de la création et de la diffusion au ministère de la culture. « Nos soixante danseurs classiques trouveront tous un engagement. Ceux qui ont opté pour le contemporain – il y en a autant – auront un peu plus de mal. Les études, divisées

en deux cycles, durent quatre ans. L'enseignement de la danse est dérivé à mi-temps. Nous allons ouvrir un internat dans un établissement scolaire qui se libère dans le quartier : certains enfants n'ont que treize ou quatorze ans. Le lycée Racine et le collège Octave-Gérard, qu'ils fréquentent, dans le VIII^e arrondissement, sont trop loin. »

Les techniques sont enseignées par Peter Goss, Susan Alexander (méthode Cunningham), Martin Kravitz et André Lafont. Christine Gérard dirige les ateliers de composition et d'improvisation. Odile Rouquet leur apprend la kinésiologie, et Jacqueline Challet-Haas, la notation chorégraphique. Mais les apprentis-danseurs ne s'estiment pas assez formés dans le domaine de l'interprétation. Il manque, sans aucun doute, au Conservatoire une figure de référence, qui pourrait cristalliser le désir de se surpasser. Les célébrités chargées des indispensables master class ne font que passer.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Répertoire contemporain, les 18 et 19, 20 h 30, salle d'art lyrique, CNSM, département Danse, 209, avenue Jean-Jaures, 75009. Tél. : 40-40-48-34. Entrée libre dans la mesure des places disponibles.

EN BREF

« Indochine » en course pour les Oscars. – Le film français *Indochine*, de Régis Wargnier, a été nommé dans la catégorie « meilleur film étranger », et Catherine Deneuve, actrice principale de ce long métrage, concourra pour le titre de « meilleure actrice » lors de la soixante-cinquième cérémonie des Oscars, qui aura lieu le 29 mars à Los Angeles. Retour à *Howards End*, film de l'Anglais James Ivory, et *Improbable*, de l'Américain Clint Eastwood, chacun nommé neuf fois, seront les favoris de la compétition.

► Mort du réalisateur israélien Amos Gutman. – Le réalisateur de cinéma israélien Amos Gutman, trente-neuf ans, est mort du sida mardi à Tel-Aviv. Diplômé de l'école du centre de formation cinématographique de Ramat Gan, près de Tel-Aviv, Amos Gutman était l'un des réalisateurs et metteurs en scène les plus prometteurs d'Israël. Plusieurs de ses courts

Glacial pléonasmie

JIRI KYLIAN
au Théâtre de la Ville

Jiri Kylian est un chorégraphe professionnel, solide : ses danseurs ont, pour la plupart, de beaux corps, vigoureux, nerveux, super-entraînés. Les musiciens qu'il choisit ne sont pas des moindres : ils s'appellent Webern, Mozart, Bach, Steve Reich. Pas d'embrouille inutile dans les costumes, variations sur le miniluit et le pantalon. Pas de décor. Un accessoire assez théâtral, revêtant comme un leitmotiv dans trois des cinq ballets présentés : de grandes robes à crinoline, rigides, qui roulent toutes seules, « habillent » un instant des danseuses ou sont suspendues dans les airs.

No More Play, *Petite mort*, *Sarabande*, *Fading Angels* et *Sechs Tanne* n'ont qu'un défaut, qui est grave : ils ne suscitent ni intérêt, ni émotion, ni curiosité. Même assoupli et enrichi d'apports divers, le néoclassicisme de Kylian apparaît desséché, vide, mécanique. Et sa sujétion à la musique (un pas sur chaque note ou presque) frôle parfois le ridicule. Son propos, s'il en est un, reste invisible, comme la nécessité de ces pièces qui distillent un ennui forcé.

S. de N.

► Théâtre de la Ville, jusqu'au 20 février, 20 h 30, le 21 à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77.

métrages, *En lieu sûr*, *Infecté*, avaient attiré l'attention de la critique internationale. Il avait par ailleurs réalisé trois longs métrages consacrés aux problèmes des marginaux et des homosexuels, dont *Bar 51* et *Khama, roi de Jérusalem*, d'après un roman de Yoram Kaniuk. Son dernier film, *Prodigalité merveilleuse*, avait été primé au Festival du cinéma de Jérusalem.

► Décès du danseur et chorégraphe américain Lester Wilson. – Le danseur, metteur en scène et chorégraphe américain Lester Wilson (51 ans) est décédé dimanche à Los Angeles d'une crise cardiaque. Né à La Jolla, élève de Martha Graham, il avait été découvert par Bob Fosse. Il était l'auteur de la chorégraphie de la *Fête du samedi soir*. Plus récemment, Lester Wilson avait réalisé la chorégraphie des films *Sister act* et *Mr Saturday night*.

PHILATÉLIE

La Journée du timbre

La Poste mettra en vente générale, lundi 8 mars, le timbre *Journée du timbre*, d'une valeur de 2,50 F + 0,60 F. La Poste a choisi comme motif l'affiche du film *Jour de fête*, de Jacques Tati, pour illustrer le thème de la distribution du courrier (1).



La Journée du timbre se déroule, cette année, les 6 et 7 mars, dans cent neuf villes de France. Il s'agit du plus grand rassemblement philatélique populaire annuel, qui donne l'occasion aux associations philatéliques locales d'organiser expositions, bourses, conférences, autour de la vente anticipée du timbre qui marque cet événement.

Le timbre, au format vertical 22 x 36 mm, mis en page par Charles Bridoux d'après l'affiche dessinée par René Péron, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante ainsi qu'en carnets de sept timbres (quatre à 2,50 F – trois surtaxe – et trois à 2,50 F + 0,60 F, disposés alternativement) vendus 19,30 F. C'est une première !

Ce carnet fut créé en 1986 pour financer les activités de l'Association pour le développement de la

philatélie (ADP). La Croix-Rouge, traditionnel bénéficiaire des surtaxes des timbres, s'était en effet engagée à reverser à l'ADP le total du montant des surtaxes perçues sur ce carnet. Procédure critiquable, le public croyant, à tort, concernant les surtaxes de ce carnet, aider la Croix-Rouge. La Poste a donc décidé de subventionner directement l'ADP, à hauteur de la faciale de deux timbres non surtaxés par carnet. Les surtaxes (0,60 F x 3) revenant à la Croix-Rouge en compensation de leur non-augmentation depuis 1986. Conclusion : l'ADP percevra 5 F par carnet vendu et la Croix-Rouge 1,80 F (au lieu de rien du tout par le passé).

P. J.

(1) *Tati et Jour de fête* ont, à deux reprises, fait l'objet, à Saint-Sébastien, d'oblitérations temporaires illustrées (mises en service les 9 et 10 mai 1987 et 13 et 14 juin 1992).

► La Fédération des sociétés philatéliques françaises (FSPF, 7, rue Saint-Lazare, 75009 Paris) propose toute une gamme de souvenirs philatéliques (par exemple, la collection des cent neuf enveloppes revêtues du timbre et oblitérées dans chaque ville, 1 450 F, port inclus).

► Le *Monde des philatélistes* de février, en vente en kiosques (25 F) fournit la liste complète des cent neuf villes organisatrices.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Hebert-Beure-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex ; téléphone : (1) 49-60-33-28, télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par un jugement en date du 31 août 1990, le Tribunal de Grande Instance de Marseille, dans une action opposant la société TECHNICOULEUR INC., 4030 Lakeshore Boulevard, Hollywood, California, E.U.A., à la société PEBEO, 46, boulevard de la Cartonnerie-Saint-Marcel, 13011 Marseille, a dit que la marque LA TECHNICOULEUR enregistrée par PEBEO, le 5 février 1988, sous le N° 1.449.127 pour couvrir les produits des classes 2 et 16, notamment rouleaux, vernis, laques, papier, carton, produits de l'imprimerie, photographiques, matériel pour les artistes, machines à écrire, articles de bureau et d'autres produits, contrôlait la marque TECHNICOULEUR N° 933.542 appartenant à TECHNICOULEUR INC., a prononcé la nullité de la marque LA TECHNICOULEUR, a fait défense à PEBEO de fabriquer, offrir à la vente, vendre, exporter ou importer tout produit revêtu de la dénomination LA TECHNICOULEUR, a ordonné la destruction aux frais de PEBEO des stocks d'emballages et de produits, de tous tarifs, brochures, imprimés faisant référence à la dénomination LA TECHNICOULEUR et a condamné PEBEO aux dommages-intérêts de 10 000 F, la somme de 6 000 F en application de l'article 700 NCP et aux entiers dépens.

par Michel A. Daniloff, avocat.

En filigrane



► Elvis Presley. – Elvis Presley, fêté par de nombreuses administrations postales, apparaît sur un timbre des Etats-Unis à 29 c émis le 8 janvier, sur deux feuillets de neuf timbres chacun à 1 dollar, à Nevis le 14 janvier, à Antigua et Barboude, le 26 octobre 1992, sur un timbre de Grenade à 90 c, au sein d'un feuillet émis le 19 novembre, qui compte par ailleurs sept autres valeurs consacrées à Char, Michael Jackson, Dolly Parton, Johnny Mathis, Madonna, Nat King Cole et Janis Joplin.

► Anniversaire de la République d'Estonie. – La République d'Estonie fête ses soixante-quinze ans à Paris, à la mairie du 9^e arrondissement (6, rue Drouot), le 22 février, de 9 heures à 18 heures, avec un bureau de poste temporaire et une oblitération spéciale (trens : Association France-Estonie, 54, rue du Montparnasse, 75014 Paris).

► Enveloppes précastrées publicitaires. – Un accord de partenariat entre La Poste et l'Hérault et JM Consultants pour sensibiliser le public à l'utilisation de l'enveloppe à cases, a débouché sur la distribution gratuite, entre octobre 1992 et février 1993, dans quarante-trois bureaux de poste du département, d'enveloppes précastrées (une quinzaine) avec messages publicitaires, annonces commerciales diffusées par JM Consultants. L'accord n'a pas été renouvelé. Cependant, les collectionneurs désireux de se procurer ces enveloppes peuvent s'adresser à JM Consultants (31, rue Anatole-France, 34120 Pézenas) qui, moyennant un chèque de 50 F, les leur fera parvenir.

► Télécarte Croix-Rouge. – La Croix-Rouge française diffuse un encart, tiré à trois mille exemplaires, réalisé pour la vente « premier jour » du timbre Croix-Rouge 1992, accompagné d'une télécarte (50 unités) au motif du timbre dessiné par Tormi Ungerer. Prix de vente : 150 F (plus port recommandé 35 F) à : Croix-Rouge française, Conaell départementale du Bas-Rhin, 30, rue Schweighausser, 67000 Strasbourg. Tél. : 88-81-05-23.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppont
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
responsable du directeur
de la rédaction
Yves Agnès
Jacques Anjalie
Thomas Perrenet
Philippe Herrens
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1958)
Jacques Fauvel (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUGOT-BEURE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-45-25-25
Télécopieur : 48-60-30-10

charmeur
Ironique
décontracté
Malicieux

NAGUI

DÉPART IMMÉDIAT (VENDREDI 8H30-10H)
Des succès de rire dans toute l'Europe
STUDIO 22 (SAMEDI 18H30-20H)
Le meilleur de la musique

RTL

EXPOSITIONS

Nous publions le **jeudi** (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. et jours fériés de 14 h à 18 h. L'ART EN JEU. Atelier des enfants. Jusqu'à 28 mars.
COOP HIMMELBLAU. 1^{er} sous-sol petite salle. Jusqu'à 12 avril.
DANIEL DEZUZE. La vie amoureuse des plantes. Salle d'art graphique, 4^{ème} étage. Jusqu'à 4 avril.
EXPERIENCE NIMES. Galerie du Cci. Jusqu'à 10 mars.
ANDRÉ FRÉNAUD. Poème, chant d'ombre. Galerie de la BPI. Jusqu'à 17 mars.
PHOTOGRAPHES D'AMÉRIQUE LATINE DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Galerie du forum. Jusqu'à 28 mars.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henry-de-Montmorillon (40-48-48-14). Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h. Jeu. de 10 h à 21 h 45. Dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.
1893 : WAGNER ET LA FRANCE. Exposition-dossier. Jusqu'à 30 mars.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. 8 h à 17 h 15. Nocturne un km. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15.
DESSINS FRANÇAIS DU XVII^{SIÈCLE} DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES FRANÇAISES. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'à 28 avril.
LES VOCES DE CANAL DE VÉRONÈSE. Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'à 20 mars.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 30. Mar. jusqu'à 20 h 30. Sam. et dim. jusqu'à 19 h.
ABSAÏON. Cellules. Jusqu'à 14 mars.
FIGURES DU MODERNE. L'expressionnisme en Allemagne de 1905 à 1914. Entrée : 40 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'à 14 mars.
DOMINIQUE GONZALEZ-FRSTER. Numéro bleu. Jusqu'à 14 mars.
JEAN-JACQUES RULLIER. Jusqu'à 14 mars.
XAVIER VELJIAN. Jusqu'à 14 mars.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Estherboud.
GROUPE 109. 8^e biennale. Galeries nationales (42-56-45-07). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 30 F. Du 18 février au 7 mars.
JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU. (42-56-57-11). T.J. et mar. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'à 30 avril.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-68). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Sam. et dim. de 10 h à 19 h. Mar. jusqu'à 21 h 30.
MARTIN BARRIS. Les employés exotiques. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 35 F. Jusqu'à 11 avril.
DAVID RABINOWITZ. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 35 F. Jusqu'à 11 avril.

MUSÉES

APOLLINAIRE. CRITIQUE D'ART. Pavillon des Arts. 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'à 9 mai.
AU PARADIS DES DAMES. Nouveaux, modes et confessions 1810-1870. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Serbe (47-20-86-23). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'à 29 avril.
SEYROUTH CENTRE-VILLE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 18 h.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 19 FÉVRIER

« Autour nord ». 10 heures, devant l'hôtel de la Vierge, 43-47, rue d'Autout (A. Hervé).
« Les paysages couverts du Sancerre ou sur ruelles la mode féminine. Excursion et dépassement assurés » (dépassement parcouru). 10 h 30, 3, rue de Valenciennes (Paris 10).
« Mystères des Templiers et rois maudits ». 10 h 30 et 14 h 30, métro Temple (Art et histoire).
« Le quartier chinois de Paris et ses lieux de culte ». 11 heures, métro Pont-de-Neuf (M. C. Lasserre).
« La sainte chapelle de Saint-Louis : découverte de l'architecture gothique et de l'art du vitrail ». 13 h 15, face au 4, boulevard du Palais (visite pour les jeunes, Monuments historiques).
« Versailles. Les salons Napoléon III de la profecture et M. Thiers » (annulation possible, téléphoner le matin au 39-80-36-22). 14 heures, grilles de la profecture, avenue de Paris (Office de tourisme de Versailles).
« La mairie du huitième arrondissement, dans l'hôtel Cal, et l'église Saint-Augustin ». 14 h 30, 58, boulevard Malesherbes (Monuments historiques).
« Exposition : Trésors de la Cité interdite, à Chignole ». 14 h 30, métro Maisons-Alfort-Ecole-Vélodrome, à l'arrêt de l'autobus 103 (P.-Y. Jasiot).
« De Saint-Médard au quartier Mouton ». 14 h 30, façade de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).
« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges ». 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Restauration du passé).

17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'à 12 avril.
BLOUX DES RÉGIONS DE FRANCE. Musée du Luxembourg, 18, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'à 7 mars.
DANIEL BOUDINET. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'à 18 avril.
LES CABARETS DE MONTMARTRE 1925-1940. Musée de Montmartre, 12, rue Croix (46-06-51-11). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'à 28 mars.
PETER CATTRELL. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 3, rue de la Harpe (47-03-51-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'à 21 février.
CHAGALL ET SES TOILES. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 30 à 14 h 30. T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Sam. de 14 h à 18 h. Ateliers mar. et dim. de 14 h 30 à 18 h. (T.J. pendant les vacances scolaires). Réservation au 40.57.97.96. Entrée : 13 F. Jusqu'à 10 septembre.
MARTIN CHAMBI. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'à 12 avril.

CHINE CONNUE ET INCONNUE. Dix années d'acquisitions. Musée Camusot, 7, av. Voltaire (45-53-50-75). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 40. Jusqu'à 28 février.
HENRI CHOPIN & PAUL ZUMTHOR. Les riches heures de l'alphabet. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 3, rue de la Harpe (47-03-51-10). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'à 27 février.
CORPS CRUCIFIÉS. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 30 à 12 h (group. scol. et adult. sur réservation) et de 12 h à 18 h (indiv. et group. adult.). Dim. de 9 h 30 à 18 h. Entrée : 32 F. 20 F. dim. Jusqu'à 14 mars.

DANCOUS TRACES. Bibliothèque du Palais Garnier, opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Du 18 février au 20 juin.
DESIGN : VIGNELLI. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'à 21 février.
DON MCCULLIN. Rétrospective. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'à 12 avril.
EXPOSITION D'OR ET DE SANG DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ARIEGE. Archives nationales, hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois (40-27-00-96). T.J. et mar. de 13 h à 17 h 45. Entrée : 12 F. (dim. 8 F). Jusqu'à 7 mars.
HENRI GERVEY. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'à 2 mai.

KALINA. Des Américains de Guyane à Paris en 1952. Musée des Arts et Traditions populaires, 5, av. du Maréchal-Gauche (44-17-60-00). T.J. et mar. de 8 h à 17 h 45. Entrée : 12 F. (dim. 8 F). Jusqu'à 7 mars.
PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS. Pavillon de l'Arsenal, 135, rue de la Chapelle, 21, boulevard Mortier (42-78-33-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'à 18 décembre.
PEINTURES RACONTÉES, IMAGES EN PAROLES. Musée d'Art naïf Max Fourny, 101, rue Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-56-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'à 30 octobre.
QUI A EU CETTE IDÉE FOLLE... PARIS A L'ÉCOLE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Mortier (42-78-33-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'à 9 mai.

RAO-POLYNÉSIES. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Sam. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'à 29 mars.
ROOIN SCULPTEUR. Œuvres méconnues. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.

CENTRES CULTURELS

AFFICHES DU CINÉMA EXPRESSIONNISTE. Centre Institut, centre culturel allemand, 17, av. d'Iéna (44-43-92-30). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Jusqu'à 26 février.

ARCHIVES DE LA SCALA DE MILAN. Institut culturel italien à Paris, hôtel du Gallier, 50, rue de Varenne (44-39-49-39). T.J. et mar. et dim. de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'à 28 février.
ART ISLAMIQUE ET MÉCÉNAT. Trésors du Koweït, collection d'Al-Sabah, musée national du Koweït, Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'à 16 mars.
AMADOU BA. SOULEVEMENT KATA. SERIGNE MBAYE CAMARA. OUSMANE SOX. La Monnaie de l'art, rue de la Paroisse (42-46-43-44). T.J. et mar. de 9 h à 19 h 30. Dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'à 24 mars.

THÉRIER BEGHIN. YVES GRENET. ROMAIN PELLAS. Hôpital Ephemère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'à 28 février.
LE BON TON DES ANNÉES FOLLES. Autour des dessins de Catherine Mariott, Marie du Vie, salon du Vieux-Colombier, 78, rue Bonaparte (43-29-12-78). T.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'à 28 février.

JEAN-FRANÇOIS BRIANT. CHRISTIAN HENRY. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, 3, rue Lobau, porche côté Seine (42-76-40-68). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'à 16 mars.
PASCAL BAZILE. Les années folles. Galerie de l'Étoile, 22, rue d'Ulm (40-67-72-68). Jusqu'à 15 mars.
CHRISTIAN BONNET. HORACIO GARCIA ROSSI. JOE NEILL. Galerie Laïla Morichou, 17, rue des Archives (42-78-09-36). Jusqu'à 27 février.
CHRISTIAN BOULLE. EMILIO TADINI. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Land (42-77-37-92). Jusqu'à 27 février.

CHRISTOPHE BOUTIN. Loop the Loop. Musée de la Ville de Paris, 33, rue Guénégaud (43-29-11-71). Jusqu'à 27 février.
JEAN-FRANÇOIS BRIANT. Galerie Di Meco, 9, rue des Beaux-Arts (42-54-54-54). Jusqu'à 8 mars.
PASCAL BAZILE. Les années folles. Galerie de l'Étoile, 22, rue d'Ulm (40-67-72-68). Jusqu'à 15 mars.
PATRICIO CABRERA. GERARDO DELGADO. JUAN USLE. Galerie Faidhe-Cadet, 77, rue des Archives (42-78-09-36). Jusqu'à 27 février.
JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER. Indits d'un roman peu connu. Galerie Agathe Galland, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-74). Jusqu'à 27 février.

HENRI CHOPIN. JOHNNY GIORNO. Galerie J. et J. Dongry, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'à 20 février.
LE COMBAT DANS L'ILE DE JACQUES HERIPRET. Galerie Mosthi, 19, rue de la Harpe (42-36-51-18). Jusqu'à 27 février.
CONTRE-ALLÉE. Carte blanche à Philippe Carteron. Galerie Gérard Pitzer, 78, avenue des Champs-Élysées (43-59-80-07). Jusqu'à 27 février.

CHRISTIAN CROZAT. MARIE-JÉSUS DU THIBAUT DE REIMS. JUDITH WOLFE. Galerie Veronique Smeghe, 24, rue Charlot (42-72-83-40). Jusqu'à 8 mars.
CHRISTOPHE CUZIN. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-38-94). Jusqu'à 25 mars.
MONIQUE DEHAIS. PATRICIA FRANCA. ELIDA TESSIER. Galerie la Ferrière, 40, rue de la Folie-Méricourt (40-06-50-84). Jusqu'à 8 mars.

DIX ANS DE GALERIE ET DE BONHEURS. Galerie Caroline Corne, 14, rue Guénégaud (42-64-67-67). Du 18 février au 27 mars.
WILLIE DOHERTY. Galerie Jennifer Play, 7, rue Debellyme (48-67-40-02). Jusqu'à 6 mars.
DANIELA. Galerie de France, 50-52, rue de la Vierge (42-74-38-00). Jusqu'à 8 mars.

PAUL FACCHETTI. La Maison des Amis des livres, 7, rue de l'Odéon (43-53-07-21). Jusqu'à 28 février.
SYLVIE FAJFROVSKA. Espace d'art contemporain, 55-57, rue du Montparnasse (43-22-72-77). Jusqu'à 28 février.
PHILIPPE FRANCHINI. Galerie Bellini, 28 bis, bd Sébastien (42-78-01-81). Jusqu'à 27 février.
CALUM FRASER. Voyages. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charronne (47-00-88-18). Jusqu'à 20 mars.
JACQUES GERMAIN. Peintures et dessins de 1950 à 1990. Galerie Barbier-Beltz, 7 et 8, rue Peccary (40-27-84-14). Jusqu'à 20 février.

ALBERTO GIACOMETTI. Dessins. Galerie Laloue, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'à 20 février.
ROSELINE GRANET. Galerie Dantes Speyer, 6, rue Jacques-Collot (43-54-78-41). Jusqu'à 6 mars.
GHORIS IMAGES. KRIN DE KONING.

T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'à 7 mars.
MUSICAL BOX. Photographies de Pierre Terasson. Fnac Forum des Halles, niveau -3, porte Lascot (40-41-40-00). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h 30. Jusqu'à 9 mars.
JACQUES NOL. Décors et costumes de théâtre. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, nouvelle salle, 22, rue Mahler (42-74-44-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 11 mars.
NOUVEAUX ITINÉRAIRES. Les Alpes vues par les photographes. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'à 21 février.

PAEK HEE-YOUNG. YI MI-YEUN. Centre culturel coréen, 2, avenue d'Iéna (47-20-84-19). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'à 28 février.
ZHANG PING. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt (42-58-60-70). T.J. et mar. de 12 h à 18 h et jusqu'à 22 h les soirs de représentation. Jusqu'à 7 mars.
TANGERS : REGARDS CHOISIS. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'à 16 mars.
HÉLÈNE AGOFRY. Galerie Baudouin Labon, 38, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-09-01). Jusqu'à 6 mars.

GALERIES

PEP AGUT. Terrain à vendre. Galerie des Archives, 4, Impasse Beaubourg (42-78-05-77). Jusqu'à 27 février.
PASCAL BAZILE. Galerie Saint-Jacques, 54, rue de Varnaud (42-61-13-07). Jusqu'à 27 février.
GLEN BAXTER. Galerie Samia Souma, 16, rue des Couronnes-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'à 8 mars.
PASCAL BAZILE. Les années folles. Galerie de l'Étoile, 22, rue d'Ulm (40-67-72-68). Jusqu'à 15 mars.
CHRISTIAN BONNET. HORACIO GARCIA ROSSI. JOE NEILL. Galerie Laïla Morichou, 17, rue des Archives (42-78-09-36). Jusqu'à 27 février.
CHRISTIAN BOULLE. EMILIO TADINI. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Land (42-77-37-92). Jusqu'à 27 février.
CHRISTOPHE BOUTIN. Loop the Loop. Musée de la Ville de Paris, 33, rue Guénégaud (43-29-11-71). Jusqu'à 27 février.

JEAN-FRANÇOIS BRIANT. Galerie Di Meco, 9, rue des Beaux-Arts (42-54-54-54). Jusqu'à 8 mars.
PASCAL BAZILE. Les années folles. Galerie de l'Étoile, 22, rue d'Ulm (40-67-72-68). Jusqu'à 15 mars.
PATRICIO CABRERA. GERARDO DELGADO. JUAN USLE. Galerie Faidhe-Cadet, 77, rue des Archives (42-78-09-36). Jusqu'à 27 février.
JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER. Indits d'un roman peu connu. Galerie Agathe Galland, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-74). Jusqu'à 27 février.

HENRI CHOPIN. JOHNNY GIORNO. Galerie J. et J. Dongry, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'à 20 février.
LE COMBAT DANS L'ILE DE JACQUES HERIPRET. Galerie Mosthi, 19, rue de la Harpe (42-36-51-18). Jusqu'à 27 février.
CONTRE-ALLÉE. Carte blanche à Philippe Carteron. Galerie Gérard Pitzer, 78, avenue des Champs-Élysées (43-59-80-07). Jusqu'à 27 février.

CHRISTIAN CROZAT. MARIE-JÉSUS DU THIBAUT DE REIMS. JUDITH WOLFE. Galerie Veronique Smeghe, 24, rue Charlot (42-72-83-40). Jusqu'à 8 mars.

CHRISTOPHE CUZIN. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-38-94). Jusqu'à 25 mars.

MONIQUE DEHAIS. PATRICIA FRANCA. ELIDA TESSIER. Galerie la Ferrière, 40, rue de la Folie-Méricourt (40-06-50-84). Jusqu'à 8 mars.

CAROLINE HAWKINS. ALEXANDRA VASSILIKIAN. Galerie Lise et Henri de Menthon, 4, rue du Perche (42-72-82-08). Jusqu'à 6 mars.
GOTTFRIED HONIGGER. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9 et 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'à 27 février.
AXEL HUTTE. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'à 27 février.
HYUN SOO CHOI. Par-delà le noir. Galerie Philippe Gravier, 7, rue Froissart (42-71-55-01). Jusqu'à 3 mars.

MARK INNERST. RICHARD PETTIBONE. Galerie Montmarte, 31, rue Mazette (43-54-85-30). Jusqu'à 27 février.
EUGÈNE IONESCO. Œuvres sur papier. Galerie La Hune Brenner, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Du 18 février au 20 mars.
JAUNE ET BLEU. Les peintures aux couleurs de l'Europe. Galerie François Patuel, 81, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'à 12 mars.
CHRISTINE JEAN. Galerie Arca, 10, rue de Picardie (42-72-88-88). Jusqu'à 27 février.

GALERIES

YVES JOLIVET. Galerie du Haut-Pavé, 3, rue de Montbello (43-54-56-79). Jusqu'à 27 février.
WANG KEFENG. Des oiseaux et des hommes. Galerie Zähring, 56, rue Chapon (42-72-82-20). Jusqu'à 27 février.
JANNIS KOUNELIS. Fumo di pietra. Galerie Laloue, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'à 28 février.
PIERRE LAUCHOÛRIÈRE. Galerie Laïla Morichou, 17, rue des Archives (42-78-09-36). Jusqu'à 27 février.
CLAUDE LEPOITTEVIN. Galerie Alesandro Vivino, 12, rue Souchet (42-38-63-12). Jusqu'à 27 février.

LA LUSEUSE. FREDÉRIC BRANDON ET SOPHIE CHAUVÉAU. Le Cabinet d'armateur, 11, rue de Mironville (42-85-43-62). Jusqu'à 28 février.
STEPHAN LUPINO. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'à 20 mars.
ERIC MARLET. Galerie Sylviane Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'à 27 février.

LA MAISON HUBIN. Gaetano Pesce. Galerie Catherine et Stéphane de Beyrie, 10, rue Charlot (42-74-47-27). Jusqu'à 30 avril.

MATTHEUS DU TONTO. Téliénagme. Kammer, Kocil, Benabour, Galerie Claude Lemaire, 16, rue Littré (45-49-26-88). Jusqu'à 27 février.

LA MANUFACTURE DNSTP. Daniel Nadan, Nancy Salmont, Pierre Tassin, Galerie Claude Lemaire, 16, rue Littré (42-77-16-77). Jusqu'à 27 février.

ODIER MARCEL. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'à 27 février.

BAITTI. Galerie Jay Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'à 27 février.
JÉRÔME MESNAGER. Lascaux. Galerie Etienne Sassi, 14, av. Matignon (42-55-59-29). Jusqu'à 27 février.
GALÉRIE EN ÉCLATS. L'ÉCLIVRE EN EFFRACTION. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'à 23 février.

FRANÇOIS MORELLET. Relâches & free-vol. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de la Harpe (42-36-51-18). Jusqu'à 8 mars.
ISMAEL MUNDARAY. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-67-60-65). Jusqu'à 4 avril.

CINÉMA

PATRICIA NOBLET. L'eau, la terre, l'air. Galerie Quyen, 28, rue Guénégaud (43-39-79-74). Jusqu'à 8 mars.

LA BÊTE LUMINEUSE. Film canadien de Pierre Perrault : Utopia, 5 (43-54-54-54). Jusqu'à 8 mars.

LA BRUNE. Film français de Laurent Carrière : Relief Logos 1, 5 (43-54-42-34).

CHAPLIN. Film américain-britannique de Richard Attenborough, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-67, 38-85-70-83) ; Impérial, 2 (47-42-72-82) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-89) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-63-12) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87, 38-85-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-88, 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85, 36-65-70-45) ; Gaumont Alsia, 14 (36-85-75-14) ; Miramar, 14 (36-85-70-39) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (36-68-20-22).

HORS SÉRIEN. Film suisse-français-allemand de Daniel Schmid : Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-80) ; Elysées Lincoln, 9 (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-80-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

INNOCENT BLOOD. Film américain de John Landis, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (43-25-53-53) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-

57-80-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 18 (45-75-79-78) ; v.f. : Français, 9 (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins bis (ex-Faureville bis), 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alsia, 14 (36-85-75-14) ; Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Wexler 18 (36-68-20-22).

LIOROV. Film russe de Valéri Todorovski, v.o. : Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Gaumont Hautefeuille, 8 (45-63-78-39) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Biarritz, 15 (36-65-70-38).

LES FILMS NOUVEAUX

LES PARADIS PERDUS. Film français de Pierre Rivet : L'Enfer, 14 (45-43-41-83).

LES PILLEURS. Film américain de Walter Hill, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-36) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18, 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-63-12, 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; Forum Opéra, 9 (47-42-58-31, 38-85-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-88, 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85, 36-65-70-45) ; Mistral, 14 (36-65-70-41) ; Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22).

TA DONA. Film franco-malien d'Adama Brabo, v.o. : Utopia, 5 (43-28-84-88).

UN JOUR OÙ LA MORT DE SARAJEVO. Film français de Thierry Ravet, Alain Ferrati et Bernard Hély : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08).

Comment calcul

محاضرات الأهل

DOSSIER

Comment calculer vos impôts sur les revenus de 1992



Quel montant d'impôt paierons-nous cette année sur les revenus de 1992 ? La loi de finances pour 1993 publiée au Journal officiel daté du 30 décembre 1992 permet théoriquement à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu. Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le calcul de l'impôt nécessite la décomposition du revenu en tranches, il n'intègre pas des modifications importantes de la législation comme le plafonnement des effets du quotient familial.

Le tableau que nous présentons ci-dessous permet, lui, un calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafonnement du quotient familial pour les contribuables domiciliés en métropole. En revanche, les effets de la minoration, comprise selon le cas entre 11 % et 3 %, ne sont pas intégrés dans le calcul, ni évidemment les réductions au titre des dépenses faites pour les intérêts des emprunts

liés en métropole. De même, la décade dont peuvent bénéficier tous les contribuables aux revenus modestes doit être calculée distinctement. Les chiffres de revenus indiqués qui permettent le calcul de l'impôt sont des revenus imposables, c'est-à-dire après déduction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les déductions spéciales pour certaines professions) et après arrondissement à la dizaine de francs inférieure. Si vous avez plus de huit parts ou si vous êtes domicilié(e) dans les DOM, une autre formule vous permet de calculer votre impôt. Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quotient familial (nous vous donnons les moyens d'en tenir compte dans un deuxième temps).

BARÈME POUR CALCULER VOTRE IMPÔT : recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation le montant de votre revenu imposable et appliquez alors les opérations indiquées dans la colonne gauche.

Vous avez	1 part	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts	
I. • VOUS ÊTES MARIÉ(E)																
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 5 % et déduisez	40 160	50 200	60 240	70 280	80 320	90 360	100 400	110 440	120 480	130 520	140 560	150 600	160 640	170 680	180 720	Exemple : • Vous êtes marié(e), 3 parts, revenu imposable de 320 000 F : votre impôt est égal à : (320 000 F x 38,4 %) - 52 800 F = 69 900 F (tableau I).
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 9,6 % et déduisez	3 653	4 578	5 503	6 428	7 353	8 278	9 203	10 128	11 053	11 978	12 903	13 828	14 753	15 678	16 603	• Vous êtes célibataire sans enfant 1 part, revenu imposable de 320 000 F : votre impôt est égal à : (320 000 F x 43,2 %) - 24 372 F = 40 368 F (tableau II).
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 14,4 % et déduisez	4 970	6 204	7 438	8 672	9 906	11 140	12 374	13 608	14 842	16 076	17 310	18 544	19 778	21 012	22 246	• Vous êtes divorcé(e) avec 2 enfants à charge, 2,5 parts, revenu imposable de 335 000 F : votre impôt est égal à : (335 000 F x 24 %) - 17 884 F = 54 516 F (tableau II).
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 19,2 % et déduisez	5 666	7 042	8 418	9 794	11 170	12 546	13 922	15 298	16 674	18 050	19 426	20 802	22 178	23 554	24 930	• Vous êtes veuf(ve), 3 parts, revenu imposable de 270 000 F : votre impôt est égal à : (270 000 F x 38,4 %) - 52 800 F = 50 700 F (tableau III).
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 24 % et déduisez	6 609	8 185	9 761	11 337	12 913	14 489	16 065	17 641	19 217	20 793	22 369	23 945	25 521	27 097	28 673	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 28,8 % et déduisez	7 104	8 866	10 628	12 390	14 152	15 914	17 676	19 438	21 200	22 962	24 724	26 486	28 248	30 010	31 772	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 33,6 % et déduisez	7 459	9 321	11 183	13 045	14 907	16 769	18 631	20 493	22 355	24 217	26 079	27 941	29 803	31 665	33 527	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 38,4 % et déduisez	7 660	9 622	11 584	13 546	15 508	17 470	19 432	21 394	23 356	25 318	27 280	29 242	31 204	33 166	35 128	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 43,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 48 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 52,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 57,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 62,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 67,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 72 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 76,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 81,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 86,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 91,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 96 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 100,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 105,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 110,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 115,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 120 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 124,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 129,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 134,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 139,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 144 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 148,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 153,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 158,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 163,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 168 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 172,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 177,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 182,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 187,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 192 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 196,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 201,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 206,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 211,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 216 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 220,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 225,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 230,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 235,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 240 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 244,8 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 249,6 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 254,4 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 259,2 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 443	32 505	34 567	36 629	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multipliez R par 264 % et déduisez	7 761	9 823	11 885	13 947	16 009	18 071	20 133	22 195	24 257	26 319	28 381	30 4				

ÉCONOMIE

Fermetures, licenciements, limitation des importations

L'Europe
malade
de l'acier

Un peu plus de dix ans après les fameux plans Davignon, du nom du commissaire européen chargé, à l'époque, du marché intérieur et des affaires industrielles, la Communauté européenne s'offre, à nouveau, un plan acier.

Dix années durant lesquelles les effectifs totaux de la sidérurgie ont été réduits de moitié en Europe et pratiquement des deux tiers en France et en Grande-Bretagne. Dix années durant lesquelles les fermetures de sites et les licenciements ont été réduits de moitié en Europe et pratiquement des deux tiers en France et en Grande-Bretagne.

En apparence, la situation n'a guère évolué. Alors que la demande adressée à la sidérurgie s'affaiblit pour cause de croissance économique languissante, les capacités deviennent criantes, obligeant les producteurs d'acier européens à s'engager dans des programmes de rationalisation concertés. Par ailleurs, comme en 1974 (date du premier plan Davignon), en 1977 (date du deuxième) ou en 1980 (la troisième), la menace d'une fermeture du marché américain, la montée en puissance d'importations de pays tiers (le Brésil et la Corée du Sud autrefois, aujourd'hui surtout les Tchèques, les Polonais, les Hongrois) semblent devoir accentuer encore le marasme. En Europe, constatait M. Fernand Braun, le haut fonctionnaire européen chargé par la Commission d'étudier le secteur, les prix de l'acier sont désormais inférieurs de 30 % à leur niveau de 1990. Une catastrophe pour une industrie dont les coûts fixes sont par essence très élevés et l'outil de production difficilement flexible.

Deux problèmes sont donc à régler. L'un interne, celui de la répartition des sacrifices entre producteurs communautaires. L'autre externe : souvent accusé par les industriels de passivité, la Commission a semble-t-il décidé d'agir, avec rapidité, sur le dossier acier. Sur le plan interne, du moins, les choses sont claires. La démarche retenue est originale.

A la différence des précédents plans, la concertation est menée très en amont avec les principaux sidérurgistes. Le but est évidemment d'obtenir que les sacrifices soient réellement pratiqués. C'est la raison pour laquelle, explique-t-on à Bruxelles, les mesures de fixation de prix minima (vidées de leur substance à la fin des années 70 par une pratique généralisée de rabais) n'ont pas été retenues. Et c'est également pourquoi la Communauté n'a pas davantage souhaité recourir aux pleins pouvoirs que lui confère l'article 58 de la CEEA sur l'état de crise manifeste. Bref, plutôt que des mesures autoritaires, Bruxelles semble devoir opter pour un « vrai-faux dirigisme », qui présente un autre avantage de ne pas lui faire porter la responsabilité de mesures forcément impopulaires. Reste que ces sacrifices ne seront tolérés que si la Communauté sait également se montrer ferme à l'extérieur, face aux États-Unis notamment.

CAROLINE MONNOT

Le plan de restructuration
de la sidérurgie communautaire sera bouclé en mai

Les ministres de l'industrie des Douze, qui se réunissent le 25 février à Bruxelles, sont invités à adopter une résolution évaluant le programme triennal (1993-1995) de restructuration de la sidérurgie communautaire que la Commission européenne met au point en concertation avec les industriels. Ce plan, qui prévoit des coupes drastiques, risque de donner lieu à quelques arbitrages délicats.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Selon MM. Martin Bangemann et Karel Van Miert, les commissaires chargés respectivement des affaires industrielles et de la concurrence, le programme pourrait être « bouclé » pour la réunion de mai des ministres de l'industrie. « Personne ne pousse de l'argent, toutes les entreprises sont dans le rouge. La pression est donc très forte pour parvenir à un arrangement », a commenté M. Bangemann.

S'agissant des fermetures de capacités, la Commission a repris à son compte les conclusions du rapport Braun (le Monde du 11 février). Celui-ci avait évalué les capacités en acier brut à 30 millions de tonnes et celles en produits laminés à chaud à 19 millions de tonnes. Sondés par M. Fernand Braun, les industriels se sont montrés disposés à procéder à des fermetures portant sur 8,5 millions de tonnes pour l'acier brut et 6,6 millions de tonnes pour les lami-

Dix mille sidérurgistes
manifestent en Allemagne

FRANCFORT

de notre correspondant

Plus de 10 000 sidérurgistes ont manifesté, mercredi 17 février, dans les rues de Dortmund pour protester contre la fermeture d'un site du maître de forges Hoesch qui conduira à 2 500 suppressions d'emplois. Cette manifestation est la première d'une longue série annoncée par le syndicat IG Metall, qui culmine, le 26 mars, avec une marche sur Bonn.

Entre 25 000 et 30 000 emplois sont menacés dans la sidérurgie sur les 155 000 existant à l'Ouest, et 10 000 postes devraient être supprimés à l'Est. Les réductions de capacités provoquent des déclinements. Les sidérurgistes de l'Ouest auraient préféré que soit fermé EKO, à l'Est. Cette entreprise sera sauvée. Les autorités y investiront 650 millions de marks (2,2 milliards de francs environ). A l'Ouest, la crise accablée les rapprochements. Thyssen, Krupp-Hoesch et Saarstahl ont annoncé qu'ils allaient engager des discussions pour coordonner les réductions de leurs usines et leurs productions d'acier longs.

E. L. B.

Selon le gouvernement

Le déficit budgétaire
de 1992 sera d'environ
230 milliards de francs

Le déficit du budget de l'Etat en 1992 (le Monde du 17 février) a atteint 209 milliards de francs en gestion, c'est-à-dire entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année dernière, a indiqué mercredi 17 février le ministre du budget. Le déficit en exécution qui, lui, tient compte de la période complémentaire allant du 1^{er} janvier au 31 mars 1993, sera connu plus tard. Mais selon les indications du ministre du budget, il devrait se situer aux environs de 230 milliards de francs, représentant 3,2 % du PIB.

CAROLINE MONNOT

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, rue Frédéric-Sauton 5^e F. dim.
ParkALSACE A PARIS 43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.J.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déj. Diners. Soupers. FLAMMEKÛCHE. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Grillades. Salons pour 16, 20, 30, 60 cts. Pour groupes, nous consulter.

nés à chaud. Ils envisagent de surcroît des fermetures supplémentaires (qualifiées de « potentielles » dans le rapport) portant sur 17,3 millions de tonnes pour l'acier et 11,3 millions de tonnes pour les laminés à chaud.

La Commission considère non seulement que ces fermetures dites « potentielles » devront être confirmées, mais qu'il faudra faire davantage et réduire la capacité de production de certains produits plats d'environ 4 millions de tonnes supplémentaires.

Négociations
délicates

M. Braun va reprendre sa mission auprès des industriels afin de dresser la liste des sites à fermer. Du côté français, on estime ne pas devoir aller au-delà de ce qu'Usinor-Sacilor a annoncé dans son plan triennal d'ajustement. Même chose chez British Steel, qui a réstructuré en profondeur. A Bruxelles, on s'attend à des négociations délicates avec les pouvoirs publics italiens et espagnols. Des problèmes risquent aussi de se poser en Allemagne, à propos des installations des Länder de l'Est, mais aussi de Kärnten, un groupe en règlement judiciaire, qui bénéficie d'abandons de créances, et dont l'avenir, aux yeux de Bruxelles, devrait comporter d'importantes réductions de capacité.

Cet effort général de rationalisation devrait entraîner la perte d'environ 50 000 emplois. La Commission se dit prête à prendre partiellement en charge le coût social de l'opération : 240 millions d'euros, s'ajoutant aux 210 millions d'euros

En raison de l'augmentation des provisions

Les résultats de la Caisse des dépôts
ont baissé de 40 % l'an dernier

En 1992, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) aura dégagé un résultat net de 2,1 milliards de francs, en baisse de 40 % par rapport à 1991, d'après les premières évaluations rendues publiques mercredi 17 février par M. Philippe Lagayette, son directeur général. Le successeur de M. Robert Lion s'est inquiété, à son tour, de « la situation préoccupante » sur le livret A, la décollecte ayant atteint 52,7 milliards de francs l'an dernier. Il a confirmé, en outre, l'effort par la Caisse de 1,5 milliard de francs de fonds propres à Air France (le Monde du 18 février).

L'année 1992 est celle des provisions pour les banques, et la Caisse des dépôts, qui n'en est pas une, mais pourrait l'être, n'échappe pas à la règle. L'an passé donc, bien que les résultats de ses activités bancaires et financières se soient inscrits en hausse, ce qui a permis au bénéfice brut avant provisions d'augmenter de 18 % à 6,4 milliards de francs, l'imputation de 3 milliards de provisions a ramené à 3,3 milliards le résultat brut avant impôts et à 2,1 milliards le bénéfice net, en recul de 40 %.

Le nouveau recul
du livret A

Parmi ces provisions figurent 520 millions pour la dépréciation des portefeuilles de valeurs mobilières et 800 millions pour les réseaux câblés. La crise de l'immobilier n'a pas totalement épargné la CDC, bien qu'elle ne fasse pas de crédits aux promoteurs et marchands de biens : elle a dû provisionner 750 millions sur sa filiale immobilière, le SCIC, et 400 millions sur ses actifs de promotion.

En ce qui concerne le logement social, la Caisse des dépôts n'a pu tirer que 6,6 milliards de francs net des ressources procurées par le livret

(près de 1,6 milliard de francs) normalement prévus à cet effet par le traité CEEA, soit 450 millions d'euros par an financés par le budget communautaire. Les États membres contribuent déjà, aux dépenses qu'entraînent les réductions d'emploi. Ces concours publics ne suffiront pas, « il faut que le secteur lui-même soit en mesure de financer l'opération. Aujourd'hui c'est impossible. Pour y parvenir, il est absolument nécessaire de redresser les prix », a commenté M. Van Miert.

Comment y parvenir ? La Commission a écarté l'idée d'imposer des prix minima. « Lors de la précédente crise, au début des années 80, ça n'a pas marché », a constaté M. Van Miert. Elle se contentera donc d'un encadrement léger, en publiant des « orientations » sur les quantités qui, selon elle, devraient être produites et livrées. Bruxelles devrait tolérer les arrangements conclus entre industriels, qu'il s'agisse de tenir les prix ou de mettre en place des mécanismes de préallocation financière.

Les producteurs communautaires, notamment français, se plaignent des importations massives à prix très bas, en provenance des pays de l'Est, désignées comme une des principales raisons du désordre actuel. La Commission entend négocier avec ces sidérurgistes la mise en place de contingents tarifaires et stabiliser le niveau de leurs livraisons. Pour M. Bangemann, il convient surtout d'obtenir des producteurs tchèques, slovaques et polonais des engagements en matière de prix.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Le programme
Haro sur le déficit

NEW-YORK

de notre correspondant

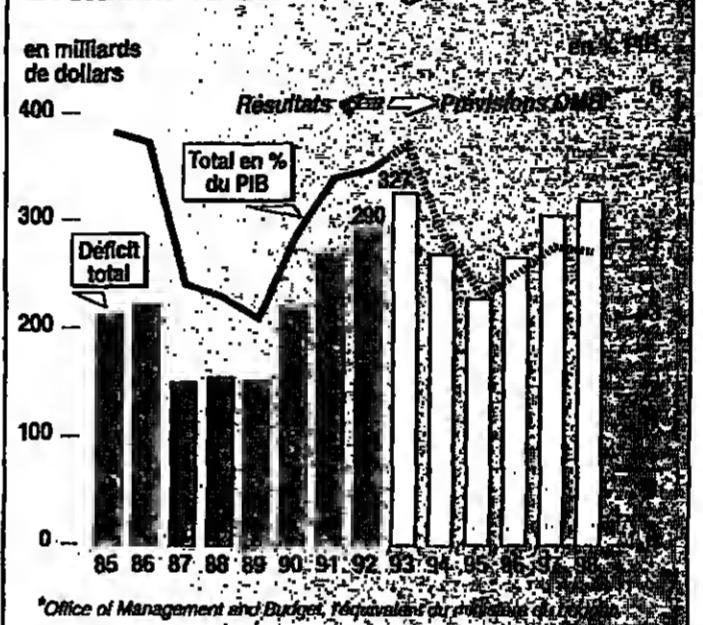
Si le plan de redressement économique de M. Bill Clinton franchit avec succès son examen de passage au Congrès, ce qui, eu vu des premières réactions des parlementaires républicains, mais également des démocrates, n'est pas du tout assuré, le président américain devrait s'empresse d'adresser aussitôt un message de remerciements à... M. Ross Perot, l'un de ses deux rivaux dans la course à la Maison Blanche. Tout au long de la campagne, graphiques multicolores à l'appui (une technique reprise par M. Clinton lors de sa première allocution télévisée), le milliardaire texan s'est efforcé d'expliquer aux Américains pourquoi il fallait absolument réduire le déficit budgétaire de l'Etat et se préparer à de durs sacrifices. Sans cet exercice de vulgarisation, le président n'aurait aujourd'hui aucune chance de convaincre l'opinion publique du bien-fondé de la politique d'équité fiscale et de mini-récession de l'économie qu'il a exposée à la nation le

PIB à ce moment-là), sous réserve du contrôle des dépenses de santé, ce déficit qui ronge les besoins naturels d'investissements productifs et qui paralyse toute initiative en faveur d'une véritable relance de l'économie. Dans son discours d'investiture, M. Clinton avait évoqué les « sacrifices » que chacun devrait consentir. A présent, il faut les chiffres et le répartition.

M. Leon Panetta (ex-président démocrate de la commission du budget de la Chambre des représentants, actuel directeur du budget de M. Clinton) a longuement catégorisé : les économies proviendront à hauteur de 60 % de la réduction des dépenses gouvernementales et pour 40 % de recettes fiscales nouvelles. Aujourd'hui, cet objectif a été repoussé à 1997.

D'ici là, l'exercice fiscal 1994 devrait se dérouler avec un rapport totalement inversé et la part 50/50 entre réduction des dépenses et recettes fiscales ne pourrait pas être atteinte avant 1995. Pour une raison simple : la structure du budget est telle qu'il est pratiquement

Évolution du déficit budgétaire américain



17 février. Après, d'ailleurs, s'en être entretenu avec M. Perot peu avant son allocution télévisée.

Une fois encore, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En dépit de la loi sur le contrôle budgétaire de 1974, des contraintes insistantes dans le cadre de la loi Gramm-Rudman-Rudman de 1985 et des nouveaux engagements de diminution du déficit résultant de l'accord passé en 1990 entre l'administration et le Congrès en 1990, le budget a continué à s'aggraver dans un « trou » abyssal dont le chiffre devient hautement hypothétique. Pénillement fixé à 327 milliards pour 1993, il pourrait grimper jusqu'à 635 milliards en 2003 si rien n'est entrepris pour le freiner d'ici là.

Une redoutable
lobby

Dans le même temps, les prévisions, pourtant officielles, sont en passe de perdre leur crédibilité. Ainsi, en janvier 1992, l'administration sortante évaluait à 236 milliards de dollars le déficit prévisible pour l'année fiscale 1997. En soit de la même année, ce chiffre était révisé en hausse à 290 milliards. Six mois plus tard, au moment où M. Clinton allait prendre ses fonctions, la barre était à nouveau relevée à 319 milliards, offrant une occasion rêvée au nouveau président d'invoquer le colossal dépassement (80 milliards de dollars) intervenu en quelques mois pour justifier auprès de ses concitoyens l'obligation dans laquelle il se trouvait de renoncer à quelques-unes de ses promesses électorales.

Il est pourtant un engagement que M. Clinton va s'efforcer de tenir : celui de réduire de moitié, en cinq ans, pour le ramener à 63 milliards de dollars (1 % environ du

impossible de toucher aux dépenses obligatoires (mandatory spending ou entitlements), composées de la Social Security (retraites) et des programmes sociaux du gouvernement, qui représentent au total près de 53 % de la masse budgétaire, sans aggraver un peu plus le « déficit social » dont souffre déjà la nation.

Le seul recours était donc d'augmenter les impôts et les taxes, selon « la vieille recette des démocrates », comme l'ont pas manqué de le souligner les adversaires du président. Soucieux d'esquiver cette attaque, M. Clinton a longuement développé dans son discours les dispositions nouvelles en faveur de l'économie et de l'emploi avant d'aborder le passage le plus délicat : la question de la fiscalité, celle qui retient l'attention première des contribuables américains, organisés en un redoutable lobby. Avec 253 milliards de dollars de recettes fiscales nouvelles pour les cinq ans à venir, le programme budgétaire du président Clinton est l'un des plus « lourds », fiscalement parlant, jamais présentés par un président des États-Unis à son peuple et à ses élus. Seul le budget élaboré en 1982-1983 par le président de l'époque, M. Ronald Reagan, le dépassait en importance, avec un montant d'impôts nouveaux, destinés à financer essentiellement l'effort militaire, de 257 milliards de dollars sur cinq ans.

M. Clinton a maintenant achevé son pensum budgétaire. Tout au moins dans ses grandes lignes, car il lui faut en fournir une version beaucoup plus détaillée le 23 mars prochain, à nouveau devant le Congrès. Mais avant cette date, M. Alan Greenspan, véritable artisan de la politique économique américaine sous l'administration Bush, délivrera son oracle sur le « plan Clinton », auquel il a récemment accordé un sésame de principe. Le 19 février prochain, le président de la Réserve fédérale doit en effet intervenir devant la commission bancaire du Sénat pour évoquer l'état de l'économie américaine. Son propos portera ainsi sur le déficit budgétaire et sur les moyens de le réduire, mais les questions des parlementaires sur l'idée réelle qu'il se fait des objectifs courageux mais ambitieux assignés à la nation par le président Clinton.

SERGE MARTI

FRANÇOIS RENARD

مركز الأمل

ÉCONOMIE

économique du président Clinton

Une forte augmentation des impôts

Suite de la première page

Il s'agit de réduire le déficit budgétaire parce que c'est la seule mesure qui garantira une baisse des taux d'intérêt à long terme et favorisera l'investissement en libérant une partie de l'épargne qui, aujourd'hui, finance le gouffre du budget de l'Etat. Le président entend situer son programme d'investissement budgétaire dans une stratégie de croissance à long terme et de développement de l'emploi.

Dans l'esprit de M. Clinton, la lutte contre le déficit n'est pas seulement affaire de responsabilité budgétaire ou fiscale; c'est une réorientation majeure de la politique économique du gouvernement américain. Le président y voit une rupture avec douze ans de philosophie républicaine, de l'excès budgétaire, de «démolition» de la fiscalité et de choix en faveur de la consommation à court terme aux dépens de l'investissement.

«Défi» présidentiel

Pour un peu, il aurait évoqué la nécessité d'une révolution culturelle pour aborder les années 90; il convie une Amérique qui pratique volontiers la religion de la satisfaction immédiate et de la rentabilité dans l'instant à se servir la ceinture pour préparer l'avenir. D'entrée de jeu, il a annoncé une politique représentant une «nouvelle direction».

«Le cœur de ce plan touche au long terme», a-t-il déclaré, avant d'assurer que, pour la première fois depuis Kennedy, un président américain lançait un «défi» à ses compatriotes: il les invite à «ne pas seulement consommer la richesse d'aujourd'hui», mais «à investir pour en produire une plus grande encore demain». Pas plus le style, volontiers lyrique, que les nombreux applaudissements sur les bancs de la majorité démocrate ne doivent cacher l'essentiel: pour faire passer ce projet de budget en forme de programme économique, M. Clinton devra affronter une bonne partie des élus de sa formation et convaincre une opinion que sa campagne n'avait nullement préparée à cette cure de réalisme.

Mais le président a estimé que les Etats-Unis n'ont pas le choix. Pour l'année en cours, le déficit du

budget fédéral devrait être de 327 milliards de dollars (voir article ci-contre); le seul service de la dette représente 20 % des dépenses de l'Etat (l'équivalent des dépenses de santé ou du budget militaire au sens large). «Si nous ne faisons rien maintenant, nous ne reconstruirons pas ce pays dans dix ans», a averti M. Clinton: dans dix ans, le déficit atteindra 635 milliards de dollars et la dette du pays quelque 80 % du produit intérieur brut. «Je demande à tous les Américains d'imaginer le coût du statu quo... Nous condamnons nos enfants et nos petits-enfants», a-t-il poursuivi.

D'ici à la fin de 1997, il veut anéantir le déficit de quelque 140 milliards de dollars, c'est-à-dire presque le redouble de moitié par rapport à ce qu'il serait à cette date au rythme actuel. Cela passe par une considérable augmentation de la pression fiscale: une hausse de 31 % à 36 % du taux maximum d'imposition sur les revenus supérieurs à 180 000 dollars (moins de 5 % des Américains), à quoi s'ajoute une surtaxe de 10 % pour les revenus supérieurs à 250 000 dollars (les plus riches seraient ainsi imposés à 39,6 % au titre de l'impôt direct sur le revenu); une hausse de 34 % à 36 % du taux maximal d'impôt sur les bénéfices des sociétés dépassant les 10 millions de dollars.

Une cure de rigueur budgétaire

Cette double hausse devrait représenter quelque 70 % de l'effort fiscal supplémentaire demandé. Mais la classe moyenne n'est pas épargnée. Elle est touchée par l'élargissement de l'assiette des cotisations sociales, l'imposition d'une partie des retraites des personnes âgées au revenu confortable et, surtout, par la création d'une taxe générale sur la consommation d'énergie (il y aura des «compensations» pour les familles au revenu inférieur à 30 000 dollars).

L'effort fiscal est accompagné de coupes dans les dépenses de l'Etat. Elles concernent les dépenses civiles: gel des traitements des deux millions d'employés fédéraux et réduction de cent mille de leur nombre, plafonnement de certaines dépenses de santé publique, réamé-

nagement à la baisse de certains grands projets scientifiques, etc. Mais le secteur le plus touché est le budget de la défense, qui devra être amputé de près de 40 milliards de dollars, pour représenter un total de 250 milliards en 1997.

Dans l'immédiat, cette cure de rigueur budgétaire est doublée d'un mini-programme de relance de 30 milliards de dollars (investissements publics et aide à l'investissement privé) destiné à conforter la reprise et à créer dans l'année un demi-million d'emplois, permanents et temporaires (le Monde du 17 février). La croissance prévue pour 1993 est de l'ordre de 3 %; le taux de chômage doit passer de 7,2 % à 6,8 %.

«Appel aux armes»

Déjà mal accueilli la veille par Wall Street, ce programme a suscité l'hostilité catégorique de la minorité républicaine. Elle estime que la hausse de la pression fiscale va étouffer la reprise observée depuis plusieurs mois. La tâche de M. Clinton sera à peine plus facile auprès des élus de son propre parti. La grogne est sensible chez beaucoup qui voient d'un mauvais œil une telle thérapie alors que nombre d'entre eux sont soumis à réélection dans un an. M. Clinton devra batailler dur, faire preuve de son ascendant sur sa majorité parlementaire pour éviter que le Congrès ne «dépêche» son programme et n'en réduise l'impact et la portée.

Comme en son temps Ronald Reagan - mais au service d'une tout autre politique -, M. Clinton

compte sur la pression de l'opinion publique, qu'il entend convaincre de la nécessité du changement. C'est une tâche politique difficile mais pas forcément impossible. Les sondages font état tout à la fois d'un grand scepticisme des électeurs et d'un sentiment, diffus mais majoritaire, qu'il faut effectivement «changer» pour remettre l'économie sur une bonne voie.

Le discours sur l'état de l'Union donne lieu à une formidable orchestration politique de la part de la Maison Blanche. Le président et ses principaux collaborateurs s'en vont dès cette semaine parcourir le pays pour «vendre» leur programme. M. Clinton parle d'un «appel aux armes». Il évoque des «temps qui ne sont pas des temps ordinaires».

En insistant sur la lutte contre le déficit, il s'adresse, très directement, aux 19 % des électeurs qui ont, en novembre, accordé leurs suffrages à M. Ross Perot, le chantage de la rigueur budgétaire. En ayant pris soin de montrer l'exemple de l'austérité (réduction des dépenses de la Maison Blanche et de l'Etat fédéral), il répond aux réticences d'une classe moyenne qui veut bien consentir des sacrifices fiscaux dès lors que l'Etat («ceux de Washington») se serre aussi la ceinture. Signe des temps: M. Clinton a pris soin de faire savoir, mercredi, que la piste de «jogging» qu'il se faisait aménager dans le jardin de la Maison Blanche était financée par des contributions privées.

ALAIN FRACHON

Freiner l'explosion des dépenses de santé

NEW-YORK

de notre correspondant

En attendant que son épouse lui remette «au printemps prochain» la vaste programme de réforme du système de santé qu'elle a mis en chantier à la demande du président, M. Clinton a annoncé un certain nombre de dispositions qui devraient permettre de freiner l'explosion des dépenses constatée au cours des dernières années.

En 1992, elles ont représenté plus de 800 milliards de dollars et 14 % du produit intérieur brut (PIB) du pays, un pourcentage qui constitue un record mondial et qui pourrait atteindre 20 % à la fin du siècle - et la moitié du déficit budgétaire - si rien n'est entrepris pour freiner cette spirale infernale.

Etendre la couverture sociale

Le «plan Hillary» vise non seulement à limiter cette inflation des coûts, mais aussi à permettre aux quelque 35 millions d'Américains, essentiellement issus de la classe moyenne, qui sont actuellement exclus du système, de bénéficier à nouveau d'une couverture sociale.

Selon différents calculs, cette réinsertion médicale, qui figurait

parmi les promesses faites par le candidat démocrate au cours de la campagne électorale, coûterait entre 30 et 90 milliards de dollars à l'Etat d'ici à 1997. Ce surcoût obligerait l'administration à procéder, en cours d'année, à une seconde vague de taxes pour la financer, en accroissant cette fois la pression fiscale sur les «recettes de poche» (tabac, alcool), mais aussi sur les produits polluants et sur les armes à feu.

Pour l'heure, les premiers projets comprenant des programmes de dépenses, à l'horizon 1997, notamment en faveur de la recherche sur la sida (3,4 milliards de dollars) et de la préparation précoce de la naissance (3,8 milliards). A l'inverse, les économies opérées sur le budget de la santé, d'un montant supérieur d'un dix par rapport à l'ensemble des dépenses, proviendront d'un contrôle plus sévère exercé sur les honoraires des médecins et les budgets des hôpitaux publics (50 milliards de dollars), ainsi que de restrictions appliquées au système Medicaid, une aide médicale versée par l'Etat fédéral et dont bénéficient les personnes les plus défavorisées.

S. M.

Une taxe «élargie» sur l'énergie

NEW-YORK

de notre correspondant

Au chapitre des diverses recettes fiscales destinées à réduire le déficit budgétaire, figura le projet d'instaurer, à partir du 1^{er} juillet 1994, une nouvelle taxe sur l'énergie, «élargie» à l'ensemble des sources d'énergie et non pas à la seule consommation d'essence à la pompe. Il s'agit d'une taxe unique (non différenciée en fonction du type d'énergie utilisée) applicable au charbon, au pétrole, au gaz naturel, à l'électricité (mais pas aux énergies nouvelles: solaire, éolienne, biogaz, etc.), sans que l'on aie encore si elle sera calculée en fonction de la consommation ou prélevée à la source de production.

Selon les calculs de l'administration, cette taxe, basée sur la BTU (British Thermal Unit, unité permettant de mesurer la puissance d'une source d'énergie, devrait rapporter à l'Etat 71,4 milliards de dollars de 1993 à 1998, réduire le déficit commercial de 18 milliards de dollars par an et diminuer de 350 000 barils par jour le pétrole importé aux Etats-Unis. Une augmentation de 12 cents de cette taxe par chaque million de BTU (les Etats-Unis ont consommé 82 000 milliards de BTU en 1991) représente environ 10 milliards de dollars de rentrées fiscales annuelles.

Actuellement, la seule taxe applicable à l'énergie concerne les carburants. Elle est de 14,1 cents (40 centimes environ) pour un gallon (3,8 litres) d'essence et de 20,1 cents pour un gallon de gazole, les niveaux les plus bas de l'ensemble des pays industrialisés.

S. M.

The why behind the who, what and when.

The Economist

Every Friday.

BOURSE DU 18 FÉVRIER

Cours relevés à 11 h 15

[illegible]

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

17/2

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations			C.I.M.	1000	303	0	Protonde (C)	355				Acadian	226 58	201 03	Paracel	15498 74	15498 74	Paracel	588 04	576 51
			C.I.T.R.A.M. (R)	2828	3		Public	623	625			Academiste C.	30511 14	30511 14	Paracel	10475 24	10475 24	Paracel A.	1479 32	1449 92
Emp. Eux 0,9% 72/...	5 93		Cat Industrielle	3401			Rochelle	130				Academiste D.	30511 14	30511 14	Paracel	281 13	280 57	Paracel J.	7747 40	7731 94
10,50% 79/94	100 52	8 84	Cat Lyon Alim.	288	289		Rosco	144 80	141			Academy	7057 78	7401 71	Paracel	508 23	503 20	Paracel M.	7209 18	7185 45
Emp. Eux 12,4% 83	102 58	2 16	Concord	680	688		S.A.C.E.R.	158				Amphibie	639 85	639 85	Paracel	494 36	451 03	Paracel Nord	933 92	915 52
10,20% mars 86	105 50	8 84	Cat Ind. Prov.	17			S.A.F.E.I.C.	258				Anglo-Indo	68790 00	68790 00	Paracel	104 45	101 41	Paracel	142 32	138 27
OAT 10% 5/2000	112 63	7 31	Cat Ind. Prov.	301			S.A.F.E.I.C. Alim.	198				Anglo-Indo	31011 29	31011 26	Paracel	1128 07	1095 18	Paracel	2226 95	2230 43
OAT 6 5/9 12/1997	108 05	1 01	Cat Ind. Prov.	581			S.A.F.E.I.C. Alim.	340				Anglo-Indo	1088 03	1088 03	Paracel	37 66	37 66	Paracel	7063 24	7068 24
OAT 7 5/9 1/1996	104 74	0 61	Cat Ind. Prov.	1810	1760		S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	440 05	429 32	Paracel	45 88	45	Paracel	1128 45	1128 58
PTT 10,20% 8/90	105 10	2 36	Cat Ind. Prov.	565			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	240 47	236 92	Paracel	119 79	118 60
OAT 10,20% nov 90	111 55	5 84	Cat Ind. Prov.	3010			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1775 31	1736 54	Paracel	946 71	923 82	Paracel	31549 70	31549 70
CNA 10 5/1978	100 85	8 97	Cat Ind. Prov.	385	250		S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel	119 79	118 60
OC Boute 5000F.	56 20	1 14	Cat Ind. Prov.	3630			S.A.F.E.I.C. Alim.	150				Anglo-Indo	1161 73	1157 82	Paracel	37 66	37 66	Paracel		

c : coupon détaché - g : effet - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comin

Le Monde DES LIVRES

Mystérieux Voltaire

Auto-ironie piégée, fausse modestie, immédiateté du propos, prestesse du geste : chaque lettre est un plaisir d'instinct

CORRESPONDANCE

de Voltaire.
Tome XIII. Ed. établie
par Théodore Besterman,
avec l'index des treize volumes
par Michel Létourmy. Gallimard.
« Bibliothèque de la Pléiade ».
1 204 p. 395 F jusqu'au 31 mars.
435 F ensuite.

Vous êtes déprimé, vous avez envie d'y voir clair. Vous trouvez l'époque confuse, grégaire, enroulée, basement commerciale, lâche, fade, criminelle, nulle, absurde. Vous allez à la bibliothèque, vous choisissez des livres de la « Pléiade », vous emportez avec vous treize tomes de la Correspondance de Voltaire et un volume de ses Contes. Vous ajoutez un Rabelais, un Molière, un cardinal de Retz, un Pascal, un La Bruyère, un La Fontaine, deux Molière, un Bossuet, trois Sévigné, deux Montesquieu, huit Saint-Simone, un Diderot, un Sade, deux Chateaubriand, deux Stendhal, quatre Proust, trois, et bientôt quatre Céline. En tout, cinquante volumes. Quoi, uniquement des auteurs français ? N'êtes-vous pas suspect de sympathies nationalistes réactionnaires ? Vous ignorez l'objection. Vous disparaissez le temps qu'il faut, vous vivez modestement en zappant ferme votre télévision, vous ne cessez pas de lire. Puis vous revenez : le cure a été sévère, mais la France vous paraît maintenant un paradis méconnu. Vous êtes guéri, souple, léger, insoupçonnable. Le bruit, la vulgarité, la hêse vous laissent de marbre. Tout est pour le mieux dans le pire des mondes possibles.

Vous êtes étonné, par exemple, que Voltaire, à propos de qui vous avez entendu tant de lieux communs, tienne si bien le coup. Pas une ride, une énergie constante. Dans le troisième et dernier tome de sa Correspondance, vous avez consulté l'index général des personnes et des personnages, environ quatre mille noms. Quel roman ! Quel tissu animé ! Quelle comédie humaine (tiens, vous auriez pu emporter aussi une douzaine de Balzac) ! Quelle vie de hizarre saint russe endiablée ! Si votre pays a disparu en apparence, du moins vivez-vous intensément dans sa langue qui est, à elle seule, un immense pays dans le temps, un continent immortel.

Que d'intrigues en vous cache ! Comme un vus ment tous les jours ! Mallarmé avait raison :



« Différents âges en trente têtes de M. de Voltaire calquées sur les tableaux de M. Huber. »

une fois évanouies les tragédies illisibles (à part Mahomet qu'il faudrait remonter ces temps-ci en plein Paris en hommage à Rushdie), on doit placer la lettre et les contes de Voltaire au « tabernacle pur des livres français ». Tabernacle ? Quel mot ! Mais encore Mallarmé : « Le concis, ou le dégagé, égale, dans tel billet, la grâce du mobilier bref de l'autre siècle, nu les accords de Haydn. Jeu (avec miracle, n'est-ce pas ?) résumé, départ de flèche et vibration de corde, dans le nom idéal de - Voltaire. » « Tabernacle » ? « Miracle » ? N'insistons pas.

Faut-il que le dix-neuvième siècle (et le vingtième, donc) ait été décevant, meurtrier, morbide et gluant pour que Mallarmé ait rêvé de Voltaire ! Mais il n'est pas le seul. En 1878, Nietzsche dédie Humain, trop humain à « l'un des plus grands libérateurs de l'esprit ». Il est encore plus explicite et violent, entre Wagner et le religieux pangermanique ambulant dans Ecce Homo : « Voltaire était avant tout, au contraire de tout ce qui a tenu la plume après lui, un grand seigneur de l'intelligence : juste ce que je suis aussi. Le nom de Vol-

taire sur un de mes écrits, c'était vraiment un progrès... vers moi-même. »

Pourquoi cette passion et cette nostalgie de la part de deux exceptions aussi marquées ? Il y a donc eu un temps où l'Europe était française ? Les Français, aujourd'hui, seraient les derniers à en être conscients ? D'où l'histoire. Les Français ? Des Welches, dit Voltaire, c'est-à-dire des ignorants prétentieux et apathiques, frivols, méprisant les lettres, bornés, égoïstes, superstitieux. On devra redouter le pire d'un front national welch. Mais, de toute façon, un écrivain français n'a rien de bon à attendre de ses compatriotes, seulement des cabales, des malveillances ou des calomnies. Dans le monde littéraire, c'est le règne de « l'immense canaille des écrivains subalternes ». Il vaut mieux s'y habituer, c'est ainsi.

Diversité des correspondants, mobilité et variété des tons, conscience aiguë de soi et des destinataires, art de la relativité et des situations, auto-ironie piégée, fausse modestie, immédiateté du propos, prestesse du

La tyrannie du consensus

L'ANGÉLISME

EXTERMINATEUR

Essai sur l'ordre moral contemporain

d'Alain-Gérard Slama.

Grasset, 278 p., 110 F.

Au milieu de tous les pseudo-essais, compilations hâtives ou banales, dans lesquels, parce qu'on possède un nom assurant des ventes, on se croit autorisé à livrer une absence de pensée et quelques stéréotypes sur les hommes, les femmes, les intellectuels, la contraception, la réconciliation, le tabac, la télévision, la droite, la gauche et le reste, voici enfin le livre stimulant d'un homme cultivé, qui réfléchit, qui travaille, qui ose dire ce qui va déranger tout le monde, à droite comme à gauche, puisque tous se sont englobés dans le pour le consensus, non pas moi, comme on le prétend généralement, mais « tyranniques » - et de plus en plus.

La lecture de ce texte brille et décapant réjouit tous ceux qui se sentent le conformisme intellectuel et moral ambiant (sont-ils si peu

nombreux pour faire si peu de bruit depuis bientôt quinze ans ?), mais elle est évidemment à recommander au premier lieu à ceux qui adhèrent au projet de cette fin de siècle en professant ce qu'Alain-Gérard Slama nomme « l'angélisme exterminateur » : « si rien ne l'arrête », il instaure une sorte de totalitarisme nan fasciste qui range déjà les volontés et qui est le vrai « tendance lourde » de ce temps.

Les soi-disant pourfendeurs de la langue de bois en ont inventé une nouvelle, celle du consensus et de la vertu. Ainsi les mots « négociation », « convergence », « compromis », « expertise », « communication », « hygiène », « prévention » et quelques autres, sont-ils a priori considérés comme « positifs » tandis qu'« excès », « luxure », « risque », « plaisir », « sanction », « autorité », « décision », etc. sont bien entendu « négatifs ».

Soumisenement, tout ce qu'un pouvait considérer comme des facteurs de civilisation, comme des acquis de la République, comme des vertus françaises (« la variété, c'est de l'organisation :

l'uniformité, c'est du mécanisme », écrivait Benjamin Constant) cède la place - Slama le montre, l'analyse et le prouve - aux excès venus du puritanisme anglo-saxon et scandinave, porteurs de toutes les dérives et intolérances. Car, d'escamotage des conflits en dessaisissement du sujet et infantilisation des citoyens, de règne des experts - qui n'en sont pas moins militants (1) - en dictature du compromis, l'ordre moral s'installe, ou nom d'une prétendue « harmonie » éveillant de bien mauvais souvenirs.

Josyane Savigneau

Lire la suite page 29

(1) Le professeur Got, l'un des plus nuancés experts en « santé publique », « au moment de donner sa démission, écrit Alain-Gérard Slama parce qu'il jugeait son « plan de santé » insuffisant, a suivi d'effets, se prenant à reconnaître que ses collègues hygiénistes avaient été d'un militant : « Un avis se fonde sur des connaissances, mais il reflète aussi une conception de la vie en société. Il faut accepter cette situation et distinguer le militant sous la casquette de l'expert : cela ne se n'a jamais gène » (Le Monde du 17 juin 1992).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Quarante ans de Spender

Écrit-on ses mémoires à quarante-deux ans ? En 1951 Stephen Spender avait déjà traversé plusieurs vies, connu assez de gens extraordinaires (Woolf, Auden, Isherwood, T.S. Eliot, etc.) pour publier son autobiographie. Il e fallu quarante-deux ans pour qu'arrive en France ce livre indispensable pour l'histoire des intellectuels de ce siècle.

Page 24

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

L'amour en hiver

Roger de Bussy-Rabutin était le cousin de la marquise de Sévigné. Ils aimaient se moquer du monde et échanger des potins. Il écrivit une Histoire amoureuse des Gaules, qui dépeignait les mœurs du XVII^e siècle. Cela fit scandale, le roi se fâcha et le cousin se retrouva à la Bastille.

Page 24

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

Au paradis des militants

Voici la dernière pierre d'un véritable monument de la classe ouvrière : le quarante-troisième volume du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1914-1939, plus communément appelé le Maitron, du nom du maître d'œuvre de cet ouvrage à la gloire des militants.

Page 27

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Mourir à Disneyworld

Dans le Royaume enchanté, Stanley Elkin raconte un véritable cauchemar chez Walt Disney. Les vacances de sept petits Anglais dans le parc de Floride. Ils sont tous atteints d'une maladie mortelle et se moquent du regard gêné des autres sur leurs apparences physiques. A propos d'Elkin Jérôme Charyn parle d'« un rire qui fait mal ».

Page 30

“ Plus et mieux que jamais. ”

Daniel Mazingarbe, Le Figaro Madame

FRANÇOISE XENAKIS
ATTENDS-MOI

ROMAN

Grasset

AUTORIOGRAPHIE

de Stephen Spender.
Traduit de l'anglais par Guillaume Villeneuve,
Christian Bourgois, 467 p., 150 F.

Laura donc fallu attendre plus de quarante ans pour que soit traduite en France l'autobiographie éblouissante d'un contemporain capital, un fort volume qui fit d'autant plus sensation lors de sa parution, en 1951, que son auteur avait à peine quarante-deux ans. Écrit-on ses Mémoires à quarante-deux ans ? C'est un drôle d'âge, il est vrai, l'enfance pour un romancier, la vieillesse pour un poète. Stephen Spender, poète anglais, devait estimer qu'il avait déjà traversé plusieurs vies, de 1909 à 1950, et connu assez de gens extraordinaires pour se lancer sans outrance dans cette entreprise. L'effet de surprise et de fraîcheur a pu s'estomper, à présent que Spender a vaillamment doublé son âge, que l'on a publié son roman *La Tempête* (Bourgois, 1989), un choix de ses poèmes, *Un regard* (Orphée-La Différence, 1990) et surtout ses *Journaux 1939-1983* (Actes Sud, 1990), mais ce gros livre un peu touffu, dans lequel on se perd parfois, entre deux dates, est passionnant, indispensable pour l'histoire des intellectuels de ce siècle.

Dès les premières lignes de son introduction, Spender expose son projet avec une simplicité grandiose : « Dans ce livre, je me soucie principalement de quelques thèmes : l'amour, la poésie, la politique, la vie littéraire, l'enfance, les voyages ; enfin des variations de mon point de vue sur les questions morales. » Vaata programme, pour la moins, dont la part la plus sensible et la plus actuelle, car elle n'a pas fini d'occuper les esprits des penseurs, engagés ou non, est contenue dans ces variations du point de vue sur les questions morales, en effet, au sens large : du sens de l'Histoire jusqu'aux considérations sur les mœurs, tout y passe.

Spender se déclare d'emblée irrité par cet usage de nombreux auteurs de commencer leur autobiographie par l'enfance, convention gratuite et de peu d'intérêt, qu'il préfère renvoyer en fin de volume, comme son ami Cyril Connolly dans son remarquable *Ca qu'il faut faire pour ne plus être écrivain* (1). Vaine précaution, parce qu'il n'y échappe pas plus qu'un autre, à son enfance, et qu'elle est loin d'être indifférente dans la constitution de son caractère. Né à Londres en 1909, le troisième d'une famille de quatre enfants, dans une certaine aisance, il garde du foyer de ses parents une image peu sécurisante. « Ma mère avait le sens de la catastrophe, mais redoutait moins la vie que mon père [...] Elle était hystérique, encline à des paroxysmes d'amour ou de haine, des enthousiasmes ou des déceptions, qui tenaient à nous faire penser que notre vie de famille se jouait devant un écran nous séparant des ténèbres extérieures, pleines de larmes et de grincements de dents, d'immenses récompenses et d'atroces punitions. » Elle mourut quand Stephen a douze ans.

Son père, journaliste libéral, auteur d'une biographie de David Lloyd George, disparaît cinq ans plus tard, au moment le plus aigu de la crise d'adolescence de son fils et ce dernier reconnaît avoir éprouvé peu de chagrin. Edward Harold Spender était un homme tourmenté qui avait les plus grandes difficultés à communiquer avec les siens. Avec lui, une banale partie de football prenait des proportions solennelles et graves. « Elle s'apparentait étroitement à la bataille de la vie. Honneur, Intégrité, Discipline, Endurance, douze autres vertus, hantaient le terrain comme autant de footballeurs fantomatiques. »

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Stephen Spender en 1941.

Quarante ans de Spender

Le résultat, prévisible, de ce genre d'éducation fut d'inciter le jeune Stephen à la révolte, à détester la moralité, le travail et la discipline. A s'interroger aussi sur sa double origine, allemande et juive. Il ne se sentit juif que vers l'âge de seize ans, au collège de Hampstead, où les élèves juifs sont nombreux et dont il est proche par la vulnérabilité, le doute, l'introversion. « Ma nature recelait une vulnérabilité, une tendance à la haine de soi, à l'apitolement sur soi, un deuil sous-jacent et perpétuel confinant parfois au défaitisme spirituel qui, même à moi, dans mon milieu anglais, me semblait étranger. Je dois avouer que bien que je n'aie jamais été antisémite, je méprisais dans mon être certains traits qui me paraissaient juifs et que me façon de voir les Anglais tenait presque, parfois, de l'amour pour une race étrangère. »

Spender cultivait le doute, l'interrogation de soi, toute sa vie. De manière très gidiennne, il s'éprouva double et refusa de trancher, préférant rassembler ce qui pourrait diviser un être moins souple que lui. Sommé de choisir entre le fromage et le dessert, il prendra toujours les deux. Marié, père de famille, il aura beaucoup aimé les garçons. A Oxford d'abord, et ensuite à Berlin où il rejoindra Christopher Isherwood. Les années d'université à Oxford sont déterminantes, non seulement pour la découverte de cette inclination, platonique encore, mais par l'essor d'une vocation poétique qui ne se démentira pas, et l'enracinement dans ce qu'on peut nommer la gauche, bien que le terme soit encore plus flou en Angleterre que chez nous, c'est dire.

On se rappelle les descriptions par Doris Lessing des réunions de cellule au Parti communiste de Londres : du thé et des crumpets. Spender ne passera pas beaucoup plus d'une demi-heure au parti, mais il restera farouchement antifasciste et s'engagera dans les brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Il est vrai que ces pages espagnoles, sous la plume équilibrée et doucement ironique de Spender, où, de Malraux à Rafael Alberti, on croise beaucoup de beaux linga littéraires, donnent l'impression de traverser un salon, un salon agité, bombardé, mais très bien fréquenté.

Elles sont drôles aussi, ces années oxoniennes, quand Spender explique de quelle façon il s'est construit un personnage d'excentrique pour échapper aux mauvais traitements des « gros bras » et comment cette répartition des masques à l'adolescence a contribué à lui rendre très sensible l'aspect irréel des rôles sociaux. Cette irréalité, dont Gombrowicz faisait de son côté le thème, qu'on connaît, était celle des privilégiés d'Oxford, et surtout des poètes peu sportifs : « Nous imaginions qu'être un ouvrier, peut-être, ou faire l'amour avec une prostituée, c'était être réel. Nous voulions écrire de la poésie, nous voulions aimer, nous voulions vivre sans excuse ni faux-fuyant et nous avions le sentiment que la possibilité nous en était ôtée. »

Et puis, un jour Spender est présenté à Auden. De deux ans son aîné, Auden jouit d'une autorité incomparable. Il est laid, il a un visage en mastic, n'aime pas le soleil, et règne du fond de sa chambre d'étudiant sur ses condisciples. Comme Isherwood, Cecil Day-Lewis, Louis MacNeice, Spender fera partie du groupe d'Auden. Il en trace un portrait splendide, plein d'énergie et d'admiration, comme les autres portraits de cette longue galerie de grands personnages, Virginia Woolf, Isherwood, T.S. Eliot et tant d'autres, qui rendent cette autobiographie très belle et attachante. Au lecteur curieux et pressé, un index des noms cités sera du meilleur secours.

Il est quand même temps de déplorer ici la grande lourdeur de la traduction française. Il n'est pas possible d'accueillir ainsi le lecteur dès la première page : « J'avais d'abord pensé écrire un livre qui eût analysé les thèmes susdits en adjoignant des illustrations narratives prises dans n'importe quelle période de ma vie. Cependant, après quelques essais, j'ai compris l'avantage qu'il y a à disposer d'un cadre d'événements objectifs dans lequel percer les trous de ses expériences subjectives. » Eh oui, vous avez bien lu : dans vos expériences subjectives, on perce des trous. Ecrivez-vous si ça fait mal.

(1) Fayard, 1992.

HISTOIRE AMOUREUSE DES GAULES

de Roger de Bussy-Rabutin.
Edition présentée, établie
et annotée par Roger
et Jacqueline Duchêne,
Gallimard, « Folio », 314 p.,
29,50 F.

Le cousin de la marquise était un homme très turbulent. Il montrait ce que veut dire l'expression « dissiper son existence ». Il y a des gens qui sont les « employés » de la langue française. Leur métier, c'est de légitimer les images, les tournures, les métaphores. Né en avril 1619, quelques mois avant Gédéon Tallemant des Réaux (l'auteur des *Historiettes*), Roger de Bussy-Rabutin n'eût aimé que la vie romanesque. Il eut une jeunesse frivole, avec des duels, des campagnes militaires et libertines, l'enlèvement d'une veuve et diverses débauches... A trente-cinq ans, il devint « maître de camp général » de la cavalerie légère. Que pouvait-il espérer de mieux ? A part cela, il correspondait avec sa cousine, la chère Sévigné. Que font des cousins lorsqu'ils s'écrivent ? Ils « rabutinent ». Ils échangent des potins, ils se moquent du pauvre monde, ils rivalisent dans l'art du portrait. C'était le divertissement à la mode. Tout le siècle s'y mettait. La France faisait ses emplettes. Elle s'offrit, en passant, un nouveau genre littéraire. Et celui-ci ne serait pas le moindre, avec Bussy, Tallemant, la cousine, La Bruyère et beaucoup d'autres.

Bussy voulait être aimé. C'est une maladie assez répandue. Mais il ne pouvait s'empêcher de faire de l'esprit. Il en avait beaucoup et ne manquait pas une occasion de l'exercer ou de le dépenser. Il avait « le trait mordant », comme on dit. Il faisait de la

satire comme nous respirons. Naturellement, cela lui attirait des inimitiés, des rancunes et des regards sans bienveillance. L'inverse de ce qu'il espérait. « Il y a dans Bussy plusieurs personnages qui (...) se nuisent l'un à l'autre », écrit Sainte-Beuve. Certes, les audaces du satiriste desservirent ou réduisirent à rien les habiletés du courtisan. Mais le contraire n'est pas vrai. Saint-Simon taxe de « fœdité » le style épistolaire de Bussy. Selon son habitude, le « petit duc » ne se montre guère équitable. Il règle obscurément ses comptes avec l'espèce humaine... Car Bussy avait la plume alerte et la férocité allègre.

En 1658 (ou 1659), l'égratignée même la chère cousine, parce qu'elle avait refusé de lui prêter de l'argent. Et le brillant du porrait racheta la bassesse de la vengeance. C'était, selon Sainte-Beuve, un croquis « des plus vivants et des mieux caressés dans sa méchanceté ». « Elle est d'un tempérament froid. (...) Toute sa chaleur est à l'esprit », disait Bussy à propos de M^{me} de Sévigné. Que lui avait-elle fait ? Ou, plutôt, quelles faveurs ne lui avait-elle pas accordées ? Pour préciser le portrait, il ajoutait : « Si l'on s'en rapporte aux actions, la foi conjuguée n'a point été violée. Si l'on regarde l'intention, c'est une autre chose. Pour en parler franchement, je crois que son mari s'est tiré d'affaire devant les hommes, mais je le tiens cocu devant Dieu. » Le

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

L'amour en hiver



maître de camp de la cavalerie légère se vengeait moins de l'argent refusé que d'avoir été éconduit. La marquise n'avait pas voulu de lui. Cela se pardonne difficilement.

En juillet 1659, après une débauche trop bruyante, Bussy prit des vacances forcées dans ses propriétés de Bourgogne. Il allait rester plusieurs mois à la campagne. Pour occuper son temps, il se

remet à écrire. Loin de Paris et du monde, il ne connaissait que ce moyen de démentir ou de conjurer le mauvais sort. Il relate les « aventures » amoureuses de M^{me} d'Ornonne et de M^{me} de Châtillon. Il pensait que «cale divertirait sa maîtresse de l'époque, la belle Cécile de Montglas. Il recorde ces histoires avec d'autres textes, notamment le portrait de la marquise, et il en fit un roman,

L'Histoire amoureuse des Gaules. Naturellement, cette Gaule était le masque (transposant) de la France de Louis XIV. C'étaient les mœurs de celle-ci que l'on dépeignait. Et Bussy lui-même figurait dans son livre. Il n'avait pas voulu rester en dehors de la fête. Il s'était mêlé à ses personnages...

« Sous le règne de Théodote, la guerre, qui dure depuis vingt ans, n'empêchait point qu'on ne fit quelquefois l'amour, écrivait-il. Mais, comme le cœur était rempli de vieux cavaliers insensibles ou de jeunes gens nés dans le bruit des armes, et que ce métier avait rendu brutaux, cela avait fait le plus grand des maux qu'un peu moins modestes qu'autrefois. » Cette moindre modestie voulait dire que les dames avaient pris le parti de faire elles-mêmes « les avances », sous peine de « languir dans l'oisiveté ». Cela s'annonçait bien... Et ce n'était pas offenser Louis XIV que de l'appeler Théodote. Cela dénotait seulement un soupçon d'irrespect...

A l'époque, on voyait « des restes de barbarie encore subsistant par la plus belle manière déjà commencée de civilisation », écrit Sainte-Beuve. La guerre était l'occupation de l'été ; et l'amour, la distraction de l'hiver. Il fallait « s'embarquer » à tout moment, quand venaient les mois d'octobre ou de novembre. Ainsi, le marquis de Beuvron était attiré par la comtesse d'Ornonne, « mais la légèreté qu'elle

témoignait en toutes choses lui faisait appréhender de s'embarquer avec elle ». C'était le verbe à la mode. Il signifiait que l'on avait un amour en tête et que l'on courtisait une dame. Il n'était pas nécessaire de l'aimer vraiment. Car on soignait d'abord sa réputation. Et les femmes donnaient de l'estime aussi bien que les armes, lorsqu'on désirait « faire parler de soi ».

C'ÉTAIT immoral et charmant. Bussy modérat « le polissonnage des sujets » par « l'honnêteté du valet », comme le disent Jacqueline et Roger Duchêne, qui présentent une nouvelle édition (très documentée) de *L'Histoire amoureuse des Gaules*. Cependant, le manuscrit allait faire scandale en 1883 et 1884, quand il circula parmi le joli monde. Car le cousin de la marquise avait « embarqué » dans son livre des grands personnages du royaume. Et il racontait ses intempérances du printemps 1659 : le « débauche de Roissy ». Mais il fut surtout victime de la rumeur. Comme différentes versions du roman se promenaient dans Paris, les gens prêtèrent à Bussy ce qu'il n'avait écrit.

Le roi se fâcha contre cet impertinent qui faisait « des plaies à l'honneur de tout le monde ». Et le fauteur de troubles se retrouva à la Bastille, en avril 1665. Ses « indiscretions » lui valurent non seulement le prison, mais une dégradation définitive. Renvoyé, l'année d'après, dans sa province, il connut les amertumes et les agréments d'une « retraite anticipée ». Selon Sainte-Beuve, « il passa le reste de son existence à manger son cœur ». Il termina la campagne cette « belle manière de civilisation ». Il eut le calme et le temps nécessaires pour méditer sur les inconvénients de la frivolité.

escapades de

Une esthétique

هكنا من الناصر

LIVRES • IDÉES
LITTÉRATURE FRANÇAISE

Les escapades de Dominique Rolin

Des nouvelles de jeunesse qui constituent
« l'amorce d'une recherche angoissée de l'amour »

LES GÉRANIUMS
de Dominique Rolin.
Ed. de la Différence, 500 p., 138 F.

Il n'y a pas de textes mineurs d'un écrivain qu'on aime. On guette les escapades, les à-côtés d'une œuvre admise, comme chez un peintre, les dessins révélateurs, vifs et libres. On espère, tel un privilège volé, la boutte qui trahit un créateur ailleurs maître de lui. La nouvelle est alors un genre traqué par l'exécuteur. L'auteur y dira peut-être plus qu'il ne pensait y dire. La nouvelle est un deuxième langage que le romancier croyait ignorer.

On imagine toutefois quelles furent les hésitations de Dominique Rolin avant de revenir sur cette part de son œuvre qui attendait dans l'ombre. Echo, miroir ou coulisses ? Les nouvelles qu'elle écrivait entre 1935 et 1958 rendent-elles compte de l'évolution d'un style, des modulations d'une obsession sous diverses formes exprimées, des revirements, des reniements et des entêtements ? Bien entendu. Elles sont aussi l'affirmation d'une volonté souveraine.

En 1935, Dominique Rolin a vingt-deux ans. Elle décrit un repas de famille, sujet sur lequel elle reviendra. Son héroïne, Virginie, est seule au milieu d'étrangers qui sont en même temps ses familiers.

Elle dialogue avec elle-même, elle converse avec la mort. Le combat est annoncé et surtout l'œuvre est lancée. Dans combien de ses romans retrouvera-t-on cet acharnement lançant d'un personnage sur lui-même, tentant de mettre à nu, comme une lame étincelante, sa pensée, ses sentiments, son énergie ? Le silence, comme plus tard le hrouillard, enveloppe la table. Un silence comparé tantôt à une « fleur de nénuphar », tantôt à « quelque chose qui nait et tout bleu avec des quantités d'yeux sur le corps ».

Le couple et la mort

Les drames que cache et révèle ce mutisme, Dominique Rolin les développera dans ses romans sous une apparence classique, puis affranchie de toute contrainte, à partir de *la Maison, la forêt* (1). Voix alternées, découpage du temps par heure, par saison, aller-retour de l'extérieur vers l'intérieur : la romancière formalisait, d'une façon spectaculaire, ce qui tenait compte d'un récent virage de la littérature française, une technique narrative qui, en réalité, avait imposé depuis longtemps sa nécessité en elle.

Dans le saynète intitulée les *Somnambules*, un homme et une

femme, en se retrouvant dans une brasserie de la place d'Alsace, à Paris, doublent leur conversation d'une autre, inexprimée. Et le mari et la femme d'*Au coin du feu* ne se parlent vraiment que dans un silence que, cela va de soi, ils ne partagent pas. Ils se haïssent, se jaloussent, s'épient, se dégoûtent et ne respirent que lorsqu'ils sont enfin libérés de la présence de l'autre. Sur un registre tragico-comique qui apparaît ces piteuses au théâtre de Nathalie Sarraute, Dominique Rolin décrit sereinement la fréquence quotidienne de la mort dans la vie du couple : sourdes rancœurs, haine du temps qui s'écoule inutilement, horreur de la coexistence indifférente.

Plus tard, dans *la Maison, la forêt*, la romancière retrouvera une vigueur insoupçonnée dans ce pugilat avec la mort, dans cette lutte contre l'inertie. Le protagoniste de ce roman se dit à lui-même : « Je suis dedans, mais je suis aussi dehors. Occupant la mort. Occupé par la mort qui s'est parée à mon intention des couleurs du jardin, de son odeur de pourriture agréable. Et le désir me vient soudain de congédier la peur avec nature, ou pour être plus précis, de me glisser en avant comme si la mort était un paysage éternel et léger, une invitation ».

Est-ce l'amour qui aide à combattre les caressantes et sournoises évanescences de la mort ? Le sexe est souvent soupçonné de complicité avec le diable. Le désir est le complice de l'éternité. Le narrateur de la longue nouvelle *le Conte triste de l'horloge* (1954), où perceront des réminiscences des *Maraux* (2), remarque avec agacement sa propre beauté. Dans les *Géraniums*, qui donne son titre au recueil, l'adolescente Violet King, surprise en elle-même des émois de passion, les considère avec effroi. Et le jeune flâneur de *Couleur de temps* contemple les jeunes filles en fleur qui courent sur une plage comme « un jardin immense de sirènes échouées ».

Bien qu'un demi-siècle sépare certaines de ces nouvelles du monologue *la Mort de Cléopâtre* (1981), sujet académique qui, on le sait, inspira non seulement une légion de peintres, mais aussi Berlioz pour une cantate saugrenue et admirable, on retrouve une limpidité parenté de thèmes.

L'une des deux héroïnes de *la Belle et la Bête* dit de l'autre avec condescendance : « Je suis moins renseignée par ce qu'elle dit que par ce qu'elle ne dit pas : c'est là que se tient le secret de son fragile et merveilleux petit système nerveux féminin ». Cléopâtre, pour son compte, vocifère avant de s'offrir à la piquette de l'aspic : « Tes manœuvres femelles ne



Dominique Rolin à vingt-neuf ans.

m'intimident pas. Solitude, bien que les muscles mouillés me froient et cherchent à m'étouffer. Car tu es une femme, de toute évidence, et je hais la femme depuis toujours à cause de ses rondeurs froides et molles ».

Echange de balles

Les deux motifs du désir et de la mort se conjuguent dans ce qui est probablement le texte le plus brutal du recueil *Bonne et heureuse*, récit d'un accouchement atroce au soir de réveillon. Avant le *Navire Night* de Marguerite Duras, Dominique Rolin fut elle aussi intriguée par les amours téléphoniques.

Une voix venue d'ailleurs raconte l'impossible rencontre, touchante et comique, de deux inconnus par combinés interposés : « Il a menti, elle a menti, ils sont prisonniers l'un de l'autre ». Echange de balles typiquement « rollinien ».

Dans sa courte préface, Dominique Rolin reconnaît, non sans une impitoyable lucidité, les fautes de ses nouvelles, mais en fait, avec son positivisme finacier et sans forfanterie, un étout :

« L'amorce d'une recherche angoissée de l'amour », juge-t-elle. Équitable sentence.

René de Ceccatty

(1) Denoël 1965, réédité chez Labor dans la collection « Espace Nord » avec une préface de Roger Grenier et une étude de Franois de laet.

(2) Premier roman de Dominique Rolin, publié en 1942 chez Denoël et réédité en 1991 chez Gallimard.

* Signalons l'exposition Dominique Rolin, le temps approché, organisée de 12 mars au 30 avril par le Centre Walloon-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, 75004 Paris. Tél. : 42-71-26-16 (tous les jours de 11 heures à 18 heures, sauf lundi et jours fériés) avec la projection de plusieurs films de Jean Antoine, dont le plus récent Dominique Rolin, l'infant chez soi (1992). Le prétexte est en fait par la donation que l'écrivain a faite d'un ensemble de manuscrits et documents aux Archives et Mémoires de la Littérature de la Bibliothèque Royale Albert-I^{er} de Bruxelles. A cette occasion, les Editions Labor publient, dans la collection « Archives de la littérature », un hommage à Dominique Rolin, le *Bonheur au projet*, sous la direction de Françoise de laet, avec de nombreux textes, parmi lesquels ceux de Charles Beaudou, Hector Bianciotti, Gérard de Courville, Philippe Dracopoulou, Roger Grenier, Jean-Baptiste Niel, Jean-Luc Ours, Philippe Solers.

AU FIL DES LECTURES

par Jean-Noël Pancrazi

Ecrire, elle dit

Pourquoi Nathalie Adnet imite-t-elle à ce point, même s'il s'agit de son premier roman, Marguerite Duras (dans son titre et la psalmodie poétique) et surtout Thomas Bernhard dans le ressassement de la phrase et la mise en itellique de certains mots qui, chez le grand écrivain autrichien, étaient toujours fondueurs de rythme ? C'est dommage car il y a quelque chose de très juste dans l'expression de la souffrance émue d'une femme qui, un dimanche d'été, vient raconter à son ancien amant avec qui elle a vécu quatre ans sa récente rupture avec le stagiaire de l'entreprise où elle travaille. Elle évoque très bien la fatigue, la pesanteur de vivre, la vibration de cette « corde sensible et très riche qu'elle sent s'installer à l'intérieur d'elle-même ». Mais peu à peu sa douleur s'épaissit, son imploration d'une écoute pour « tenter de remonter la pente » se mue en une rancune excitée.

Son inventaire des « vices de forme » qui ont jalonné les années de leur relation se fait de lui-même devant la silence médusé de l'homme. C'est l'habileté de Nathalie Adnet de ne jamais la faire réagir, sauf dans des parenthèses, des sortes d'apartés mentaux où il s'indigne en secret de toute cette injustice névrosée, et s'avoue à lui-même — on se rappelle la souffrance qu'elle lui a jadis infligée — qu'il n'a pas vraiment le désir de l'aider.

Dane une sorte de volte-face désemparée — qui est le mouvement le plus authentique du livre, — elle retourne sur elle-même la lucidité panique qu'elle exerçait volontiers à l'égard des hommes. Elle met en avant (autre adresse de l'écrivain : nous ne l'apprenons que tard dans le roman) son statut de femme ménagée, raison principale, à ses yeux, de sa méfiance avec le stagiaire, puis son âge « où l'on ne désire plus faire d'erreurs ». C'est cette lente remontée vers la source des échecs amoureux qui fait le prix de ce roman à la fois sophistiqué et pathétique, cérébral et poignant.

► Elle dit, de Nathalie Adnet. Seuil, 123 p., 69 F.

La joueuse

Une très jeune femme qui a un rapport sensuel avec les livres « comme si le grain d'un papier pouvait être celui d'une peau, l'ouverture des pages celle des bras », va souvent dans la bibliothèque de son quartier emprunter des romans. En parcourant le *Joueur* de Dostoevski, elle découvre des phrases soulignées au crayon qui, à mesure que se déroule le récit d'Alexis Ivanovitch, semblent lui être de plus en plus destinées, d'autant qu'elle ressent le besoin de combler une attente sentimentale.

Appliquant à la lecture la phrase de Dostoevski « la pensée la plus folle, la plus impossible en apparence s'implante si fortement dans votre esprit qu'on finit par la croire réalisable », elle se met, à force d'« auto-intoxication par l'imagination », à vivre une passion très littéraire avec le souigneur anonyme. Mais peut-elle — et Caroline Bongrand essey d'humour pour introduire une distance moqueuse dans cet amour rêvé — continuer à se laisser enivrer par le petit manège des traits de crayon et la valse des messages ? Pas vraiment...

Faute de voir apparaître le lecteur céleste malgré l'enquête qu'elle mène pour l'identifier, elle se rabat sur l'étudiant en lettres assis dans la bibliothèque et avec qui elle a une relation compensatoire. Elle ne rencontrera jamais le souigneur, et d'ailleurs existe-t-il vraiment ? Sa déception n'est de toute manière qu'une blessure très superficielle qui se referme très vite, le temps de quelques coups de crayon... Le roman est ainsi un jeu mélancolique, enjoué, charmant, rapidement mené.

► Le Souigneur, de Caroline Bongrand. Stock, 220 p., 39 F.

Femme de soufre

Raymond Jean aime les personnages, les femmes surtout, qui affirment une marginalité insoumise face à la société. Martine Martin est l'une de ces éternelles « déclassées ». Nommée attachée culturelle dans une ville du Moyen-Orient, elle y arrive, ses bagages pleins de livres érotiques qui scandalisent le petit monde de l'ambassade. Raymond Jean décrit d'une manière souvent drôle l'intolérance envieuse de ce microcosme politico-culturel voyant dans Martine Martin une femme de soufre.

Mais la pudibonderie du monde diplomatique — et une gravité critique s'insinue dans le roman — se révèle être en fait une volonté de s'adapter au despotisme moralisateur des intégristes qui, par la bouche de Cheikh Abou Hammed, pourfendent la décadence occidentale. Il suffit à Martine Martin d'en prendre conscience pour qu'elle s'obstine dans la provocation.

L'épisode rocambolesque où elle est envoyée en mission à Bagdad, elle est prise en otage avant d'être perdue du boucher humain établi autour des centres stratégiques : « J'ai perdu à la fois définitivement « ailleurs » : elle vit désormais à un temps différent, un « état quasi fictionnel ». Cette fugue qui l'a entraînée à se démarquer systématiquement des lois sociales pour se faire naïve, Raymond Jean réussit, en tout cas, grâce à l'aldégresse « onique de son récit, le portrait d'une femme libre qui restera, sans doute à vie, délicieusement turbulente ».

► L'Attachée, de Raymond Jean. Actes Sud, 186 p., 98 F.

Une esthétique du dégoût

ENCORE UN INSTANT
de Jean-François Josselin.
Flammarion, 138 p., 79 F.

Une femme peut-elle aimer le petit livre de Jean-François Josselin *Encore un instant* ? Sans doute, puisqu'on y retrouve le talent de cet écrivain étrange, dérangeant et peu tout à fait reconnu comme il devrait l'être. Ainsi la *Mer au large* (1), un roman très maîtrisé, une histoire particulièrement noire, de violence, de cruauté et de hasard, n'a-t-il pas eu le succès qu'il méritait, lui revenant. *Encore un instant* n'est pas un texte d'une telle ambition. C'est un petit récit tournoyant, ironique et grinçant.

Un homme et une femme sont assis dans un wagon du train Paris-Bruxelles. L'homme, le narrateur, à l'identité incertaine, observe la femme, une institutrice corrigant ses copies. Il lui invente un destin et lui raconte sa vie. Ou plutôt ses vies. A moins qu'il ne se taise, imaginant seulement les vies qu'il pourrait lui raconter. Tout est flou, sauf son regard aigu et vengeur sur cette femme qu'il méprise. Aime-

-t-il la vie ? Ce n'est pas sûr. Mais il adore le cinéma et les familles royales. Ainsi Alfred Hitchcock, Cary Grant et Eva-Marie Saint font de délicieuses apparitions dans ce voyage.

Le narrateur, expert en méchancetés comme souvent chez Josselin, se fait écouser de misogynie par le personnage féminin. Pour en rire et en faire rire. C'est pourtant de misogynie au sens le plus littéral et le moins comique du terme qu'il est question. Pas d'une évasion pour les comportements sociaux des femmes. Pas d'une manière d'explorer de nouveau l'éternel malentendu entre les sexes. Chez Josselin, la misogynie est une véritable esthétique du dégoût. Qui fonctionne à la perfection puisqu'elle peut conduire une lectrice, physiquement, au bord de la nausée. Ou l'on en juge : « Elle passe sa serviette sur ses lèvres qui laissent une légère trace rosée sur la fin. C'est drôle, cette préoccupation que les femmes ont de laisser des traces rosées sur leur linge la plus intime ».

Plus délicat encore : « Je m'agenouille devant elle et pose mon oreille droite sur la jupe plissée à hauteur de son ventre (...), les

bruits de son intimité se confondent avec ceux du train. Mais, à force d'écouter, je perçois enfin une rumeur. Elle a quelque chose d'aquatique, cette rumeur. Les glouglous d'un jet d'eau ou d'une. Les mêmes glouglous visqueux, les bulles jaillantes qui défont dans les ventres de Violettes et de Régine. Première constatation ? Une femme c'est d'abord un tas de viscosités qui s'enroulent comme des serpents et des plumeaux. Vous me direz : un homme aussi. Sans doute. Mais je n'ai encore jamais écouté la ventre d'un homme. Je suis normal, moi ».

Rien que de très naturel, bien sûr. Qui trouverait à redire à toutes ces précisions organiques ? Mais puisque Josselin se délecte des mots d'auteur, on ne peut pas résister à l'envie de lui en livrer un. Voltaire, qui détestait la nature, à laquelle il préférait l'art — on le comprend, — disait à un fervent défenseur du naturel : « La nature ! Avec votre permission, monsieur, mon cul est bien dans la nature et cependant je porte des culottes ».

Jo. S.

(1) Gallimard, 1987.

Le fond de la vie

Une rêverie érotique inédite d'Henri Thomas

LE POISON DES IMAGES

d'Henri Thomas.
Ed. Le temps qu'il fait,
120 p., 85 F.

Marc travaille aux Messageries. Une brève intervention chirurgicale le coupe soudain du monde. Lui qui a froié la mort et contemplé des images sexuelles, a-t-il jamais touché à « fond de la vie » ? Son amie Lucienne, spécialiste des pierres précieuses au Louvre, commence à se lasser d'une liaison poétique, mais sombre. Abandonnée à sa convalescence et à ses rêveries sur le mort, Marc réfléchit sur le plaisir et les apparences, sur le fonctionnement du désir, sur la fragilité des fantasmes.

Ecrite en 1975, cette longue nouvelle de l'auteur de *John Perkins* (1) n'avait jamais été publiée. Pourquoi ? Son sujet jugé trop audacieux ? Pourtant, en 1975, parler de photos et de cinéma pornographiques, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat. Il est vrai que, dans ces années-là, le *Dernier Tango à Paris* faisait encore scandale... Ou

alors était-ce que l'origine autobiographique était trop transparente et trop présente ? Félicitons, en tout cas, les éditeurs Le temps qu'il fait de succéder Gallimard et Fata Morgana (2) dans la publication des œuvres d'Henri Thomas.

S'initiant au désir sans corps, au pur fantasme que suscitent des « fascicules danois », Marc comprend « qu'il existe un monde caché dans les consciences, toujours présent, et privé de la parole commune ». On s'éloigne ici à la fois de l'univers de la faute et de celui de la grivoiserie. Depuis Tony Duvert, qui appartient à un tout autre royaume culturel et dont la sexualité est bien différente, on n'avait pas eu l'occasion de lire des analyses aussi profondes sur la littérature érotique.

Le plaisir découvert par le biais des images coïncide, nous dit Henri Thomas, avec une « dissolution de toutes les consciences ». C'est aussi le moment où, hospitalisé, Marc voit la mort venir : « Il y avait en lui quelque chose de blanc et de doux, qui ne bougeait pas et qui le remplissait exacte-

ment ». Une sensation, plus loin décrite aussi comme la tombée de la nuit « Il s'agit d'un équilibre perdu d'une dégringolade sans douleur, où l'on ne bouge pas ».

Sur « Il » où il se repose, Marc rompt avec Lucienne et retrouve par hasard la marchande du kiosque qui le fournissait en images. Elle s'appelle Lucien. Bien sûr, une envoyée des forces souterraines. Appartient-elle à un réseau de « pornocrates » internationaux ? Et Yorick, le distroït ou nom plus shakespearien que breton, quel rôle joue-t-il ? Comme dans les autres romans d'Henri Thomas, chaque personnage est toujours un peu plus que lui-même. La littérature explique moins un mystère qu'elle ne l'indique. « Le fond de la vie », se demande l'auteur. L'arrière-salle d'un café ? Ou ravin de ronces ? La mort ? Ou plutôt rien.

R. de C.

(1) Gallimard, 1960, Prix Médicis.
(2) Qui ont publié récemment *A la rencontre de Léon-Paul Fargue*.

* Signalons également Henri Thomas ne les *Jour de souffrance*, un essai de François Jodit (Ed. La Librairie, 10, place Jeanne-d'Arc, 95000 Epinal, 204 p., 139 F.).

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉSLe Collège international
de philosophie a dix ans

Au départ, bien peu y crurent. Quand les pouvoirs publics demandèrent, en 1982, à François Châtelet, Jacques Derrida, Jean-Pierre Faye et Dominique Lecourt, de réfléchir aux formes d'une expérience ouverte permettant d'étendre l'exercice de la réflexion philosophique à des domaines et des publics nouveaux, le projet eut toute chance de dormir dans un tiroir ou de faire long feu. Ce ne fut pas le cas.

En dix ans de fonctionnement [1], le Collège international de philosophie n'a pas seulement survécu. Il a acquis une réputation au-delà de nos frontières. Il a su affirmer son originalité, il a marqué sa place au carrefour des disciplines et des nationalités.

Si quelques heurts et tâtonnements firent nécessairement porter de son parcours, cette association loi 1901, qui soutient quatre ministères (Recherche et espace, éducation nationale, culture, affaires étrangères), a rassemblé au fil des ans plus de cent trente directeurs de programmes — philosophes, écrivains, artistes, scientifiques... —, elle a organisé quelque mille deux cents séminaires en France et hors de France, et cent cinquante colloques, dont une cinquantaine internationales.

Les traces de cette décennie d'activités visant à repousser les limites de l'intervention philosophique sont nombreuses. Près de quatre cents cassettes audio sont disponibles, ou sont enregistrées les interventions de bon nombre de penseurs contemporains de renom, une revue de qualité (Rue Descartes,

éd. Albin Michel) a déjà publié six numéros thématiques et le « Bibliothèque du Collège international de philosophie », chez Albin Michel également, qui ne compte encore que quelques titres, devrait bientôt s'étendre.

Changement
continu

Actuellement présidé par Paul Henry, ce Collège est dirigé par une assemblée de cinquante-neuf membres français ou étrangers, qui ont tous d'autres fonctions dans l'enseignement, secondaires ou supérieures, ou dans la recherche. Aucun ne peut siéger plus de six ans, et l'assemblée est renouvelée pour moitié tous les trois ans. Ce changement continu est destiné à éviter l'enfermement doctrinal et la sclérose qui guettent toute institution.

Projetant désormais d'affermir ses liens avec d'autres organismes de recherche et d'étendre ses accords internationaux, le Collège international de philosophie va devoir devenir adulte sans perdre son caractère expérimental de lieu ouvert à tous les thèmes comme à tous les publics. Rendez-vous en 2003.

Roger-Pol Droit

(1) Le point de départ date de 1982, les premiers séminaires de 1984. L'année 1991 a été choisie pour marquer cette décennie.

► Collège international de philosophie-Carré des sciences, 1, rue Descartes-75005 Paris ; tél. : 46-34-37-78.

POINT DE VUE

Ne pas se tromper de combat ni d'ennemi

par Antoine Gallimard

A la suite de l'offensive de la FNAC contre la loi Lang et de l'opération « 100 000 livres pour les jeunes » organisée par cette même FNAC (le Monde du 28 janvier et « Le Monde des livres » du 5 février) Antoine Gallimard, PDG des Éditions Gallimard, nous a fait parvenir sa réaction.

MAIS enfin que peut bien vouloir la FNAC ? En reprenant le flambeau contre le prix unique du livre, elle poursuit un combat qui a été le sien depuis la loi de 1981. Cette hostilité n'est donc pas nouvelle ; ce qui est nouveau et déconcertant, c'est le ton, les arguments et surtout les méthodes auxquelles les éditeurs se trouvent confrontés.

Pour Gallimard comme pour beaucoup d'éditeurs français, la FNAC est devenue, depuis sa création en 1954, non seulement un client important mais un partenaire actif et apprécié, dont le dynamisme et la réussite n'ont plus à faire preuve. Sa démarche initiale est d'autant plus déconcertante qu'elle brise, en faisant cavalier seul, une tradition instaurée de collaboration étroite et multiple.

En substance, la FNAC procède à grande renfort de publicité que les livres sont « chers », trop chers. Que leur diffusion dans le public s'en trouve freinée, notamment chez les jeunes qui, au nom du prix, se détournent du livre au profit de l'audiovisuel. Que la loi, qui interdit aux détaillants de pratiquer des remises supérieures à 5 % sur les livres parus depuis moins de deux ans, est coupable de cette situation. Enfin que cette loi, parvenue dans son essence, contribue de surcroît à la disparition de librairies indépendantes et d'éditeurs de création qu'elle était au contraire censée protéger. Il

s'agit, on le voit, de graves accusations.

Que propose la FNAC ? Non pas d'obtenir l'abrogation d'une loi inique selon ses vues, mais de l'amender sur deux points : en autorisant des remises un an après parution et non plus deux, et en plafonnant soigneusement ces remises à 20 %. Or, dans cette logique, si le prix est trop élevé, pourquoi étendre un an avant de le réduire ? Et pourquoi limiter le rabais à 20 % ?

L'argument du livre cher ne réside pas à une visite au rayon des collections de poche. Les éditeurs n'ont pas attendu la FNAC pour proposer, dans des délais souvent très courts, et à des prix réduits dans l'immense majorité des cas de 50 % et non de 20 %, les ouvrages dont la première édition a trouvé une audience.

N'est-ce pas là le meilleur « seconde chance » que préconise la FNAC ?

Livre
ou produit ?

Mais le raisonnement de la FNAC repose sur un argument spéculatif que tous les éditeurs, petits et grands, connaissent bien : il y aurait une corrélation directe entre le prix d'un livre et le chiffre de ses ventes. C'est vraiment prendre le lecteur pour un consommateur comme les autres. En bien, en dépit des arguties de la FNAC, la lecture avec les livres qu'il achète ne peut se laisser enfermer dans la logique du « rapport qualité-prix » que celle du distributeur. Complexité, imprévisibilité, passionnée, le comportement du lecteur ne relève pas seulement du principe d'utilité.

Et l'on a vu cent fois tel roman ou tel essai à 120 francs dépasser les cent mille exemplaires, et tel autre à 70 francs, que l'éditeur a jugé

tout aussi digne de voir le jour, et auquel il a cru tout autant, ne pas atteindre les trois mille.

Si le raisonnement de la FNAC n'est pas dépourvu de pertinence pour certains secteurs bien précis de l'édition — le paracollaire par exemple, — il s'avère dépourvu de fondement dans le secteur qui nous préoccupe, celui de la création intellectuelle et littéraire, celui des œuvres. Il n'y a pas de marketing de la création et il n'y a pas, du moins tant que nous publions des livres, ce qui est tout autre chose que de fabriquer des produits. La FNAC semble se placer désormais dans une perspective exclusive de produit, ce qui indubitablement entraîne le rêve d'objets sur mesure lui permettant une « rentabilité optimale ».

La FNAC souhaite donc se donner une meilleure chance à elle-même dans un secteur qui représente environ le cinquième de son activité. Le premier volet de sa stratégie consiste à éliminer ses concurrents libraires plus petits qu'elle. Comment éliminer-ils les moyens de conserver en rayon un vaste fonds s'ils doivent s'aligner sur la loi du discount de 20 % ou user de leur droit de retour pour renvoyer à l'éditeur tous les ouvrages publiés depuis un an ? Le second volet s'adresse aux plus gros qu'elle : comment se protéger de l'autre versant de la concurrence — les grandes surfaces, — comment empêcher de pratiquer de fortes remises (bien supérieures à 20 %, elles en sont capables) qui pourraient le gêner considérablement ?

Que la FNAC tente, en commerçant avisé, de modifier à son avantage les dispositions légales peut se comprendre. En revanche, les moyens utilisés pour se procurer à l'insu des auteurs et des éditeurs les cent mille volumes en format de poche qu'elle a choisis de sacrifier au profit de son opération de « job-

bing » apparaissent contestables. Mais, surtout, qu'elle prétende, pour renforcer sa position, pour étendre son rayonnement, se poser en défenseur de l'intérêt général et incarner, dans la foulée, la légitimité du livre et de la lecture ne paraît pas tout à fait sérieux.

Quant à soutenir, dans un même élan, que la loi de 1981 est responsable de l'effritement du réseau des librairies traditionnelles, de la disparition des petits éditeurs indépendants, de la pléthore de livres mis sur le marché (l'oui d'extra encore ?)... c'est aller un peu plus loin qu'il n'est décent. Si des librairies meurent, c'est souvent faute de pouvoir faire face aux prix des loyers des centres-villes, incompatibles avec les faibles marges dégagées par leur commerce. C'est aussi quelquefois parce qu'elles sont mal gérées ou insuffisamment dynamiques. Qu'y peut la loi ? En revanche, elle procure un minimum de protection à celles, et elles sont heureusement nombreuses, qui peuvent ou savent s'adapter. Faute d'une loi similaire, la France e perdrait presque tous les disques traditionnels, voilà qui demande à être médité.

J'invite la FNAC à poursuivre sa mission exceptionniste que nous apprécions tous d'un « égratoune depuis 1954 », à continuer de privilégier qualité et service dans le cadre législatif dont le maintien garantit la meilleure politique, en France, aujourd'hui, pour l'ensemble des métiers du livre, qui sont fragiles parce qu'ils sont des métiers à risque. C'est cette politique qu'il faut essayer de faire partager à nos partenaires européens qui ne l'appliquent pas encore. Pour cela nous avons besoin d'une FNAC solide. Puisse-t-elle ne pas se tromper de combat ni d'ennemi.

Hommage à Frénaud

Une exposition à Beaubourg et un essai
de Roger Munier célèbrent le poète

L'année 1993 sera-t-elle une « année Frénaud » ? Expositions, lectures, spectacle théâtral (1) devraient attirer un peu plus l'attention sur une œuvre poétique essentielle, moins reconnue qu'elle devrait l'être. Alors que le poète s'apprête à fêter ses quatre-vingt-six ans, son ami Roger Munier lui consacre un essai en forme d'hommage, l'être et son poème (2).

Le texte tente de dégager la dimension ontologique de l'œuvre d'André Frénaud, déclaré « poète le plus métaphysique de sa génération ». « Je parle pour forcer ce qui demeure clos », affirme Frénaud, qui dit du

poète qu'il est « le passeur de l'être inaccessible ». Cette haute ambition allouée à l'écriture ne pouvait que séduire Muoler, qui fut ami de Heidegger et de René Char.

Il confie lui-même « interroger passionnément le monde pour le reflet en lui d'une dimension qui n'est pas lui » et « tenter une parole au point de rencontre entre poésie et philosophie ».

A cette approche en miroir, ce livre donne comme un écho matériel puisqu'une glose inédite d'André Frénaud sur son poème Pour une plus haute flamme par le défi suit l'essai de Roger Munier.

Sigolons que celui-ci vient également de publier trois autres livres (3). Enfin, en avril un cahier spécial d'hommage à André Frénaud sera publié par les Éditions Obsidiane.

J.-C. N.

(1) « André Frénaud, poème, chant d'ombre », à la BPI du centre Pompidou, jusqu'au 17 mai ; « André Frénaud et ses poèmes », au château de Ratilly, cet été.
(2) Encre marine (155 p., 120 F).
(3) Vire et le Seul (réédition), chez Deyrolle (respectivement 131 p., 140 F et 182 p., 160 F), ainsi que Paume furif, chez Babel (35 p., 60 F). Un essai vient également de sortir chez José Corti sous le titre L'ardente patience d'Arthur Rimbaud.

□ Rectificatif. — Dans l'article paru dans « Le Monde des livres » du 12 février sous le titre « Un dictionnaire intégral » et co-signé par la DicoLogique, une erreur nous a fait indiquer le numéro de fax de Memodata, la société éditrice de ce dictionnaire électronique, au lieu de son numéro de téléphone. Celui-ci est le 31-95-05-08.

SCIENCE-FICTION

Le virus et les fées

XÉNOCIDÉ
d'Orson Scott Card.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Bernard Sigaud.
Robert Laffont, coll. « Ailleurs
et demain », 480 p., 145 F.

BELLE
de Robin Mc Kinley.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Sophie Delle.
Presses Pocket, coll. « SF »,
191 p., 29 F.

LE BORD DU MONDE
de Brian Stableford.
Traduit de l'anglais
par Marjorie Fages.
J'ai lu, coll. « S-F/Fantasy »,
191 p., 18 F.

LE SOUS-MARIN NOIR
de Robert Harris.
Traduit de l'anglais
par Hubert Galle.
Julliard, 425 p., 110 F.

XÉNOCIDÉ est le troisième ouvrage d'un ambitieux cycle romanesque de science-fiction entrepris en 1986 par Orson Scott Card, dont les deux premiers volumes, *La Stratégie* et *Le Voix des morts* (1), ont été couronnés de nombreux prix. Il reprend la situation

là où il l'avait laissée — sur un double suspense — dans *Le Voix des morts* : la meoec d'un génocide radical orchestré par le tyranique Congrès stellaire à l'encontre des espèces peuplant la planète Lusitania, d'une part ; de l'autre, l'incertitude du combat entamé par les xéobiologistes humains contre le virus « intelligent » de la descendance qui menace mortellement la petite colonie terrienne, d'origine brésilienne, installée sur la planète. Un combat qui se double d'ailleurs d'un dilemme moral puisque, s'ils

connaissent un moyen de

détruire le virus, ils ne peuvent l'utiliser sans coadamor du même coup à la disparition les pigmées, l'espèce intelligente autochtone au très curieux cycle biologique partagé entre l'animal et le végétal.

Xénoicide a toujours pour personnage central cet Ender Wiggin qui porte la terrible responsabilité de l'autoélimination totale du peuple extraterrestre insectoïde des « doryphores » et qui a créé depuis dans le cosmos à la recherche d'un endroit où conduire, d'un cocoon de reine pieusement cooervé, sa renaissance. Cet endroit, il l'a trouvé sur Lusitania, au moment même où le Congrès stellaire a décidé de réduire militairement la planète rebelle à son autorité. Aidé par sa sœur Valentine, la pamphlétaire dont les œuvres ont sapé dans toutes les cent planètes l'autorité du Congrès, par Jane, la mystérieuse cotité informatique, et même par les personnalités autogéistes des enfants de Novinha, la femme qu'il a épousée, il est l'âme de cette entreprise presque désespérée qui vise à assurer le survie des trois espèces lusitanienues.

Dans ce récit complexe, Orson Scott Card brasse avec allégresse une multitude de thèmes touchant à la politique, à la métaphysique, à l'écologie, à la morale, qui s'ordonnent comme une réflexion plurielle et cootreditoire sur le phénomène de la colonisation. Le miracle est que sa fiction o'en démontre pas moins limpide et envoûtée, qu'elle paraisse si épurée quand elle est d'une richesse qui sous d'autres plumes moins élégantes nous eût paru aisément indigeste.

L'UNE des sources d'inspiration de la *fantasy* est notre bon vieux conte de fées. Deux romans parus récemment en apportent une illustration. *Belle*

est une réécriture du conte de M^{me} Leprince de Beaumont, *la Belle et la Bête*, immortalisé au cinéma par Jean Cocteau. Robin Mc Kinley est restée d'une grande fidélité au canevas du court texte original, transformant seulement les orgueilleuses et jalouses sœurs de Belle en personnages autrement plus sympathiques. Elle a développé chacun des épisodes du conte sans les alourdir, en faisant preuve parfois d'une belle invention (ainsi ces servantes invisibles et bavardes...), tout en co cooservant le charme et la magie.

Le Bord du monde de Brian Stableford, coommoce comme un très classique conte de fées. Un mariage se oégocie entre Damiao, le prince héritier du pauvre royaume de Caramora, et Helen, la fille du riche enchanteur Sirion Hilversum. Mais Helen trouve son prétendant peu engageant et n'accepte de loi donner sa main que s'il répond à trois oéigmes dont elle doit l'énoncé à son miroir magique. Le ton prismantier adopté par l'auteur laisse présager quelque subversion rapide, que la suite du roman ne manque pas de révéler.

Le Sous-marin noir de Robert Harris est un très insolite objet romanesque à cheval entre l'uehorie et le roman policier. Par le biais d'une fictioo savamment truquée, l'auteur décrit la société bureaucratique et terrifiante qui aurait pu s'instaurer dans un passé potentiel et met en scène les conjurés de la conférence de Wannsee, les perpétrateurs infâmes de la solution finale. La forme choisie du thriller, d'ailleurs parfaitement maîtrisée, rend sa démonstration passionnante et efficace.

Jacques Bandon

(1) Disponibles au Livre de poche.

Fermeture
de la Librairie
française de Mexico

Après près d'un demi-siècle d'existence, l'ue des vitrines de la francophonie en Amérique latine, la Librairie française de Mexico, fermera ses portes à la fin du mois de février. Ou principe, un autre point de veote de dimosioo plus modeste devrait lui succéder dans le même quartier de la Zona rosa, le Saint-Germain-des-Prés local, mais cette disparitioo est ressentie comme la fin d'un chapitre empreint de oostalgie et de regrets.

Ouverte au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Librairie française devait rapidement devenir l'un des points de ralliement de la vie culturelle de Mexico. Elle aura vu passer nombre d'exilés espagnols, comme Luis Bonel, tandis que les plus grands ooms de la littérature mexicaine et hispano-américaine la transformaient peu à peu en un lieu de rencontres et d'échanges. Parmi les habitués, des écrivains aussi prestigieux que Juan Rulfo, Octavio Paz, Carlos Fuentes, Alvaro Mutis ou Miguel Angel Asturias. Pendant les jours fastes, expositions de peinture ou concerts mettaient un surcroît d'animation entre ses murs tapissés de livres et de revues les plus divers.

La Librairie française de Mexico o'aura pas survécu à la crise qui s'est frappée le Mexique dans les années 80, affectant rudement les livres importés, devenus soudains objets de luxe. Si jusqu'à ces derniers jours elle attirait coecore de nombreux fidèles, les ventes avaient sérieusement décliné, alors que ses dettes s'accumulaient. Finalement, Gallimard qui l'avait reprise en 1981 a dû se résoudre à la vendre à un groupe contrôlé par un industriel franco-mexicain, M. Enrique Brémo. Son nouveau propriétaire espère la faire renaitre bientôt de ses cendres sur des bases consolidées dans un autre décor.

Jean-Claude Duhrer

« Ce livre propose l'interprétation la plus intéressante, la plus neuve, des récentes mutations planétaires. »
(Le Figaro)

L'ordre mondial relâché
sens et puissance après la guerre froide

Zaki Laidi

2^e édition revue et augmentée
264 pages 90 FPRESSES DE LA
FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

هكرام الناصر

LE MONDE DES LIVRES

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE
DU MOUVEMENT OUVRIER
FRANÇAIS 1914-1939

sous la direction de Jean Maitron.
Tome XLIII, VAL à ZY.
Les Editions ouvrières, 439 p., 280 F.
LES INTELLECTUELS, LE SOCIALISME
ET LA GUERRE (1900-1938)
de Christophe Prochasson.
Seuil, coll. « L'univers historique »,
356 p., 150 F.

L'HISTOIRE
par Jean-Pierre Rioux

Au paradis des militants

TOUT commence avec le dénommé Denis Abad « né le 9 mars 1913 à Muelin (Espagne). Ouvrier agricole. Secrétaire de la section socialiste SFIO de Courmoult (Hérault) en 1939 », à ne pas confondre, bien sûr, avec l'autre Abad, sans prénom celui-ci, le peintre en bâtiment qu'on repère en 1919, secrétaire de l'Union des syndicats de l'arrondissement de Bel-Abbès en Algérie. Tout s'achève avec Chli Zytnicki, un jeune Juif de Pologne arrivé à Paris en 1929, qui cousait des imperméables et mourut dans les brigades internationales en défendant le quartier de l'Université à Madrid, le 21 décembre 1936. Entre ces deux obscurs, 73 000 noms à gloire inégale, couchés dans l'entre-deux-guerres au champ d'honneur de la militance dans le « Maitron », l'entreprise d'histoire la plus folle et la plus monumentale qu'on puisse imaginer. Et qui n'a rien d'une nécropole.

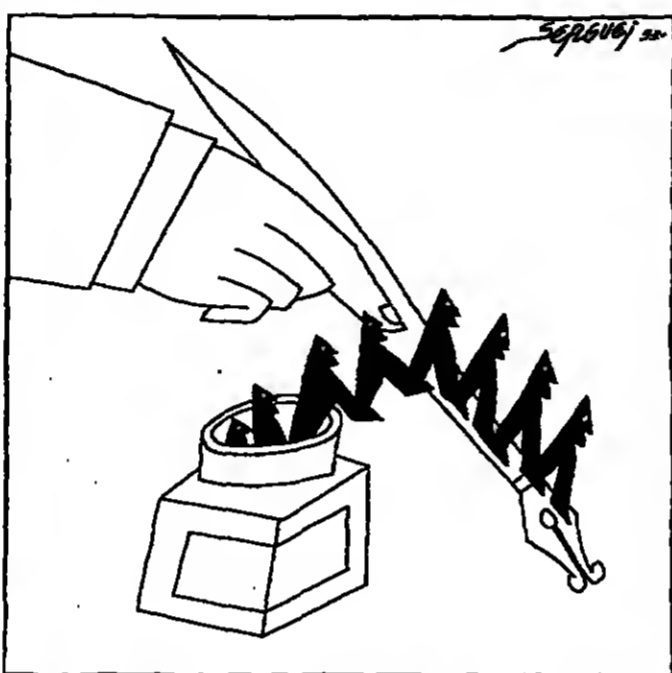
Entre Abad et Zytnicki, sont encore cités 36 000 autres ombres. Au total, la toute petite PME du Dictionnaire a recensé en trente ans de travail 110 000 biographies, mobilisé 370 collaborateurs, couvert en quatre temps et 43 volumes une bonne part de notre histoire sociale et politique depuis 1789 (1). Elle a, de surcroît, diligenté cinq razzias fructueuses à l'étranger (pour l'Autriche, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Chine et le Japon). Le cœur de ce dispositif ? Un petit homme cahochard, à la moustache courte et au terrible accent nivernai, un « fada » qui régla l'affaire au petit poil, un vieil instituteur qui ne badinait pas avec l'exactitude et la minutie : Jean Maitron, mort en 1987, après avoir passé son bébé déjà joufflu à Claude Penicart.

Il a expliqué son projet sans barguigner, à l'aube du tome XVI, paru en 1981. Il s'agissait de gratter en équipe toutes les archives disponibles, politiques et policières, publiques et privées, de lire attentivement la presse, de susciter du témoignage, puis de recouper et malaxer le tout pour servir une « bio » précise et honnête. Ce « premier sillon »,

si droit et fort étiré, serait un appel au labour, assidue, de la réflexion. Qui sont ces gens, qu'ont-ils fait et pourquoi ? Ont-ils jamais lâché la proie pour l'ombre, gâché leur vie ou ennobli des causes confuses ? Vastes questions, on le voit, qui sont mal à nos oreilles en 1993, mais qu'il faudra bien examiner un jour, sur de grandes masses, en partant du travail de la fouille Maitron.

Ses choix furent simples, un peu trop peut-être, à l'image du metteur en œuvre. Ont été retenus « ceux et celles qui (jusqu'en 1939) se sont conduits en acteurs responsables du mouvement ouvrier, qui ont assumé une tâche, même modeste, pendant un temps, même court, dans une section, une cellule, un syndicat, une coopérative ». Bref, des gens repérables à travers les organisations. Ce critère valorise évidemment les lieux les mieux structurés, communistes en tête, on les groupait sous le terme de « militants », mais on ne compensait leur impuissance en comptant et recomptant manuellement leurs maigres troupes. Et de fait, cette forte tribu du « peuple militant » est bel et bien massivement « de gauche », avec un surinvestissement sur les plus rouges, qui étaient les plus voyants et les plus surveillés et dont on a de ce fait gardé autrement mieux la trace.

Le « Maitron » délaissé a priori les représentants des classes moyennes, indigènes du « mouvement ouvrier », il s'interroge sur le choix des revécus qui ont vécu en 1940, il oublie les « jaunes », et les populistes dont la grigne a fait le bonheur de la droite et de ses extrêmes. Il surestime tel département, ou un chercheur enfiévré, un érudit local ou quelque révolutionnaire en retraite a meublé ses loisirs en entassant des fiches pas



toujours topiques. Mais il reste très écumenique en accueillant toutes les mouvances syndicales, chrétiennes comprises ; en recensant avec ferveur les trotskystes et les « anars » chers à Maitron ; en abritant maints intellectuels, sous l'impulsion notamment de Nicole Racine. Et sans se départir d'une extrême modestie, qui fait l'unité de son Dictionnaire et force l'adhésion : cette œuvre, disait Maitron, est scientifique mais non exhaustive, fidèle et pinnulaire à la fois. A poursuivre, en somme.

Ainsi, pendant trente ans, de 1958 à 1987, l'ancien « coco » repenti après le pacte germano-soviétique de 1939, devenu docteur d'Etat en 1950, le militant du PSU fondateur de la revue *Le Mouvement social*, prit sa paisible revanche sur l'Université qui l'avait empiétement hué (il fallut toute la fermeté d'un grand savant et parfois

bonne humeur, Pierre Renouvin, pour que Maitron pût disposer d'un cagibi dans l'antique Sorbonne qui méprisait tout au long l'agitateur interlope). Sa notice, comme il se doit, figure au tome XXXV. On y lit qu'il fut incinéré au Père-Lachaise et que l'annonce de la cérémonie funéraire fut accompagnée de deux vers de l'*Internationale*. Ne ricanons pas, de grâce : le cher Maitron, comme disent les coureurs cyclistes, « en avait sous la socquette ».

NOS « intellectos » furent-ils eux aussi, à leur façon, des militants du mouvement ouvrier ? Christophe Prochasson répond non avec nuances, dans un beau livre très construit, à l'écriture tendue, parfois au bord de l'ellipse. Et dont le contenu ne recouvre pas tout à fait le titre. Car manquent à l'appel les intellectuels communistes, empêtrés dans leur fidélité au parti légitime après 1924, et surtout les adversaires, tous ceux qui, en toute bonne foi et de toutes leurs forces, se sont déterminés par hostilité au socialisme et au pacifisme, depuis les heures chaudes de l'affaire Dreyfus jusqu'à l'automne de Munich. Mais, cette réserve faite, il faut savoir que le travail de Prochasson est un régal d'intelligence.

Sa méthode, son secret et son charme ? Traquer les intellectuels non pas dans leurs discours mais dans leurs pratiques ; les identifier dans les lieux, les milieux et les réseaux où ils exercent leur cléricature. Ce parti pris nous vaut une histoire très charnelle, qui stylise la passion et décode les comportements, qui n'a nul besoin des « champs » bourdieusiens pour être profonde et joyeuse. Une sorte de « nouvelle histoire intellec-

nelle » que Prochasson, on l'espère, va poursuivre, et fort loin.

Car ils sont à tout prendre assez gailards sous son microscope, nos intellectuels d'antan ! Bien à l'heure sur l'événement, entêtés depuis l'affaire, heureux de dire son fait à la société bourgeoise, s'ouvrant aux horizons européens : sympathiques, vraiment. Non qu'ils aient beaucoup apporté au socialisme français, si « impalpable » par ailleurs et qui fut et demeura une idée plus qu'une doctrine, mais ils firent de leur mieux, par la pédagogie, par l'élaboration théorique et la compréhension des avant-gardes artistiques et politiques, par la jeunesse de leur plume. Les voilà « engagés » au nom de l'éthique, campant utilement à l'écart des nuivres et du socialisme organisé qui — Prochasson sait manier l'euphémisme — « ne fonctionna pas comme un facteur de brassage social ».

La Grande Guerre, celle de 14-18, sonna hélas la fin de la récréation. Cette immense déchirure — dont toute une recherche en cours, et si neuve, nous répète qu'elle fut fatale et décisive pour l'histoire de notre vingtième siècle, autrement plus que celle de la seconde guerre mondiale — fit mentir la Science, agenouillée devant l'Etat guerrier ; et pervertit l'esprit critique. Bien avant la rupture du communisme, nous dit Prochasson, elle a marqué « le » tournant pour les intellectuels.

Il leur faudra bien, après le carnage, s'engager, vomir toutes les guerres, mépriser l'universel, lutter contre le fascisme, pétitionner à tour de bras : changer de paradigme devant l'urgence. Mais au prix d'un abandon de cette « éthique dreyfusienne » dont le cheminement — c'est le grand acquis de ce livre — est la seule vraie force de scansion d'une histoire de l'intelligence en France, cette éthique que certains ont redécouverte aujourd'hui. Celle dont Benda déplorait la perte dans sa *Trahison des clercs* de 1927 quant il écrivait : « La religion du particulier et le mépris de l'universel est un renversement des valeurs qui caractérise l'enseignement du clerc moderne d'une manière tout à fait générale. (2) »

(1) L'association des Amis de Maitron organise jusqu'au 28 février une exposition, *Voyager du mouvement ouvrier*, à la Grande Arche de la Défense (galerie Edgar-Faure, de 9 heures à 18 heures du samedi, de 9 heures à 19 heures le week-end).

(2) L'histoire des militants stalinisés peut être revisitée. Ainsi, celle de Clara Zetkin, la socialiste la plus connue en Europe à la veille de 1914, dont Gilbert Badia, fort de nouvelles archives ouvertes dans l'ancienne Berlin-Est, nous dit qu'elle fut aussi très socialisante et joliment féministe (Gilbert Badia, *Clara Zetkin, féministe sans frontières*, Les Editions ouvrières, coll. « Biographique », 333 p., 125 F.).

Dieu pour le meilleur et pour le pire

Sur les décombres du communisme naissent des mouvements religieux qui bouleversent la carte politique du monde

LES POLITIQUES DE DIEU

Ouvrage collectif sous la direction de Gilles Kepel, avec Jean Baubérot et Alain Tassin.
Seuil-CERI (Centre d'études et de recherches internationales), 301 p., 140 F.

Dieu n'en finit pas de savourer sa « revanche ». Pour le meilleur, hélas aussi pour le pire. Si des communistes repentis se convertissent en Russes, d'autres en Bosnia rejouent la même pièce tragique où la foi catholique, orthodoxe ou musulmane — sert de prétexte à des affrontements séculaires. Et si, à Pékin, des croyants s'engouffrent dans le moindre espace de liberté, chievement mesuré, à Ayodhya, des partis hindouistes dynamisent une mosquée, en Israël, main sur la Torah, des religieux se déchirent, à Alger et Téhéran, on répète, avec les sonnettes du Coran, le même rêve d'un islam purifié et conquérant.

Mais qui est ce « Dieu » au nom duquel on se signe, on se prostorne ou on se bat ? Ce « Dieu » revendiqué, récupéré par la politique, brandi à tort et à travers par des commentateurs paresseux ? Même si sa démarche comparative irrite, on saura gré aux travaux de Gilles Kepel de fournir ici d'indispensables clarifications. Après la *Revanche de Dieu*, publié en 1991 et traduit en dix-neuf langues, Gilles Kepel élargit son champ d'observation et réunit, cette fois sous le titre les *Politiques de Dieu* (aussi contestable que le précédent), une douzaine de contributions, qui de l'Algérie à la nouvelle Russie, du Vatican à l'Iran, de New-Delhi à l'Afrique, décrivent les évo-

lutions les plus récentes à la charnière du politique et du religieux (1).

L'ouvrage serait prétentieux si, d'emblée, Kepel ne prenait des précautions sémantiques. Il tort le cou à des mots comme « intégrisme » ou « fondamentalisme » qui, à vouloir qualifier tout — du séminariste d'Ecône aux barbus d'Alger — ne signifient plus rien. Et s'il dresse le constat des analogies entre les manifestations de ce renouveau politico-religieux, il s'en tient, avec ses chercheurs, à une analyse scrupuleuse, souvent érudite, des faits, sans chercher à bâtir un système, sans tomber dans la généralisation partisane, bâtie et définitive.

Le retour d'un religieux refoulé

Comment ne serait-on pas tenté, pourtant, de faire des comparaisons entre les mouvements de réislamisation dans les pays arabo-musulmans, de « réveil » pentecôtiste en Amérique latine, de « nouvelle évangélisation » dans l'Eglise de Jean-Paul II, de néomessianisme en Israël, de nationalisme hindouiste ? Dans des cultures éclairées et des régimes politiques hautes, ils s'inspirent tous d'un même besoin de recomposition du « sens ». Et tous aussi émergent de l'espace géographique informel que Kepel appelle les « non-villes », gros bourgs ruraux ou périphériques de grandes agglomérations.

Leurs cibles favorites sont les milieux éduqués, actifs, insérés, mais revenus de leurs illusions séculières, scientifiques ou politiques. Ils n'ont conservé de la « modernité » rejetée que les moyens d'expression capables de diffuser leurs attentes et leurs

frustrations. Et, toutes proportions gardées, le marché des castes vidéo islamiques, dans les mosquées de Tuni ou de Téhéran, remplit la même fonction que l'Eglise électronique aux Etats-Unis et en Amérique latine.

Mais à chaque page de cette enquête collective, on hute aussi sur des difficultés d'explication. S'agit-il d'aspirations classiques à la liberté, face à un ordre social corrompu, à un régime politique honni ? De retour à un religieux, trop longtemps « refoulé » ? Ou de tentatives « néocommunistes », marquées par le repli dans la chaleur d'une tradition, la vénération de textes sacrés et l'« euphorisation » du passé ?

Ce sont quasiment les seules interprétations qui se dégagent du livre. En réalité, elles sont plus complexes. Il n'y a aucun rapport, par exemple, entre la « sortie des catacombes » de l'Eglise orthodoxe de Russie, cherchant une nouvelle identité dans la société postcommuniste, avec les campagnes du FIS dans les banlieues déshéritées d'Alger.

La cohorte des prédicateurs

De même, ne peut-on pas mettre sur le même plan l'option nationaliste des partis religieux juifs ou hindous, l'option progressiste de la résistance palestinienne ou l'option résolument conservatrice des sectes ou des Eglises évangéliques d'Amérique latine, qui bâtissent leur succès sur le déclin d'un catholicisme hier politiquement engagé.

Les comparaisons sont toutes risquées et les tentatives de classement fatalement décevantes.

C'est la limite d'un tel ouvrage. S'il illustre parfaitement la faille, d'un bout à l'autre de la planète, de toutes les formes de sécularisation, on lui reprochera de n'avoir pas assez marqué les clivages et les ambiguïtés qui, en fait, se trouvent à l'intérieur de chaque société. Dans le honillement religieux de la Russie postcommuniste, par exemple, des courants orthodoxes chauvins, héritiers des slavophiles antioccidentaux, cohabitent (très mal) avec la cohorte des prédicateurs baptistes, missionnaires catholiques, magies et gnériseurs qui envahissent les rues de Moscou.

Même si l'utilisation de la religion ici est parfois abusive — le rôle des théologiens ou des contemplatifs est absent, — on reste frappé par le retour au premier plan d'un facteur aussi discriminant d'analyse. Quand, à la fin de cet ouvrage, Alain Tassin écrit qu'il est urgent de dépasser les oppositions classiques entre « tradition et modernité », « religion et sécularisation », il avoue, en fait, l'embarras de toute une sociologie et d'une science politique, notamment françaises, où le facteur religieux a été longtemps tenu comme suspect, voire, lui aussi, « refoulé ».

Henri Tincq

(1) Les contributions rassemblées ici sont d'Alger Leventhal (Algérie), Farhad Khosrokhavar (Iran), André Ricard (Vatican), Kathy Roussel (ex-URSS), Françoise Aubin (Chine), Achille Mbembe (Afrique), Jean-Pierre Bastian (Amérique latine), Christophe Jaffrelot (Inde), Alain Dieckhoff (Israël).

Là où l'information s'arrête

BALKAN-EXPRESS
Chroniques de la
Yougoslavie en guerre
de Slavenska Drakulic.
Traduit du croate
par Mireille Robin
et de l'anglais
par Cécile Wajsbrot.
Mentha, 167 p., 98 F.

De l'ex-Yougoslavie, tout ou presque a désormais été dit. De la guerre, en revanche, il reste beaucoup à apprendre, à travers les blessures infligées jusqu'au plus profond des âmes. Slavenska Drakulic, qui vit à Zagreb mais voyage beaucoup, en Europe comme en Amérique, est romancière mais aussi journaliste. A ce titre, elle sait parfaitement ce que peut et ne peut pas accomplir la prose de livre, écrit-elle, commentance là où l'information s'arrête, si se tient quelque part entre les faits bruts, l'analyse et l'histoire personnelle, parce que la guerre ne se déroule pas seulement au front — elle est partout, elle est en nous.

Dans ce compartiment du Balkan-Express parti de Vienne, les passages s'observent en silence. Qui est serbe ? Qui est croate ? Qui est slovène ? Le danger serait de se parler, de s'observer trop attentivement. « A ce moment-là, la folie vers laquelle nous roulons prendrait une telle consistance que nous ne pourrions peut-être pas la contenir ».

Cette conscience intime de la guerre, de la violence, des massacres se forge au fil des jours, et il serait futile de croire que l'on peut rester en marge, ne pas être solidaire d'un camp ou de l'autre, ignorer les haines qui les opposent. Slavenska Drakulic est croate et ne saurait naturellement nourrir de sympathies pour les Serbes. Quels qu'ils soient ? « Y a-t-il, demande-t-elle, des gens dans cette guerre, des membres de la nation agresseur, à qui il n'y ait rien à reprocher ? » Voici matière à un douloureux examen de

conscience pour cette intellectuelle, habitée des salons de New-York et de Paris, qui découvre avec horreur à quel point elle a été contaminée jusqu'au fond d'elle-même par l'insupportable conflit de nations dressées les unes contre les autres.

S'il y a peut-être une raison à cela, c'est qu'aujourd'hui, en Yougoslavie, la bestialité est rapportée comme un fait ordinaire. Serait-elle propre à un seul camp ? N'est-ce pas un embarras croate qui prononce cette phrase toute simple et définitive : « Faire la guerre, c'est tuer ? » Quant à l'immolation, elle est loin d'être une unique, comme en témoigne la cas de cette actrice croate, dénoncée, traquée dans la boue par ses propres compatriotes pour s'être au mauvais moment produite sur une scène de Belgrade, ex-capitaine fédérale, devenue celle de la Serbie.

Les chroniques de Slavenska Drakulic sont très sombres et à aucun moment ne laissent prévoir comment, ni quand, les haines pourraient s'apaiser. Peut-être peut-on entrevoir une lueur, tout de même, dans cette ultime réflexion qui, si les mots ont un sens, tant de les dépasser : « Nous sommes en guerre, nous portons en nous cette maladie mortelle qui nous réduit à ce que nous n'avions jamais cru possible, et j'ai bien peur qu'il n'y ait personne à qui le reprocher. » Pas même aux Serbes ?

Alain Jacob

* Slavenska Drakulic est également l'auteur de *Les restes du communisme* paru dans la collection, portails et scènes de la vie de femmes dans les pays ex-communistes (Ed. Jacques Bataillon, 240 p., 110 F.).

* Signalement Yougoslavie-Déclatés, un album de photographies réalisées par des photographes de SIPA Press, présentées par Jérôme Bony, grand reporter à France 2, avec une préface de Bernard Kouchner. Des documents d'une exceptionnelle qualité qui font découvrir la guerre « en direct », sans complaisance pour quiconque et dans toute son horreur. (Ed. Laitre, 6, place Assolvi-France, 42000 Saint-Etienne, 93 p.).

Le passage du témoin

Les livres de survivants des camps de concentration se multiplient incitant à une réflexion sur le sens de cette vague tardive de témoignages

LA MAISON DES MORTES DE RAVENSBÜCK
de Denise Dufournier.
Préface de Maurice Schumann.
Julliard, 174 p., 90 F.

SI TU T'EN SORS...
Auschwitz, 1944-1945
de Nadine Hefler.
Préface de Pierre Vidal-Naquet.
La Découverte, 190 p., 90 F.

JEUNESSE VERS L'ABÎME
de Liliane Lévy-Osbert.
Préface de Robert Chambeiron
et Marie-Elisa Cohen.
Introduction
de Stéphane Courtois.
EDI, 188 p., 98 F.

LE LIVRE DE LA MÉMOIRE
Au-delà de l'enfer
de Sylvain Kaufmann.
Préface de Robert Badinter.
J.-C. Lattes, 522 p., 149 F.

LES ENFANTS DE SLAWKOW
Une jeunesse
dans les camps nazis
de Jo Testyler.
Albin Michel, 202 p., 110 F.

EXERCICES DE MÉMOIRE
d'Annie Leclerc.
Grasset, 250 p., 98 F.

Ils n'ont jamais oublié. Mais les uns longtemps se sont tus, tandis que les autres ont consigné dès leur retour des témoignages qui, cependant, sont demeurés inédits ou ignorés. Les premiers craignaient de raviver des souvenirs douloureux et voulaient reconstruire une vie délestée des souffrances passées. Qu'ils aient ou non immédiatement écrit, tous n'en furent pas moins habités par le sentiment que personne ne souhaitait écouter ou lire leur récit. On sait, en effet, le peu d'intérêt rencontré par les témoignages, nombreux, parus dans les

années de l'après-guerre et combien, par exemple, les textes de Primo Levi, si connus aujourd'hui, furent négligés alors.

Les temps ont changé, et il est plus facile de rompre le silence qu'avant, le monde paraît moins sourd. Plus facile d'être publié aussi sans doute. Et plus urgent, maintenant, pour des auteurs animés par la conscience d'une double et pressante nécessité : individuelle, face au poids des ans, et politique, face aux allégations des révisionnistes, à la montée du racisme et à la recrudescence des nationalismes. Derniers survivants et sentinelles du souvenir, ils veulent s'acquitter d'une dette envers ceux qui sont morts dans les camps et passer le témoin d'une mémoire vigilante aux générations suivantes. D'un livre à l'autre, ce motif revient, insistant, répété.

« Il faut maintenant nous hâter si nous voulons transmettre avec exactitude l'image de ces paysages maudits », note ainsi Denise Dufournier. Elle avait vingt-cinq ans quand elle fut arrêtée, en 1943, pour faits de résistance, incarcérée à Fresnes, puis déportée en Allemagne. Son livre, publié en 1945, trois mois après son retour, et réédité aujourd'hui, retrace avec précision et sobriété l'expérience des détenues politiques françaises à Ravensbrück, en s'attachant à restituer la force des liens soudés dans une histoire collective de lutte, de souffrance et de solidarité.

Nadine Hefler n'avait que quinze ans lorsqu'elle quitta Drancy pour Auschwitz-Birkenau, le 30 mai 1944. Son récit, rédigé en 1946, et publié tel quel en 1992, est celui d'une adolescente de la bourgeoisie juive française précipitée dans l'âge adulte par la terreur concentrationnaire et la perte de son père, puis de sa mère, au camp. Elle a écrit, pour eux, ce texte impressionnant

et émouvant tant il allie le regard de la maturité et les accents d'un enfant.

Liliane Lévy-Osbert, elle aussi, a été déportée de Drancy à Auschwitz-Birkenau en 1944. Engagée à vingt ans dans l'Organisation spéciale des Jeunes communistes et arrêtée en 1941, elle avait auparavant connu divers camps et prisons en France. Son témoignage, livré récemment à la demande de ses proches, est construit à partir d'une série d'entretiens, en phrases brèves, presque hachées, suite de « flashs », épisodes, reminiscences puisés au fond d'une mémoire travaillée.

Un « lieu de mémoire »

Jo Testyler et Sylvain Kaufmann ont également écrit longtemps après, en usant du présent pour une plongée dans un passé révisé. Leur itinéraire de déportée est passé par des étapes et des expériences moins connues. Le premier, arrêté à dix-sept ans, en mars 1942, à Slawkow, une bourgade de Silésie polonaise, fut interné dans des camps de travail avant d'aboutir dans le camp de concentration de Fünfel-Tsichen, puis dans celui de Gross-Rosen où, pendant deux mois, il dut effectuer « un travail incessant pour déposer des cadavres devant le crématoire », un « travail » dont on ne revient pas.

Le second, parti de Drancy en 1943, a réussi, en territoire allemand, à s'évader par le plancher du convoi qui roulait vers Sobibor, où tous les autres furent tués. Repris, il fut incarcéré dans les prisons du Reich avant de se retrouver dans une section disciplinaire d'Auschwitz puis, en octobre 1943, dans le groupe de déportés chargés de trier et de récupérer briques et biens dans le ghetto de Varsovie. Il en garde des images bal-

lucinaotes, telle celle de ces hommes qui, dans le froid de l'hiver, ont été érosés au jet jusqu'à ce qu'ils soient pris dans la glace pour constituer un sinistre jeu de quilles. Inventivité de l'horreur — ou a beau le savoir, elle nous surprend toujours. Mais l'essentiel est ailleurs, dans la volonté, l'audace, l'acharnement à survivre et à espérer que traduisent ces récits, particulièrement celui de Sylvain Kaufmann.

Tous ces ouvrages méritent attention et respect. Certains, traitant d'un aspect ou d'un secteur particulier de l'univers concentrationnaire, apportent un nouvel élément de connaissance ; d'autres impressionnent par une acuité de description et une singularité de ton particulières ; d'autres encore se font écho, relatant et confirmant des expériences similaires. Ils s'ajoutent cependant à une liste déjà longue. Ils viennent après les descriptions et analyses synthétiques de David Rousset, les récits et réflexions méditées jusqu'à l'universel de Robert Antelme ou de Primo Levi, les témoignages de Shoaah, le grand film de Claude Lanzmann, et bien d'autres.

Encore des livres sur la déportation, dira-t-on. Mais les déportés, eux-mêmes, souvent ont lu beaucoup de témoignages, savent qu'aucun d'eux, jamais, n'ous raconteraient cette réalité-là. C'est aussi cette impossibilité et la nécessité prégnante de réaffirmer l'importance de chaque expérience individuelle, par rapport à un système concentrationnaire où, précisément, l'individu était nié et détruit, qui poussent certains à prendre la plume à leur tour. Au-delà de la singularité ou des « qualités » de chaque texte — que les préfaceurs, soucieux de prévenir une lassitude supposée, s'attachent à souligner, — c'est ainsi, finalement, une bibliothèque de la déportation qui s'érige. Ce fonds

de documents n'est pas strictement historique, moins encore littéraire : il constitue un « lieu de mémoire » qu'il faut visiter et comprendre comme tel.

De cette visite, après avoir vu le film Shoaah, Annie Leclerc a rapporté cet étonnement douloureux : « Il serait déjà venu le temps de tourner la page ? Pour nous en particulier qui ne sommes pas juifs ? Mais nous n'avons encore rien dit ou presque... » Découvrant à quel point elle ignorait ce qu'elle croyait savoir, car « on peut avoir entendu cent fois parler d'une même chose sans y avoir jamais arrêté sa pensée », elle s'y arrête donc, reprenant le fil de sa propre histoire, pour tenter de saisir, de l'effacement et après, l'émergence de la cruauté, les leçons de l'innocence, les ressorts de l'indifférence ou de la molle défaillance devant l'insupportable. Une démarche indiscutablement estimable. Pour quoi, en effet, les victimes devraient-elles porter seules la charge du souvenir ? Et pourquoi, en particulier, les juifs devraient-ils assumer seuls le poids de la Shoaah ? Redoutable piège que cette solitude. Il renforce et aiguise un devoir de mémoire qui lui-même, à son tour, creuse encore l'isolement. Car certains alors trouvent cette insistance trop pesante, cette clameur au malheur trop caennaise. Or, sans doute la serait-elle moins si elle était relayée par d'autres.

L'inquiétude de la raison

En ce sens, le livre d'Annie Leclerc doit être salué. Pourtant, on ne peut la suivre entièrement dans ses propos. D'abord, parce que l'effusion des sentiments, circulant d'un souvenir à l'autre, ourdit une réflexion sur les rapports de l'homme au mal qui cède parfois à la confusion. Ainsi, l'association entre l'idéologie raciale

nazie, la passion révolutionnaire de Robespierre ou de Saint-Just et tous les rêves de rédemption, affo de souligner « la proximité de l'aspiration à la pureté et la plus grande violence » dans l'aveuglement de tous les désirs de matin du monde, brouille l'analyse plus qu'elle ne la soutient. Ensuite, parce que « prendre l'histoire par le bout des larmes », comme Annie Leclerc le préconise — allant jusqu'à affirmer que « seules les larmes savent réfléchir », — est certes un partage de la douleur, une commémoration au sens strict, mais il n'est pas certain que cela seul puisse fonder un regard vigilant pour l'avenir. La question ici posée est celle de la médiation entre sensibilité et réflexion. Une affiche récemment placardée sur les murs de Paris, qui associe la situation en Bosnie au souvenir des camps nazis, l'illustre. Elle frappe l'esprit, et c'est l'intention. Mais une telle association ne permet ni de comprendre l'horreur passée, devenue référence paradigmatique, ni celle du présent, qui, ou lieu d'être regardée en face, apparaît en décalage de l'autre. Au « plaider pour les larmes » doit répondre l'inquiétude de la raison.

Nicole Lapierre

Signalons aussi les Enfants pendant l'Holocauste de George Eisen, traduit de l'anglais par François Rey-Sens, et préface par Tony Laitin (Calmann-Lévy, 216 p., 100 F.). Signalons également l'Atlas de la Shoah de Martin Gilbert, un inventaire des itinéraires sur lesquels les persécutions de diverses origines ont lancé les juifs à travers l'Europe et bien au-delà, depuis le début du siècle. L'ouvrage est utile aux victimes du nazisme et des déportations qui ont accompagné la seconde guerre mondiale — sans ignorer, par conséquent d'autres catégories de persécutés comme les tziganes, les chrétiens de divers pays écartés par le totalitarisme nazi, les prisonniers de guerre soviétiques. Un ouvrage nouveau de très nombreuses cartes et d'excellentes illustrations, dont la rigueur fait un très utile instrument de travail. (Traduit de l'anglais par Joël Koenig, préface de Bernard Kouchner, postface de Jean Kabaïa, Ed. de l'Asie, 1992, 200 p., 120 F.).

Paris ville morte

LA CHUTE DE PARIS 14 JUIN 1940
de Herbert R. Lottman.
Belfond, 480 p., 149 F.

Dans la nuit du 12 au 13 juin 1940, au milieu d'un Paris désert et déjà déclaré ville ouverte, des officiers sont réunis sur le parvis de l'Étoile autour du colonel Jean Perré. Comment arracher à son tonbeau sous l'arc de Triomphe et emmener en exode, avant l'arrivée des Allemands, la dépouille du Soldat inconnu ? Les blindés de Perré ont quitté Paris pour Arpajon. Le génie n'a d'ailleurs pas d'engins capables d'extraire le cercueil. Après un dernier salut, le colonel et ses camarades se résignent et s'éloignent dans la nuit où la flamme continue de brûler. Perré deviendra le chef de la garde personnelle de Pétain. Un autre spécialiste des blindés, aux thèses totalement opposées, aux siennes commencent à se faire entendre de lui à Londres. Herbert Lottman, à qui on doit notamment un volumineux et discuté *Pétain*, conte cet épisode dans un ouvrage de la même veine que le célèbre *Paris brûle-t-il*, de Dominique Lapiere et Larry Collins. Aux témoignages récents de Parisiens de la base se mêlent les souvenirs, depuis longtemps publiés, de ceux qui ont tenu le devant de la scène. C'est le cas de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, William Bullitt. Ce personnage effervescent, francophile avec passion, câble constamment

à son ami Roosevelt des informations et des propositions contradictoires et refuse de suivre le gouvernement français en exil, comme c'est la règle, pour protéger les Parisiens.

Léon Blum ne veut pas quitter Paris. Il finit cependant par partir pour Montauban... Pour revenir presque aussitôt en compagnie de Marx Dormoy. Ils trouvent, raconte, dans ses souvenirs, le leader socialiste, une ville morte qui attend le vainqueur, et s'en reconstruit vers leur destin : le prison pour l'urt, l'assassinat pour l'autre. La crédibilité du livre est malheureusement entamée par des erreurs dont certaines sont dues à des approximations ou des défauts de traduction de l'auteur. On peut sourire de la transformation du patronyme du critique littéraire du *Monde* : Emile Herriot est devenu Emile Herriot. La ville de Boulogne-Billancourt « avait encore, apprend-on, sa police, ses pompiers, sa garde mobile, sa garde républicaine... » Plus étonnant : « Finalement, pas un seul soldat français ne demeura à Dunkerque pour tomber entre les mains des Allemands. » En fait, malgré les efforts des Britanniques et de la marine française, qui évacuèrent 370 000 soldats alliés, 80 000 Français furent faits prisonniers dans la poche... Contre à un public nouveau les jours sombres et mal connus de la défaite est louable. L'entreprise est même plus de rigueur.

Jean Planchais

Chemises brunes, science « grise »

Seule une minorité de scientifiques allemands collabora activement avec les nazis. Mais la plupart des autres ont choisi de ne pas choisir.

LA SCIENCE SOUS LE TROISIÈME REICH
de Josiane Olf-Nathan.
Seuil, 333 p., 149 F.

Philipp Lenard obtint, en 1905, le prix Nobel pour ses travaux concernant les rayons cathodiques. Johannes Stark découvrit, en 1913, le doublement des raies spectrales dans un champ électrique et fut prix Nobel de physique pour l'année 1919. Adversaires de la physique théorique moderne, celle d'Einstein et de Schrödinger, racistes, antisémites, prétendant que la théorie de la relativité et la mécanique quantique étaient des inventions de l'esprit juif qui allaient infecter la bonne physique allemande, Lenard et Stark furent solidaires de Hitler dès 1924.

Ces deux tristes sires, qui croyaient pouvoir utiliser les nazis dans leur tentative pour disséminer la théorie de la relativité, deviendront, après la guerre, de commodes bous émissaires. D'un côté, Lenard, Stark et leurs adeptes, propagateurs d'une doctrine raciste appuyée par les nazis, la *deutsche Physik*, de l'autre les « bons », c'est-à-dire la grande majorité des physiciens allemands, opposés à ce dénigrement de la physique théorique moderne et soucieux de préserver le haut niveau scientifique et le rôle de la science dans la nation.

La netteté de la ligne de clivage entre la « science pure » et l'idéologie de la « science allemande » posée l'insigne avantage de reculer de la mémoire la participation de la science aux crimes nazis. Aussi la retrouve-t-on, formulée dans les mêmes termes, sous la plume du mathématicien Wilhelm Stüss, éditeur des rapports sur les mathématiques pures en Allemagne durant la période de la guerre, estimant, dans sa préface, que « le jardin de

la véritable recherche scientifique a été cultivé à l'écart par ses amis, même pendant le temps que dura cette funeste guerre ».

Mais cette ligne de partage est une ligne imaginaire. L'incroyable mérite de l'ouvrage dirigé par Josiane Olf-Nathan est de réduire à néant, faits à l'appui, la représentation d'une connaissance désintéressée, humaine et progressiste, totalement étrangère au nazisme, ou lutte contre la science politisée, incarnée notamment par la *deutsche Physik* ou l'Association mathématique du Reich.

Silences coupables

Les scientifiques ayant opposé une résistance active et délibérée au national-socialisme furent rares, et ceux qui collaborèrent consciemment et complètement avec le régime se retrouvent, à l'autre extrémité du spectre, sur une très fine ligne. La majorité des physiciens, assure Mark Walter dans sa contribution, prennent place dans une zone centrale, cette « zone grise » faite de compromis, d'oppositions ponctuelles, de cécités et de silences coupables. La « science grise » est un vaste domaine, et bien mal exploré.

Que sait-on en France de la science allemande dans l'Allemagne hitlérienne ? Peu de choses, assure Josiane Olf-Nathan, quelques images tenant lieu de savoir. Nul ne saurait combler cette lacune sans explorer de nouvelles pistes de réflexion. Il ne suffit pas, en effet, de répertorier des parcours individuels. Celui de Werner Heisenberg, d'abord en hâte aux attaques de Stark, puis sa revanche sur la *deutsche Physik* en devenant membre du programme de recherche sur les applications militaires et économiques de la fission nucléaire, ne vaut qu'à titre d'exemple. Comme nombre de physiciens hostiles à la science politisée incarnée par la *deutsche Physik*, il ne parvint à défendre la physique moderne

qu'en agissant dans le cadre du système national-socialiste, lui accordant, par là même, appui et légitimité.

Des processus du même ordre se rencontrent chez les mathématiciens, qui crurent préserver l'autonomie de leur discipline en excluant l'extrémisme nazi Bieberbach du comité directeur de l'Union des mathématiciens allemands, et qui prospérèrent à l'ombre de l'Association mathématique du Reich, grande pourvoyeuse de maouels imprégnés d'idéologie nazie.

L'histoire politique des sciences, souligne Herbert Mehrtens, ce peut se fonder sur la définition que les mathématiciens donnent d'eux-mêmes. Fonctionnaires soumis à la bureaucratie d'État, chercheurs mais aussi enseignants de haut niveau, et par là insérés dans le système d'éducation étatique, les mathématiciens forment un groupe social qui s'adapte au système politique grâce à une division du travail. A rien des égards, ce questionnement fait ainsi écho aux travaux de l'École de Frankfurt, dont la « théorie critique » s'attachait précisément à mettre en évidence l'intérêt social qui anime toute théorie. Comme Max Horkheimer le relevait dès 1937, la science est incapable de se réfléchir elle-même, de sorte que « la genèse sociale des problèmes, les situations réelles dans lesquelles elle est utilisée, les buts auxquels elle est appliquée, lui apparaissent comme situés en dehors d'elle-même (1) ».

La politique raciale

Paradoxalement, cet examen inédit des manœuvres de soumission et d'accommodement des physiciens et des mathématiciens éclaire d'un jour nouveau ce que l'on croyait bien connaître de la « biologie raciale », pièce centrale de l'idéologie national-socialiste. Impossible là encore de déléguer à des figures mineures la fonction de

bous émissaires. Les théories raciales ne sont pas une affaire de marginaux extrémistes et « pseudo-scientifiques ». Non seulement la quasi-totalité des anthropologues allemands portait une responsabilité dans la politique eugénico-raciale nazie, dont ils furent, avec les médecins et les généticiens, les auxiliaires les plus zélés, mais la collaboration des bioanthropologues allemands est étroitement liée au « biologisme » racial extrême de leur discipline.

Benoit Massin qui rapporte le fait, relève cependant qu'en matière d'antisémitisme ce ne fut pas l'anthropologie raciale qui inspira le régime, mais qu'au contraire le discours scientifique dut s'adapter. De même, il est intéressant de relever que la collaboration des bioanthropologues à la politique raciale de l'État hitlérien persista alors même que la racologie statique sur laquelle s'étayait leur engagement voit ses hypothèses périmées par l'essor de la génétique des populations.

L'autonomie relative des choix politiques de ces scientifiques transparait ainsi, excluant les simplifications caricaturales. Sans ces distinctions fines, l'histoire politique des sciences, au lieu de solliciter la vigilance des hommes d'aujourd'hui, ne risquerait-elle pas de verser dans l'apologie de l'obscurantisme ? Discipline elle aussi traversée par des intérêts humains historiquement situés, comme le souligne Herbert Mehrtens, elle ne gagnerait rien, cédant au vertige devant la proximité intellectuelle du nazisme et d'innombrables travaux scientifiques, à substituer, comme Jürgen Habermas en faisait le reproche à Marcuse, le modèle du péché originel à celui de l'innocence du progrès scientifique et technique.

Jean-Paul Thomas

(1) Théorie traditionnelle et théorie critique, traduit de l'allemand par Claude Maillard et Sibylle Müller, Gallimard, 1974.

Le mensuel
PASSAGES
LA PSYCHANALYSE
PEUT-ELLE
TOUT GUÉRIR ?
avec Mond Marand • Serge Lefebvre
Daniel Sheng • Julie de Lagarde • Julia
Schwartz • Claude Olieux • Jean-Jacques
Baccarini • Hans Rens Schotel • René
Duclos • Georges Bataille • Catherine Keller
Paris • Charles Nodding • Émile Malet
vente en kiosque 30 F

Le Monde
ÉDITIONS
PLANTU
LE DOUANIER
SE FAIT LA MALLE
EN VENTE EN LIBRAIRIE

كتاب النمل

Vivre d

ESSAI

L'arrogance du conse

LE MONDE DES LIVRES
Lettres étrangères

Vivre dans la pénombre

Kjell Askildsen, un maître norvégien de l'art bref

LES DERNIÈRES
NOTES DE THOMAS F.
et autres nouvelles
de Kjell Askildsen.
Traduit du norvégien
par Anne-Charlotte Rouleau
et Eric Eyolux.
Amiot-Lengronne, 212 p., 125 F.

Dépêchez-vous si vous ne voulez pas manquer les personnages de Kjell Askildsen : ils sont sur le départ. Le grand A le négocie, c'est un peu de vous-même que vous ignorez. Car ils s'offrent à nous en apportant les derniers témoignages sur un peuple en voie de disparition, et que nul n'est censé ignorer, celui qu'on nomme « le peuple » justement. Leur mort serait une chose qu'eux-mêmes ne ratifieraient pour rien au monde. Imperturbables, ils nous y conviennent. Ils ont beau être en fin de droits sur la vie, désabonnés à l'espoir, ils ne renonceraient à aucune répartition, et s'accrocheraient à vous pour avoir le dernier mot.

Agé de soixante-trois ans, Kjell Askildsen, traduit ici pour la première fois en français, est l'auteur d'une œuvre discrète, patiente (trois romans et six recueils de nouvelles en quarante ans). Il s'est exclusivement consacré au récit court ces vingt dernières années, avec un art de la concision, une sobriété rare en ces temps de littérature de rapport, un humour et un radicalisme qui font vibrer le monologue intérieur à l'aphorisme : « Je me demande quand apparaitra une nouvelle génération de forestiers capables... de débarrasser de ses surges l'arbre de la connaissance. » Sombre espoir ou gai désespoir ?

Cambriés dans leurs parades élimées, ses personnages ne font pas de la résistance, mais en offrent : aux vainqueurs de tout poil, aux détenteurs de pouvoir, aux gardiens de l'ordre (policiers, juges, conjoints) aussi bien qu'à eux-mêmes. Cens dévotement petits d'avoir dû renoncer aux grandes espérances, ils ne sentent pas, pour autant dans le



Kjell Askildsen, traducteur de Beckett

négligé. Ils regardent leur environnement y plonger et constatent : « Le monde est aussi déraisonnable qu'absurde, la sujétion à des racines profondes, les chances de voir l'égalité et la dignité progresser s'annulent, la partie est trop inégale. »

Loin de tout populisme, il y a du militant en eux. Sous couvert d'une lucidité qui s'accommoderait du ridicule, le pessimisme est leur cause. Ils sont les engagés d'un désespoir si noir qu'il en exhibe plus violemment son revers de rire (secret « le nôtre »-et de révolte). Leur discipline est un refuge qui leur laisse tout loisir pour bougonner. Ils professent une misanthropie

exemplaire, aimant trop leur semblable pour ne pas excuser ce qui leur paraît en rester, les détestant suffisamment pour ne pas rechercher désespérément leur commerce.

Tout contact avec un autre – fût-il le plus proche membre de la famille – provoque une blessure. Tout dialogue est une guerre qui ne laisse que des mécontents ou des vaincus. Et le silence n'est pas moins grave. « Je ne suis pas très bavard, constate l'un, mais il m'arrive de m'adresser la parole. » Un second reconnaît qu'« une petite surlittérature ne serait pas pour [lui] déplaire ». Où qu'ils soient, ils sont déplacés, ou font tout pour le deve-

nir. « Il ne se plaisait pas en sa compagnie. Ou, plus exactement, c'est à lui-même qu'il ne plaisait pas quand j'étais là », estime un troisième.

Quand ils voudraient débattre, ils ne font que se débattre. Ils se savent dans une impasse. D'ailleurs ils y habitent. A quelques pieds sous terre de préférence, par orgueil plus que par humilité, comme s'ils se révélaient plus éclatants en vivant dans la pénombre. Leurs soupçons ne laissent passer que les jambes des passants, corps entrevus, éclatés, fragments qui affichent la réification en marche.

Chacune des neuf nouvelles du recueil témoigne que le misère demeure l'une des grandes affaires de notre temps, que, loin de reculer, elle n'a cessé de développer des ramifications nouvelles, plus intenses encore ici dans l'égalitaire Norvège. Certes, elle n'affecte plus les formes d'extrême urgence du début de siècle, se pose moins en termes de niveau de vie qu'en ceux d'exigence de vie, de compatibilité. La solitude, aussi nécessaire qu'insupportable, n'offre cependant aucune garantie de ne pas participer au gâchis collectif, à la corruption de l'être.

« De la bêtise, il en reste encore, parce qu'il se trouve des gens pour l'avoir consignée dans des livres. C'est ainsi qu'elle se perpétue... », tonne de sa voix mesurée Kjell Askildsen, dont l'écriture, avec un goût discret du quotidien à la Bouc, fait corps avec l'économie, avec la morale de ses personnages. « C'est terrible ce que je vieillis. J'aurais bien aimé plus de mal à écrire qu'à marcher. Je traîne », soupire Thomas F., en des accents qui pourraient évoquer Beckett (dont notre auteur a traduit le théâtre en norvégien). Si ne transparaissait ça et là cette vieille exigence de positivité scandinave, le soupçon terrible que s'adapter c'est guérir.

Jean-Louis Perrier

L'étoile d'encre

LA MAIN DU PRINCE
(Il segretario di lettere)
de Michele Benvenuto
et Tomaso Costo.
Préface
de Salvatore Nigro.
Traduit de l'italien
par Mireille Blanc-Sanchez.
RPEL (29, rue Madame, 75006 Paris), 110 p., 95 F.

Phénomène éditorial italien, les manuels de cour de l'époque baroque se vendent chez nos voisins comme des petits pains. Eloges du monarque, conseils cyniques aux hommes politiques, invitation au pragmatisme, art de discourir sur le néant : toute une rhétorique de la théâtralité, de l'absence et de l'entourloupa trouve chez les lecteurs de cette fin du vingtième siècle une écoute inattendue. La collection « Italia », qui conçoit Salario Leonardo Sciascia, mort avant d'avoir vu paraître le premier volume, est reprise par Salvatore Nigro (1), qui a choisi pour premier titre cette *Main du prince*, suivie, depuis, par une quinzaine de titres qui connaissent la même succès. Dans la même série d'idées, en France, dit-on, le *Bréviaire des politiques* du cardinal de Mazarin (2), s'était fort bien défendu à la librairie du Palais-Bourbon.

Ca sont, ici, des éditions laciniées qui proposent la traduction française de petits textes rares de la fin du seizième siècle et de celle du dix-septième siècle, concernant les devoirs et les principes d'un bon secrétaire. « *Anus-plice des signes* », écrit poétiquement Michele Benvenuto, « il comprend ce qu'il n'entend pas ; il exprime ce qu'il ne voit pas ». Quelle est, en effet, la psychologie de l'homme du secret (comme il y a l'homme du cour ?) Quelles sont ses qualités requises ? « Il se rend invisible d'être vu ».

Celui qui prête son talent à son maître s'efface et devance les questions. Il infuse sur des relations qu'il devine en les modifiant. Autant ? C'est le rêve du tour prince : un « homme de bois ».

soumis aux caprices d'un marionnettiste, mais aussi un pantin qui lui donne, en retour, quelques idées.

Tomaso Costo, Napolitain né au milieu du seizième siècle, prônait l'honnêteté et la dignité, conciliant à tout secrétaire de garder dans une poche une lettre de démission, à tout hasard... Esthète du mot juste, de la bienséance, du ton rigoureux, il donne des conseils dont, au fond, tout apprenti écrivain pourrait tirer profit.

Meis c'est chez Michele Benvenuto, né un siècle plus tard, que l'on lira l'exaltation la plus débridée de la fonction de secrétaire. Non plus conseiller, mais acteur, il entre avec panache dans le théâtre du monde. On a si passé de l'économie sèche et digne aux « séduisantes superfluités ». Du resta, Benvenuto lui trouve aussitôt son dieu tutélaire : « *Prose*, qui a sa métamorphose en empruntant à toutes les formes de la nature. »

Pourquoi ces textes nous parlent-ils encore ? Certes, les princes n'ont pas disparu. On peut aller les chercher dans les ministères mais aussi dans les entreprises : chaque salarié a le sien. Chaque pouvoir a sa comédie, ses histoires et ses porte-parola. Mais il y a une autre raison qui rend ces manuels si actuels : ce sont aussi des révéries sur l'écriture, la parole, l'authenticité. Dans un beau livre métaphorique, Benvenuto fait l'éloge de la parole empruntée : « *Etoile qui, parmi les encres, tire lumière des ombres*. » Il célèbre surtout le mot écrit, qui transcende l'expérience. Il vénère la force de la littérature, de la fiction, de ce qui n'existe qu'une fois écrit. Le parfait secrétaire se forge une gloire qu'il ne doit qu'à eux lettres et qui surpasse celle du sang. « *Tout autre rayon est un éclair qui s'enfuit, lucioles imaginaires des rêves qui viennent des tombeaux*. »

R. de C.

(1) Auguel on doit déjà une édition savante de l'ouvrage de Torquato Accetto, *De la dissimulation honnête*, Verdier.

ESSAI La tyrannie du consensus

Suite de la page 23

La confusion entre le public et le privé est quasiment totale : le droit à la santé tend à devenir un devoir de santé ; les lois prétendent de santé publique (loi anti-tabac) ou de sécurité (permis à points) en réalité des lois de contrôle social, sur lesquelles aucun débat ne survient, pas même dans la presse ; la nécessaire préservation de la planète laisse place à l'écologie (ou plutôt écolisme), cette « religion de la vie ». Et « la vertu de l'indignation semble s'être évaporée avec la capacité de choisir ».

On proscrire le tabac aujourd'hui parce qu'il serait facteur de maladie. Interdiction d'on demain le bon chien pour les mêmes raisons ? Les femmes ont renoncé à leur désir de liberté pour se réfugier dans la protection paternaliste (dont la loi sur le « harcèlement sexuel » est un exemple). On avait cru comprendre qu'elles réclamaient le droit à l'individualité et elles acceptent le statut d'« espèces à protéger ».

Une pensée joyeuse

La presse française est dans un état déplorable. Sa fonction « cathartique de la vie politique » est de moins en moins efficace et elle entretient l'illusion « de se redresser en sa dépolitisation », alors qu'elle se banalise en banissant toute pensée. Les intellectuels ne disent plus rien : « La pire opium des intellectuels consistait naguère à s'imaginer détenir le secret du monde pur. Ce que nos sociétés n'exigent heureusement plus de l'intellectuel, elles continuent de le demander à l'expert. Il n'est que de voir, dans l'édition, la monstrueuse inflation des « essais » – dont celui-ci – par rapport au roman, qui est la voie royale de la connaissance de l'homme. »

Bref, la « crise de l'intelligence » est avérée. Slama se garde bien

« du catastrophisme romantique ou de l'angélisme libertaire » et précise que « le discours sur la décadence est affaire de poètes ». Son propos est de mettre en lumière toutes ces dérives, qui, en France, ne peuvent que rappeler le vichysme. Et il démonte « l'obsession mimétique qui reproduit, à cinquante ans d'intervalle, les mêmes comportements, les mêmes illusions, les mêmes préjugés ».

Les solutions ? Tenter de retrouver des « idées perdues » : la séparation des ordres, une conception non préventive de la responsabilité, l'assomption du conflit. Et restaurer un principe : « Rester libre à un coût, qui n'est pas économique, et la valeur d'un homme, comme d'une société, se mesure au prix que l'un et l'autre consentent à payer pour leur liberté. »

Aux rares personnes qui revendiquent da payer – pour la droit aux excès, aux plaisirs, aux risques d'une vie choisie, – la loi indique que ce droit n'existe plus. Toutefois, ceux qui étouffent sous cet « ASTHME – argent, sexe, terreur, hystérie, mort, enfant » qui dénonce un roman récent (2) pouront reprendre souffle à la lecture de Slama. Ils ne trouveront dans son livre, et c'est heureux, aucune réponse toute faite, rien qui ressemble au « prêt-à-penser » courant. Seulement une pensée joyeuse et le courage de redevenir allégrement combatif. En un mot, contre le vichysme sournois qui menace, l'Angélisme exterminateur est non seulement salutaire, mais indispensable.

Josyane Savigneau

(2) *Le Secret*, de Philippe Sollers (« Le Monde des livres » du 8 janvier). Logiquement, tous ceux – et ils sont nombreux cette fois-ci – qui ont vanté la force de critique sociale de ce roman devraient soutenir le travail de Slama. Mais la logique intellectuelle, l'Angélisme exterminateur le démontre à la perfection, a fait long feu.

SORTILÈGES

Der Nister.
Traduit du yiddish et présenté
par Delphine Bechtel.
Julliard, coll. « Littérature yiddish »,
189 p., 100 F.

Ukraine, 1905. Le révolte anarchiste de la Révolution de 1917, qui donnera le pouvoir aux bolcheviks, gronde dans l'empire multinational du tsar. Un jeune homme, Pinkhas Kaganovitch, s'enfuit de sa ville natale Berditchev – haut lieu du hassidisme (1) – afin d'échapper aux rigueurs d'un service militaire particulièrement contraignant pour les juifs. Pinkhas a reçu une éducation traditionnelle. Aaron, son grand frère, qu'il vénère, l'a initié aux mystères du Talmud, et sans doute aussi, à ceux de la kabbale.

A Jitomir, toujours en Ukraine, le fugitif enseigne l'hébreu pour gagner sa vie, écrit des vers en yiddish, sa langue maternelle, et se passionne pour les littératures russe et allemande, portes ouvertes sur la modernité. Il prend le pseudonyme de Der Nister, en yiddish « celui qui se cache », nom qui renvoie au mot hébreu *nistar*, signifiant, dans la mystique juive, « le sens secret des Écritures », opposé au *nigla*, « sens premier apparent ». Nistar désigne aussi l'un des trente-six Justes sur lesquels, selon cette mystique, repose notre monde. L'œuvre de Der Nister, poète solitaire et prosateur secret, sera une longue suite d'allégories, structurées selon les canons du conte populaire et ressourcées au contenu occulte des récits hassidiques.

Lorsque, pendant la Grande Guerre, l'empire russe s'effondre, l'espoir messianique soulève les peuples opprimés qui l'habitent.

La magie Der Nister

Les allégories d'un écrivain yiddish mort au goulag

Les juifs acquièrent les droits des « minorités nationales », le yiddish est officiellement enseigné dans les écoles ; presse, maisons de culture et d'édition prolifèrent.

Très vite cependant, la guerre civile et les massacres commis par les uns et les autres, Rouges et Blancs confondus, contraignent de nombreux écrivains, russes aussi bien que juifs, à s'expatrier. Parmi les plus célèbres, Bergelson, Biely, Ehrenbourg, Gorki, Nahokov, Tsvetaeva.

Symbolisme russe et folklore juif

En 1921, Der Nister part à Berlin, devenu à l'époque un grand centre de l'émigration intellectuelle russe. C'est là qu'il publie deux volumes de nouvelles en yiddish, où se font sentir à la fois l'influence des grands symbolistes russes et celle de la tradition et du folklore juifs.

Cinq ans plus tard, Der Nister, âgé alors de quarante-deux ans, rentre en Ukraine, et s'installe à Kharkov. La toute nouvelle Union soviétique semble encore offrir toutes les garanties pour le libre épanouissement de la culture yiddish, autrefois marginalisée, alors qu'en Allemagne le monté du chauvinisme s'accroît chaque jour un peu plus.

Les nouvelles qui paraissent aujourd'hui, traduites et présentées d'une manière remarquable par Delphine Bechtel, couvrent sa période symboliste jusqu'en 1929, lorsque les pressions des autorités communistes l'obligent à dériver vers les rives stériles du « réalisme critique » ou « socialiste ». Vers la montagne, narration onirique, date de 1913 ; elle nous promène à travers des paysages en apparence déserts, où un marcheur s'achemine vers un lieu

incertain afin de répondre à l'appel énigmatique d'un vieillard.

Il s'agit d'un itinéraire initiatique, ponctué d'épisodes inspirés aussi bien par le conte populaire que par le récit dit cultivé : recherche d'un oiseau magique, rencontre avec le mendiant et le vieillard, et l'Homme de la Lune, personnages emblématiques et situations archétypales très proches du théâtre expressionniste. Finalement, c'est la Marche elle-même qui se révèle être la quête du marcheur, quête devenue son propre objet, à l'instar de celle des vieux alchimistes.

Dans *Démons*, nous retrouvons le même héros désincarné, accompagné, cette fois, par son double satanique, le poseur de pièges, mais l'imaginaire, l'œuvre d'art finissent par vaincre les forces infernales, celles qui peupleront plus tard l'œuvre d'Isaac Bashevis Singer, l'autre grand auteur de langue yiddish.

Prémonitions et danse macabre

C'est toujours le thème du double qui surgit d'un bref dialogue entre l'acteur et son ombre dans *Un prélude*, le seul fragment théâtral que Der Nister nous ait laissé. Certes, le message est plus transparent, mais comment ne pas être frappé par le caractère prémonitoire des paroles prononcées par le comédien à la fin des années 20 : « ... Notre temps est passé, nos acteurs se sont éparpillés de par le monde, et se sont vendus comme clowns chez d'autres officiers... de gagner leur pain dans un monde désolé et anihilé... et notre théâtre qui jouait avec la vie et la mort, on l'a transformé en quelques heures d'amusement... » et nos femmes, qui, juifs... dirigeaient les seigneurs et les rois, comme des

enfants... sont devenues des prostituées auprès des grands d'aujourd'hui, du dernier venu qui... les invitera à dîner et à passer la nuit... »

Avec *Ivre et Tous mes biens*, derniers récits non censurés publiés après son retour en Ukraine, l'écrivain nous invite à une danse macabre dans un univers échevelé. La féerie, déjà inquiétante, se métamorphose en cauchemar et l'auteur – qui entre lui-même en scène sous forme de fugitif poursuivi par des furies – nous livre une suite d'histoires emboîtées à la manière des contes de *Mille et une nuits*, réflexions allégoriques sur les rapports entre réalité et fiction, entre l'auteur et le monde où il vit, entre le sens de la quête et sa caducité.

C'est l'éclat funéraire au rythme covolant du poète privé de la foi dans son art et qui pressent la fin tragique du parcours. En 1939, Der Nister publie à Moscou le premier volume d'un roman (2) où, malgré les directives imposées par les censeurs, transparaît sa sympathie pour un judaïsme soviétique déjà condamné.

Évacué à Tachkent pendant la guerre, il écrit encore plusieurs nouvelles inspirées par la Shoah, mais lors des purges antisémites ordonnées par Staline – elles commencent en 1948 et aboutissent à l'assassinat de tous les intellectuels de langue yiddish sur le territoire de l'ancienne URSS, – Der Nister est arrêté à son tour. L'écrivain, torturé et malade, s'éteint au goulag, en 1950, à l'âge de soixante-six ans.

Edgar Reichmann

(1) Mouvement juif de renaissance spirituelle fondé en Europe orientale au dix-huitième siècle.
(2) Deux volumes. Laits, 1974-1975.

